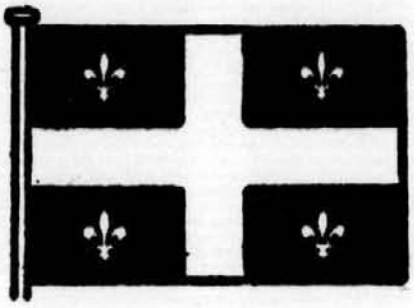
Tome 1-
1961

21 JAN 1961
OFF
A 11E8
G3/93 TS



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 JANVIER 1961

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JANUARY 7TH, 1961

## AVIS AUX INTÉRESSÉS

### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

## NOTICE TO INTERESTED PARTIES

### Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

**Tarif des Annonces: Abonnements, etc.**

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

*L'Imprimeur de la Reine,*
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 décembre 1960. 53551 — 1-53-o

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week is not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

**Advertising, Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1 per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
*Queen's Printer.*

Parliament Buildings,
Quebec, December 5th, 1960. 53551 — 1-53-o

## Lettres patentes

(P.G. 14769-60)

**Au Carafon Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1960, constituant en corporation: Pauline Daigneault, Julienne DesRochers, secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, et Gabriel Lapointe, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Au Carafon Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 900 actions communes de $10 chacune et en 310 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

## Letters Patent

(A.G. 14769-60)

**Au Carafon Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1960, incorporating: Pauline Daigneault, Julienne DesRochers, secretaries, spinsters in use of their rights, and Gabriel Lapointe, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs, under the name of "Au Carafon Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 900 common shares of $10 each and into 310 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14715-60)

**Baris Kaplan Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1960, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton, fils, secrétaire, tous deux de Montréal, et Harry Aronovitch, avocat, de Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de « Baris Kaplan Corporation », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions privilégiées, catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 18,000 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4120 avenue City Hall, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14574-60)

**Bel-Ro Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1960, constituant en corporation: Médéric Robichaud, entrepreneur, Aline-P. Robichaud, ménagère, épouse dudit Médéric Robichaud, tous deux de Québec, Alfred Lavoie, entrepreneur, et Brigitte-S. Lavoie, ménagère, épouse dudit Alfred Lavoie, ces deux derniers de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Bel-Ro Construction Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 474, 48ème rue, est, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14464-60)

**Bemo Tavern Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1960, constituant en corporation: Monroe Abbey, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Gregory Charlap, Arthur Shulman, tous deux avocats, et Sylvia Teitlebaum, secrétaire, fille majeure, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, auberge, restaurant, café, taverne, débit de bière, salle de rafraîchissements, et celui de logeurs, approvisionneurs licenciés, vins, bière et fournisseurs de tabacs et pourvoyeurs de distractions publiques en général, sous le nom de « Bemo Tavern Limited », avec un capital total $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $1 chacune et 396 actions privilégiées de $50 chacune.

(A.G. 14715-60)

**Baris Kaplan Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1960, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, jr., secretary, both of Montreal, and Harry Aronovitch, advocate, of Côte-St-Luc, for the following purposes:

To act as an investment corporation, under the name of "Baris Kaplan Corporation", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 1,000 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 18,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 4120 City Hall Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14574-60)

**Bel-Ro Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1960, incorporating: Médéric Robichaud, contractor, Aline-P. Robichaud, housewife, wife of the said Médéric Robichaud, both of Quebec, Alfred Lavoie, contractor, and Brigitte-S. Lavoie, housewife, wife of the said Alfred Lavoie, the two latter of Charlesbourg, for the following purposes:

To deal in real estate and construction, under the name of "Bel-Ro Construction Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 474, 48th Street, east, Charlesbourg, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14464-60)

**Bemo Tavern Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1960, incorporating: Monroe Abbey, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Gregory Charlap, Arthur Shulman, both advocates, and Sylvia Teitlebaum, secretary, spinster of the full age of majority, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of hotel, inn, restaurant, café, tavern, beer house, refreshment, room and lodging house keepers, licensed victualers, wine, beer and tobacco purveyors and caterers for public amusements generally, under the name of "Bemo Tavern Limited", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $1 each and 396 preferred shares of $50 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14633-60)

**Blay Super Market Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1960, constituant en corporation: Conrad Beaulieu, marchand, Huguette Senécal, secrétaire, fille majeure, Sebastien Toupin, machiniste, tous trois de Montréal, et Léo Blay, marchand, de Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de « Blay Super Market Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11883, rue Notre-Dame, est, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14512-60)

**Boudreau Construction Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1960, constituant en corporation: Gilles Hébert, avocat, de Candiac, Maria Corso, secrétaire, fille majeure, et Claude Thivierge, avocat, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Boudreau Construction Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14540-60)

**Boudreau Incorporé**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1960, constituant en corporation: Delbert Boudreau, industriel, Bernard Côté, avocat, et Cécile Lévesque, secrétaire, célibataire majeure, tous de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de quincaillerie, sous le nom de « Boudreau Incorporé », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $5 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14633-60)

**Blay Super Market Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1960, incorporating: Conrad Beaulieu, merchant, Huguette Senécal, secretary, spinster, Sebastien Toupin, machinist, all three of Montreal, and Léo Blay, merchant, of Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of articles and merchandise which generally form the object of a grocery business under the name of "Blay Super Market Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 11883 Notre-Dame Street, East, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14512-60)

**Boudreau Construction Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1960, incorporating: Gilles Hébert, advocate, of Candiac, Maria Corso, secretary, fille majeure, and Claude Thivierge, advocate, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Boudreau Construction Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14540-60)

**Boudreau Incorporé**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1960, incorporating: Delbert Boudreau, industrialist, Bernard Côté, advocate, and Cécile Lévesque, secretary, spinster of full age, all of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on in all its specialties a business dealing in hardware, under the name of "Boudreau Incorporé", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 6,000 preferred shares of $5 each.

Le siège social de la compagnie sera 782, avenue Laure, Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14789-60)

**Bowl-Arena Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1960, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, Jean McFarlane, teneuse de livres, fille majeure, et Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme exploitants de salles de quilles y compris l'exploitation d'un restaurant et comptoir lunch s'y rapportant, sous le nom de « Bowl-Arena Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14598-60)

**Cabec Corporation Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1960, constituant en corporation: Jeanne Senay, de Verdun, Micheline Verdon et Monique Duquette, ces deux dernières de Montréal, toutes sténographes, pour les objets suivants:

Commerce de moteurs, de machines et de leurs parties et accessoires, sous le nom de « Cabec Corporation Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 600 actions communes de $10 chacune et en 340 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14866-60)

**Camco Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1960, constituant en corporation: Mlle Carmen Gagné, Mlle Denise Racine et Mlle Normande Dorval, secrétaires, de Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de construction, sous le nom de « Camco Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

---

The head office of the company will be at 782 Laure Avenue, Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14789-60)

**Bowl-Arena Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1960, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, Jean McFarlane, bookkeeper, fille majeure, and Ethel Yussem, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as operators of bowling alleys including the operation of a restaurant and sandwich counter in connection therewith, under the name of "Bowl-Arena Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1960.

P. FRENETTE,
56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14598-60)

**Cabec Corporation Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1960, incorporating: Jeanne Senay, of Verdun, Micheline Verdon and Monique Duquette, the two latter of Montreal, all stenographers, for the following purposes:

To deal in motors, machines and their parts and accessories, under the name of "Cabec Corporation Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 600 common shares of $10 each and 340 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14866-60)

**Camco Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1960, incorporating: Miss Carmen Gagné, Miss Denise Racine and Miss Normande Dorval, secretaries, of Jonquière, for the following purposes:

To operate a construction business under the name of "Camco Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14245-60)

**Carpentier & Frère Ltée**
**Carpentier & Frère Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1960, constituant en corporation: Pierre Gravel, notaire, J.-Marcel Liboiron, comptable, tous deux de Montréal, et André Bourdon, avocat, de Longueuil, pour les objets suivants:

Commerce de meubles, immeubles commerciaux, équipements de magasin, de restaurant, de ventilation, de réfrigération, de climatisation de l'air et de chauffage, de bois et autres matériaux, sous le nom de « Carpentier & Frère Ltée — Carpentier & Frère Ltd. », avec un capital total de $60,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 759, rue DeFleurimont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 14245-60)

**Carpentier & Frère Ltée**
**Carpentier & Frère Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1960, incorporating: Pierre Gravel, notary, J.-Marcel Liboiron, accountant, both of Montreal, and André Bourdon, lawyer, of Longueuil, for the following purposes:

To deal in moveables, commercial real estate, store, restaurant, ventilation, refrigeration, air conditioning and heating equipment, wood and other materials, under the name of "Carpentier & Frère Ltée — Carpentier & Frère Ltd.", with a total capital stock of $60,000, divided into 200 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 759 DeFleurimont, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General; this twenty-sixth day of October, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14800-60)

**Castonguay Industriel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1960, constituant en corporation: Alexandre Tremblay, gérant, Gaston Larue, secrétaire, et Jacques Delorme, avocat, tous de St-Félicien, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Castonguay Industriel Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera rue St-Antoine, Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 14800-60)

**Castonguay Industriel Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1960, incorporating: Alexandre Tremblay, manager, Gaston Larue, secretary, and Jacques Delorme, advocate, all of St-Félicien, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in wood, under the name of "Castonguay Industriel Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be on St-Antoine St., Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

Dared at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14950-60)

**Centre Paroissial Maisonneuve de Rosemère Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Maurice Labelle, notaire, Dr Germain Hébert, dentiste, et Roland Robillard, avocat, tous de Rosemère, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un centre paroissial et récréatif au service de la population catholique de Rosemère, sous le nom de « Centre Paroissial Maisonneuve de Rosemère Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Rosemère, district judiciaire de Terrebonne.

(A.G. 14950-60)

**Centre Paroissial Maisonneuve de Rosemère Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Maurice Labelle, notary, Dr. Germain Hébert, dentist, and Roland Robillard advocate, all of Rosemère, for the following purposes:

To establish and maintain a parochial and recreational center for the use of the catholic population of Rosemère, under the name of "Centre Paroissial Maisonneuve de Rosemère Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Rosemère, judicial district of Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14489-60)

**Circuit Junior de l'Est Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Monette, gérant, Lucien Roussil, tavernier, tous deux de Pointe-aux-Trembles, et Ralph Buchanan, moniteur, de Montréal-Est, pour les objets suivants:

Mettre à la disposition des jeunes des patinoires, des terrains de jeux et des entraîneurs, en vue de leur éducation physique, et les préparer à une carrière dans le hockey professionnel, sous le nom de « Circuit Junior de l'Est Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14614-60)

**Concordia Football Club (1960) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1960, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Clifford George Meek, comptable, et Charles Eric Humphrey, teneur de livres, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, diriger et entreprendre de toute façon ou manière quelconque, le commerce d'un club de football et de soccer dans toutes ses spécialitées, sous le nom de « Concordia Football Club (1960) Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1210 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14840-60)

**Conseil des Loisirs de Giffard Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit octobre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Honoré Grenier, industriel, Ghislain Hawey, comptable agréé, Roger Roy, gérant, et Monseigneur N. Morissette, ptre, curé, tous de Giffard, pour les objets suivants:

Promouvoir l'organisation des loisirs éducatifs et récréatifs dans le territoire compris dans la

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14489-60)

**Circuit Junior de l'Est Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Monette, manager, Lucien Roussil, tavern-keeper, both of Pointe-aux-Trembles, and Ralph Buchanan, gymnastic instructor, of Montreal-East, for the following purposes:

To put at the disposition of youth, skating rinks, playgrounds and coaches, in view of their physical education, and to prepare them for a career in professional hockey, under the name of "Circuit Junior de l'Est Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14614-60)

**Concordia Football Club (1960) Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1960, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Clifford George Meek, accountant, and Charles Eric Humphrey, book-keeper, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on, conduct and engage, in any way or manner whatsoever, the business of a football and soccer club in all its branches, under the name of "Concordia Football Club (1960) Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1210 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14840-60)

**Conseil des Loisirs de Giffard Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of October, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Honoré Grenier, industrialist, Ghislain Hawey, chartered accountant, Roger Roy, manager, and Monsignor N. Morissette, priest, pastor, all of Giffard, for the following purposes:

To promote the organization of educational, and recreational centers in the territory com-

municipalité de Giffard, sous le nom de « Conseil des Loisirs de Giffard Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Giffard, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(P.G. 14793-60)

**Des-Monts Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1960, constituant en corporation: Léo Laliberté, restaurateur, Yvonnette Dumont Laliberté, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léo Laliberté, tous deux de St-Eustache, et Gérard Bélanger, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, ou louer des biens immeubles, actions de compagnies, obligations, sous le nom de « Des-Monts Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(P.G. 14635-60)

**Dupuis et Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1960, constituant en corporation: Dewey Zaor, avocat, Guy Arsenault et Laurent Dubé, avocats stagiaires, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce de meubles, sous le nom de « Dupuis et Fils Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(P.G. 14827-60)

**Eli Shapiro Trading Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1960, constituant en corporation: Mark Edmound Gordon, avocat, de Westmount, Boris Joseph Berbrier, avocat, Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures, peaux brutes et apprêtées, peaux vertes, tissus de fourrure, cuirs bruts, cuirs ouvrés et vêtements, sous le nom de « Eli Shapiro Trading Corp. », avec un capital

prised in the municipality of Giffard, under the name of "Conseil des Loisirs de Giffard Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Giffard, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14793-60)

**Des-Monts Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1960, incorporating: Léo Laliberté, restaurant-owner, Yvonnette Dumont Laliberté, housewife, wife separate as to property of the said Léo Laliberté, both of St-Eustache, and Gérard Bélanger, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, or rent real estate, company shares, bonds, under the name of "Des-Monts Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14635-60)

**Dupuis et Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1960, incorporating: Dewey Zaor, advocate, Guy Arsenault and Laurent Dubé, law clerk, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business dealing in immoveables, under the name of "Dupuis et Fils Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 400 common shares of $100 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14827-60)

**Eli Shapiro Trading Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1960, incorporating: Mark Edmund Gordon, advocate, of Westmount, Boris Joseph Berbrier, advocate, Madeline Ferguson, secretary, fille majeure, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in furs, raw and dressed skins, pelts, fur fabrics, hides, leathers and wearing apparel, under the name of "Eli Shapiro Trading Corp.", with a total capital stock of $50,000, divided

total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 800 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 315 ouest, rue St-Paul, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14576-60)

**Entrepôt Unik Warehouse Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1960, constituant en corporation: Roger Lessard, industriel, Gérard Renaud, comptable agréé, tous deux de Québec, et Raymond Normand, industriel, de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter un entrepôt et faire le commerce de transport de marchandises, sous le nom de « Entrepôt Unik Warehouse Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1440, rue Semple, Petite Rivière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14901-60)

**Execaire (Quebec) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1960, constituant en corporation: William Patrick Creagh, commis en loi, de Mont-Royal, Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, et Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal, pour les objets suivants:

Louer à bail, louer, manufacturer, assembler, construire, réparer, acheter ou acquérir autrement, vendre, échanger, disposer, faire le commerce ou trafiquer, distribuer et exhiber des aéroplanes, hydroplanes et aéronefs de toutes classes et descriptions, instruments, dispositifs, fournitures et accessoires d'aéronefs, sous le nom de « Execaire (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions privilégiées de catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune, 3,800 actions privilégiées de catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14537-60)

**Garage Dan. Landreville Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

into 1,000 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at 315 St. Paul Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14576-60)

**Entrepôt Unik Warehouse Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1960, incorporating: Roger Lessard, industrialist, Gérard Renaud, chartered accountant, both of Quebec, and Raymond Normand, industrialist, of Ste-Foy, for the following purposes:

To manage a warehouse and to carry on business dealing in the transportation of merchandise, under the name of "Entrepôt Unik Warehouse Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1440 Semple St., Petite Rivière, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14901-60)

**Execaire (Quebec) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1960, incorporating: William Patrick Creagh, law-clerk, of Mount Royal, Ernest William Mockridge, manager, of St-Lambert, and Clifford George Meek, bookkeeper, of Montreal, for the following purposes:

To lease, rent, manufacture, assemble, build, repair, purchase or otherwise acquire, sell, exchange, dispose of, deal or traffic in, distribute and exhibit aeroplanes, hydroplanes and aircraft of every class and description, aircraft instruments, devices, supplies and accessories, under the name of "Execaire (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 class "A" preferred shares of a par value of $10 each, 3,800 "B" preferred shares of a par value of $10 each and 100 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14537-60)

**Garage Dan. Landreville Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1960, constituant en corporation: Pierre Brasseur, ajusteur de réclamations, de Montréal-Nord, Jean-Guy St-Pierre, Horace Landry, ajusteurs de réclamations, Claude Lanouette, comptable, tous trois de Montréal, et Paul-Émile L'Écuyer, avocat, de Châteauguay-Centre, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Dan. Landreville Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4745, rue Ontario, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1960, incorporating: Pierre Brasseur, claims adjuster, of Montreal-North, Jean-Guy St-Pierre, Horace Landry, claims adjusters, Claude Lanouette, accountant, all three of Montreal, and Paul-Émile L'Écuyer, advocate, of Châteauguay-Centre, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage Dan. Landreville Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4745 Ontario St., East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(P.G. 14798-60)

**Garage Normandin Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1960, constituant en corporation: Alexandre Tremblay, gérant, Gaston Larue, secrétaire, et Jacques Delorme, avocat, tous de St-Félicien, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un commerce de garagistes, sous le nom de « Garage Normandin Ltée », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Normandin, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 14798-60)

**Garage Normandin Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1960, incorporating: Alexandre Tremblay, manager, Gaston Larue, secretary, and Jacques Delorme, advocate, all of St-Félicien, for the following purposes:

To establish and operate a business as garage-keepers under the name of "Garage Normandin Ltée", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Normandin, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(P.G. 14750-60)

**Gibbons Zipper Textiles Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1960, constituant en corporation: Philippe Pothier, avocat et conseil en loi de la Reine, Michel Pothier, étudiant en droit, et Simone Turner, secrétaire, célibataire, tous de St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Manufacturer, négocier et faire le commerce de tissus textiles de toutes sortes, et de tous leurs sous-produits, et particulièrement des cordons à fermetures coulissantes et tissus à fermetures-éclairs, sous le nom de « Gibbons Zipper Textiles Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1450 rue St-Jacques, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

(A.G. 14750-60)

**Gibbons Zipper Textiles Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1960, incorporating: Philippe Pothier, lawyer and Queen's Counsel, Michel Pothier, law-student, and Simone Turner, secretary, spinster, all of St-Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture, trade and deal in textile fabrics of all kinds, and in all their by-products, and particularly slide fastener cords and zipper fastening fabrics, under the name of "Gibbons Zipper Textiles Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1450 St. James Street, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(P.G. 14869-60)

**Guy Chalifour Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 14869-60)

**Guy Chalifour Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first

du vingt et un octobre 1960, constituant en corporation: Jacques Lapointe, Gabriel Gaudry et Jean Bérubé, tous trois avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine du chauffage, sous le nom de « Guy Chalifour Inc. », avec un capital total de $47,000, divisé en 200 actions communes de $10 chacune et en 4,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14360-60)

**Italvox Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1960, constituant en corporation: Lucien Fournier, employé civil, Mona M. Fournier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lucien Fournier, et Lucio Raffaelli, vendeur, tous de Québec, pour les objets suivants:

Commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et de leurs sous-produits, de merceries, produits comestibles, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et périodiques, peintures, travaux d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et des forêts, produits de beauté, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Italvox Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14461-60)

**Jean Tuiles & Terrazzo Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1960, constituant en corporation: Jean Chiocchio, entrepreneur, Maria Di Lena, couturière, célibataire, majeure, et Maddalena Chiocchio, ménagère, épouse commune en biens dudit Jean Chiocchio, tous de Jacques-Cartier, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs en tous genres de revêtements de parquets, sous le nom de « Jean Tuiles & Terrazzo Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 11792-60)

**J. P. Patry Garage Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

day of October, 1960, incorporating: Jacques Lapointe, Gabriel Gaudry and Jean Bérubé, all three advocates, of Quebec, for the following purposes:

To carry on business in the world of heating, under the name of "Guy Chalifour Inc.", with a total capital stock of $47,000, divided into 200 common shares of $10 each and 4,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14360-60)

**Italvox Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1960, incorporating: Lucien Fournier, civil employee, Mona M. Fournier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Lucien Fournier, and Lucio Raffaelli, salesman, all of Quebec, for the following purposes:

To deal in products, articles and merchandise made entirely or in part of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, furn, textiles, glass and their by-products, smallwares, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paint, works of art, chemical products, products of the land, the sea and the forests, beauty products, toiletry products and perfumes, under the name of "Italvox Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 aech.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14461-60)

**Jean Tuiles & Terrazzo Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1960, incorporating: Jean Chiocchio, contractor, Maria Di Lena, dressmaker, spinster of the full age of majority, and Maddalena Chiocchio, housewife, wife common as to property of the said Jean Chiocchio, all of Jacques-Cartier, for the following purposes:

To carry on business dealing in the laying of all kinds of floors, under the name of "Jean Tuiles & Terrazzo Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares of $100 each

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 11792-60)

**J. P. Patry Garage Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1960, constituant en corporation: J.-Ludovic Blain, Claude Blain, notaires, et Madeleine Blain, sténographe, fille majeure, tous de Hull, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, sous le nom de « J. P. Patry Garage Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions communes de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Bouchette, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14024-60)

**La Chambre de Commerce de Petite Rivière Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: George Brown, inspecteur, J.-Arthur Gingras, entrepreneur général, et Jean-Paul Turcotte, vendeur, tous de Petite-Rivière, pour les objets suivants:

Grouper en association toutes personnes de la ville de Petite-Rivière, désireuses d'étudier les questions sociales, civiques, industrielles et commerciales de leur ville, leur région, leur province et leur pays, et intéressées à travailler en commun par l'étude et l'action au perfectionnement de leur formation, sous le nom de « La Chambre de Commerce de Petite Rivière Inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $2,000.

Le siège social de la corporation sera à Petite-Rivière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14684-60)

**Lachine Maroons Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-L. Lamoureux, dessinateur, Jacques Lamoureux, avocat, tous deux de Lachine, et Mlle Claudette Martel, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de « Lachine Maroons Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera 1231, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1960, incorporating: J.-Ludovic Blain, Claude Blain, notaries, and Madeleine Blain, stenographer, spinster, all of Hull, for the following purposes:

To operate a business as garage-keepers, under the name of "J. P. Patry Garage Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Bouchette, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14024-60)

**La Chambre de Commerce de Petite Rivière Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: George Brown, inspector, J.-Arthur Gingras, general contractor, and Jean-Paul Turcotte, salesman, all of Petite-Rivière, for the following purposes:

To group into an association all persons of the town of Petite-Rivière, wishing to study social, civic, industrial and commercial questions of their town, their region, their province and their country, and interested in working in common through study and action towards the perfection of their formation under the name of « La Chambre de Commerce de Petite Rivière Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $2,000.

The head office of the corporation will be at Petite-Rivière, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14684-60)

**Lachine Maroons Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Paul-L. Lamoureux, draughtsman, Jacques Lamoureux, advocate, both of Lachine, and Miss Claudette Martel, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To form and direct a sports club under the name of "Lachine Maroons Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at 1231 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14637-60)

**La Cie de Restauration Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six octobre 1960, constituant en corporation: Yolande Roy, Doris Pelletier, secrétaires, et Jacques O'Bready, avocat, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « La Cie de Restauration Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 14637-60)

**La Cie de Restauration Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of October, 1960, incorporating: Yolande Roy, Doris Pelletier, secretaries, and Jacques O'Bready, lawyer, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "La Cie de Restauration Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14801-60)

**La Cie d'Expansion du Nord Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1960, constituant en corporation: Jacques Dugas, Claude Dugas, avocats, et Jacques Théroux, comptable, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « La Cie d'Expansion du Nord Ltée », avec un capital total de $250,000, divisé en 2,500 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Marcelline, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 14801-60)

**La Cie d'Expansion du Nord Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1960, incorporating: Jacques Dugas, Claude Dugas, advocates, and Jacques Théroux, accountant, all of Joliette, for the following purposes:

To carry on the industry and business dealing in wood, under the name of "La Cie d'Expansion du Nord Ltée", with a total capital stock of $250,000, divided into 2,500 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Marcelline, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14960-60)

**La Compagnie d'Entretien du Cap Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1960, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, John Hamilton fils, secrétaire, tous deux de Montréal, et Paul Perrier, marchand, de La Prairie, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de nettoyage et d'entretien d'édifices, sous le nom de « La Compagnie d'Entretien du Cap Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 14960-60)

**La Compagnie d'Entretien du Cap Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1960, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton Jr., secretary, both of Montreal, and Paul Perrier, merchant, of La Prairie, for the following purposes:

To direct an enterprise dealing in building cleaning and maintenance, under the name of "La Compagnie d'Entretien du Cap Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14683-60)

**L'Association des Camionneurs Privés de Montréal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 14683-60)

**L'Association des Camionneurs Privés de Montréal Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: René Beaudry, de Verdun, Louis-Claude Trudel, d'Outremont, tous deux avocats, et Raymonde Vary, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir dans tous les domaines l'avancement moral, intellectuel et social, ainsi que le bien-être matériel de ses membres, sous le nom de « L'Association des Camionneurs Privés de Montréal Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: René Beaudry, of Verdun, Louis-Claude Trudel, of Outremont, both advocates, and Raymonde Vary, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To promote in all domains the moral, intellectual and social advancement as well as the material welfare of its members under the name of "L'Association des Camionneurs Privés de Montréal Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(P.G. 14520-60)

**Le Braisier Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1960, constituant en corporation: Séverin Lachapelle, Paul Jolin et Jacques Philippon, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Le Braisier Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec..

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(A.G. 14520-60)

**Le Braisier Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1960, incorporating: Séverin Lachapelle, Paul Jolin and Jacques Philippon, all advocates, of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as restaurateurs under the name of "Le Braisier Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(P.G. 14493-60)

**Le Club d'Attelages de Chiens des Laurentides Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Guy Godard, avocat, Elliott Lozoff, marchand, et Gaston Cloutier, agent d'assurances, tous de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir et développer le sport des courses de chiens sous attelage dans les Laurentides, sous le nom de « Le Club d'Attelages de Chiens des Laurentides Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $25,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(A.G. 14493-60)

**Le Club d'Attelages de Chiens des Laurentides Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Guy Godard, advocate, Elliott Lozoff, merchant, and Gaston Cloutier, insurance agent, all of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To organize, promote and develop the sport of dog-sled racing in the Laurentians, under the name of "Le Club d'Attelages de Chiens des Laurentides Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $25,000.

The head office of the corporation will be at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14859-60)

**Leduc Drug Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept novembre 1960, constituant en corporation: Jules Dupré, c.r., d'Outremont, Raymond Lette, de Hampstead, et Louis Vaillancourt, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles, sous le nom de « Leduc Drug Co. Ltd.», avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 14859-60)

**Leduc Drug Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of November, 1960, incorporating: Jules Dupré, Q.C., of Outremont, Raymond Lette, of Hampstead, and Louis Vaillancourt, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Leduc Drug Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14120-60)

**Le Foyer Bon-Secours, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Monsieur le chanoine Charles-Eugène Raymond, prêtre, curé, Raymond Normand, entrepreneur en construction, Louis-Nazaire Pelletier, cultivateur, Julien Giasson, agent d'assurance, tous quatre de l'Islet, et Robert Leclerc, industriel, de L'Isletville, pour les objets suivants:

Mettre sur pied, administrer, maintenir et développer, à L'Islet, comté de L'Islet, un établissement destiné à fournir à des couples âgés, en leur assurant la cohabitation, et à des personnes âgées des deux sexes, un foyer leur permettant de vivre dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Le Foyer Bon-Secours, Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à L'Islet, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 14120-60)

**Le Foyer Bon-Secours, Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: The Very Reverend Canon Charles-Eugène Raymond, priest, pastor, Raymond Normand, building contractor, Louis-Nazaire Pelletier, farmer, Julien Giasson, insurance agent, all four of L'Islet, and Robert Leclerc, industrialist, of L'Isletville, for the following purposes:

To establish, manage, maintain and develop in L'Islet, county of L'Islet, an establishment destined to give aged couples, by assuring them of cohabitation, and to aged persons of both sexes, a home permitting them to live in the atmosphere of a true family spirit, under the name of "Le Foyer Bon-Secours, Inc.".

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at L'Islet, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14862-60)

**Le Manoir Montréal**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Roland-A. Diamond, notaire, Christine Diamond, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, et Maurice Martel, avocat, d'Outremont, pour les objets suivants:

Construire, améliorer, aménager, entretenir et administrer des maisons pour accueillir les couples âgés privés de foyer ou incapables de tenir maison, faute d'aide nécessaire, et de leur permettre ainsi de continuer à vivre ensemble, dans une atmosphère sympathique, sous le nom de « Le Manoir Montréal ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $1,000,000.

(A.G. 14862-60)

**Le Manoir Montréal**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Roland-A. Diamond, notary, Christine Diamond, secretary, spinster, both of Montreal, and Maurice Martel, advocate, of Outremount, for the following purposes:

To construct, improve, equip, maintain and administrate houses to receive aged couples deprived of homes or incapable of keeping house, because of lack of necessary help, and to allow them in this way to live together in attractive surroundings, under the name of "Le Manoir Montréal".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14522-60)

**Les Ameublements Ryna Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1960, constituant en corporation: Martin Ryan, commerçant, Normand Nadeau et Lewis Ryan, vendeurs, tous de Ste-Rose-du-Dégelé, pour les objets suivants:

Commerce de meubles, appareils et accessoires électriques, machines et articles commerciaux, industriels, agricoles, domestiques et sportifs, sous le nom de « Les Ameublements Ryna Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $50 chacune et en 400 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cabano, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14786-60)

**Les Amis de Lumière Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Poirier, imprimeur, Gilles Comeau, marchand, et Émilien Desrosiers, tous de St-Gabriel-de-Brandon, pour les objets suivants:

Établir et administrer un club de ciné-photo, sous le nom de « Les Amis de Lumière Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Gabriel-de-Brandon, comté de Berthier, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14845-60)

**Les Immeubles Algupa Ltée**
**Algupa Realties Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1960, constituant en corporation: Antoine Paré, du village de St-André-Est, Pothier Ferland, de Longueuil, tous deux avocats, et Suzanne Duchesnay, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Algupa Ltée — Algupa Realties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14522-60)

**Les Ameublements Ryna Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1960, incorporating: Martin Ryan, trader, Normand Nadeau and Lewis Ryan, salesmen, all of Ste-Rose-du-Dégelé, for the following purposes:

To deal in furniture, electrical apparatus and accessories, commercial, industrial, agricultural, domestic and sports machines and articles, under the name of "Les Ameublements Ryna Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $50 each and 400 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at Cabano, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14786-60)

**Les Amis de Lumière Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Poirier, printer, Gilles Comeau, merchant, and Émilien Desrosiers, all of St-Gabriel-de-Brandon, for the following purposes:

To establish and direct a cinematography club, under the name of "Les Amis de Lumière Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $20,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Gabriel-de-Brandon, county of Berthier, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14845-60)

**Les Immeubles Algupa Ltée**
**Algupa Realties Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1960, incorporating: Antoine Paré, of the village of St. Andrews East, Pothier Ferland, of Longueuil, both lawyers, and Suzanne Duchesnay, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a rel estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Algupa Ltée — Algupa Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14829-60)

**Les Vieux Quais de la Basse Ville Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Ernest Roy, restaurateur, Raymond Normand et Joseph-Allen Martel, industriels, tous de Québec, pour les objets suivants:

Établir et diriger une association pour faire connaître aux étrangers et aux Québecois les sites historiques de la Basse Ville de Québec, sous le nom de « Les Vieux Quais de la Basse Ville Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 12600-60)

**Ligue de l'Épilepsie du Québec**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Bertrand, neuro-chirurgien, Raymond Robillard, neurologue, et Albert Grégoire, journalier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Travailler au bien-être et à la réhabilitation des épileptiques, sous le nom de « Ligue de l'Épilepsie du Québec ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14462-60)

**Lismarc Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1960, constituant en corporation: Harold Lande, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Joseph Samuel Caplan, avocat, et Rita Mahoney, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de « Lismarc Corp. », avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $1 chacune, 6,000 actions

The head office of the company will be at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14829-60)

**Les Vieux Quais de la Basse Ville Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Ernest Roy, restaurant-owner, Raymond Normand and Joseph-Allen Martel, industrialists, all of Quebec, for the following purposes:

To establish and direct and association to make known to strangers and Quebecers the historical sites of Quebec's Lower Town, under the name of "Les Vieux Quais de la Basse Ville Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 12600-60)

**Ligue de l'Épilepsie du Québec**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Claude Bertrand, neuro-surgeon, Raymond Robillard, neurologist, and Albert Grégoire, day-labourer, all of Montreal, for the following purposes:

To work for the welfare and rehabilitation of epileptics, under the name of "Ligue de l'Épilepsie du Québec".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14462-60)

**Lismarc Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1960, incorporating: Harold Lande, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Joseph Samuel Caplan, advocate, and Rita Mahoney, secretary, spinster of the full age of majority, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Lismarc Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $1 each, 6,000 class "A"

privilégiées, catégorie « A », de $1 chacune et 3,800 actions privilégiées, catégorie « B », de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14005-60)

**Malo Transport Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un octobre 1960, constituant en corporation: René Malo, industriel, Marcel Geoffroy, comptable, et Georges St-Jean, cultivateur, tous de St-Paul-de-Joliette, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et faire le transport de marchandises et de matériaux de toutes sortes, sous le nom de « Malo Transport Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14599-60)

**Melnick Food Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze novembre 1960, constituant en corporation: Max Melnick, Alex Melnick, marchands Ruth Susswein Melnick, ménagère, épouse séparée de biens dudit Max Melnick et dûment autorisée aux fins des présentes, et Lily Shostak Melnick, ménagère, épouse séparée de biens dudit Alex Melnick et dûment autorisée aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires et épiceries, sous le nom de « Melnick Food Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1906.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14757-60)

**Miro Auto Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1960, constituant en corporation: Michael Drazner, Harold Gossack, avocats, et Pinchas Blitt, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands d'automobiles et de véhicules-moteurs, sous le nom de

preferred shares of $1 each and 3,800 class "B" preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14005-60)

**Malo Transport Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of October, 1960, incorporating: René Malo, industrialist, Marcel Geoffroy, accountant, and Georges St-Jean, farmer, all of St-Paul-de-Joliette, for the following purposes:

To operate a trucking enterprise and to transport merchandise and material of all kinds under the name of "Malo Transport Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 750 common shares of $100 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14599-60)

**Melnick Food Products Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1960, incorporating: Max Melnick, Alex Melnick, merchants, Ruth Susswein Melnick, housewife, wife separate as to property of the said Mac Melnick, and duly authorized for these presents, and Lily Shostak Melnick, housewife, wife separate as to property of the said Alex Melnick, and duly authorized for these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in food products and groceries, under the name of "Melnick Food Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14757-60)

**Miro Auto Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1960, incorporating: Michael Drazner, Harold Gossack, advocates, and Pinchas Blitt, student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of automobile and motor vehicle dealers, under the name of "Miro

« Miro Auto Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1961.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14634-60)

**Nepal Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept octobre 1960, constituant en corporation: Jacques Lalonde, Lise Parant et Claudette Comeau, sténographes, filles majeures usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Nepal Corporation », avec un capital total de $2,000, divisé en 200 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14878-60)

**Normandie Realties Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1960, constituant en corporation: Harold Lande, avocat et conseil en loi de la Reine, de Westmount, Joseph Samuel Caplan, avocat, et Rita Mahoney, secrétaire, célibataire, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Normandie Realties Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14855-60)

**North Shore Pipe Lines Co. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1960, constituant en corporation: Louis Cameron Des Bois, de Westmount, John Malcolm McDougall, de Rosemère, Peter Edward Graham, Robert James Stocks, tous deux de Montréal, tous quatre avocats, et Vera Edith Hampton, comptable, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par contrat, tous les droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction d'oléoducs et gazoducs pour le transport

Auto Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14634-60)

**Nepal Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of October, 1960, incorporating: Jacques Lalonde, Lise Parant and Claudette Comeau, stenographer, spinsters of the full age of majority in use of their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate and construction, under the name of "Nepal Corporation", with a total capital stock of $2,000, divided into 200 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14878-60)

**Normandie Realties Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1960, incorporating: Harold Lande, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Joseph Samuel Caplan, advocate, and Rita Mahoney, secretary, spinster, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Normandie Realties Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14855-60)

**North Shore Pipe Lines Co. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1960, incorporating: Louis Cameron Des Bois, of Westmount, John Malcolm McDougall, of Rosemère, Peter Edward Graham, Robert James Stocks, both of Montreal, all four advocates, and Vera Edith Hampton, accountant, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, by agreement, all rights of way, servitudes and lands necessary for the construction of pipelines for the conveyance and distri-

et la distribution de gaz, naturel ou manufacturé, huile ou substances pétrolières dans un territoire situé au nord du fleuve St-Laurent et s'étendant vers l'est et incluant les comtés de Vaudreuil, Soulanges, Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne, L'Assomption, Joliette, St-Maurice, Maskinongé, Trois-Rivières, Champlain, Laviolette, Portneuf et Québec, sous le nom de « North Shore Pipe Lines Co. Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 100,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

(P.G. 13838-60)

**Orford Finance Corporation Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze novembre 1960, constituant en corporation: Jacques Hannon, Paul Langlois, courtiers d'assurances, André Giroux, restaurateur, Gill Langlois, entrepreneur-électricien, tous quatre de Granby, J.-Robert Giroux, comptable, de St-George-de-Beauce, Lucile Maillé Langlois, veuve, propriétaire d'hôtellerie, d'Abbotsford, et Paul-E. St-Jacques, commis de bureau, de Ste-Cécile-de-Milton, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Orford Finance Corporation Limited », avec un capital total de $250,000, divisé en 2,150 actions privilégiées de $100 chacune et en 350 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(P.G. 14743-60)

**Organizing Committee of the Third World Congress of Psychiatry, 1961**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Joan Clark, avocat, célibataire, Mont-Royal, Clifford George Meek, teneur de livres, de Montréal, et Guy Ambrose Miller, teneur de livres, de St-Bruno, pour les objets suivants:

Organiser, favoriser, gérer, surveiller, mener à bonne fin et clôturer une convention psychiatrique internationale, sous le nom de « Organizing Committee of the Third World Congress of Psychiatry, 1961 ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

bution of gas, natural or manufactured, oil or petroleum substances in a territory situated North of the St. Lawrence River and extending eastward to and including the counties of Vaudreuil, Soulanges, Argenteuil, Deux-Montagnes, Terrebonne, L'Assomption, Joliette, St-Maurice, Maskinongé, Trois-Rivières, Champlain, Laviolette, Portneuf and Quebec, under the name of "North Shore Pipe Lines Co. Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 100,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 13838-60)

**Orford Finance Corporation Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of November, 1960, incorporating: Jacques Hannon, Paul Langlois, insurance brokers, André Giroux, restaurateur, Gill Langlois, contracting-electrician, all four of Granby, J.-Robert Giroux, accountant of St-George-de-Beauce, Lucile Maillé Langlois, widow, hotel owner, of Abbotsford, and Paul E. St-Jacques, office clerk, of Ste-Cécile-de-Milton, for the following purposes:

To carry on a general business as a money-lender in all and each of its specialties, under the name of "Orford Finance Corporation Limited", with a total capital stock of $250,000, divided into 2,150 preferred shares of $100 each and into 350 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 14743-60)

**Organizing Committee of the Third World Congress of Psychiatry, 1961**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Joan Clark, advocate, spinster, of Mount Royal, Clifford George Meek, book-keeper, of Montreal, and Guy Ambrose Miller, book-keeper, of St-Bruno, for the following purposes:

To organize, promote, manage, supervise, conclude and wind up an international psychiatric convention, under the name of "Organizing Committee of the Third World Congress of Psychiatry, 1961".

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14559-60)

**Petitclerc Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1960, constituant en corporation: Paul-M. Gervais, A.-René Monty et Armand Rousseau, tous avocats, de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machinerie, pièces et outils de toutes descriptions, et agir comme négociant à forfait de verre, sous le nom de « Petitclerc Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

(A.G. 14559-60)

**Petitclerc Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1960, incorporating: Paul-M. Gervais, A.-René Monty and Armand Rousseau, all advocates, of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in machinery, machinery parts and tools of all description, and to act as glass jobbers, under the name of "Petitclerc Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14703-60)

**Pierre Hair & Scalp Specialists Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1960, constituant en corporation: Allan Marcus, de Montréal, David Kirshenblatt, de Côte-St-Luc, tous deux avocats, et Lucille Blagdon, épouse séparée de biens de Pierre Blagdon, de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des salons de coiffure ou concéder certain privilège à ces derniers, aux fins de traiter la chevelure et le cuir chevelure, sous le nom de « Pierre Hair & Scalp Specialists Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

(A.G. 14703-60)

**Pierre Hair & Scalp Specialists Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1960, incorporating: Allan Marcus, of Montreal, David Kirshenblatt, of Côte-St-Luc, both advocates, and Lucille Blagdon, secretary, wife separate as to property of Pierre Blagdon, of Montreal, for the following purposes:

To own and operate, or franchise, offices for the purpose of giving hair and scalp treatments, under the name of "Pierre Hair & Scalp Specialists Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14832-60)

**Place Victoria — St. Jacques Co. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux novembre 1960, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, conseil en Loi de la Reine, de Mont-Royal, Albert-Laurent Bissonnette, de Pointe-Claire, Jean Monet, de Saint-Lambert, James Alexander Robb, de Montréal, tous quatre avocats, Mary Elizabeth Spracklin et Margot Mary Quinn, ces deux dernières secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir, louer des immeubles et en faire le commerce à des fins de placements seulement, sous le nom de « Place Victoria — St. Jacques Co. Inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 500,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 495 Carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

(A.G. 14832-60)

**Place Victoria — St. Jacques Co. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of November, 1960, incorporating: Roy Fraser Elliott, Queen's Counsel, of Mount Royal, Albert-Laurent Bissonnette, of Pointe-Claire, Jean Monet, of Saint-Lambert, James Alexander Robb, of Montreal, all four advocates, Mary Elizabeth Spracklin and Margot Mary Quinn, the latter two secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To acquire, hold, rent and deal in real estate for the purposes of investment only, under the name of "Place Victoria — St. Jacques Co. Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 500,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 495 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14951-60)

**Plamondon Transport Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1960, constituant en corporation: Jeannine Malo, secrétaire, fille majeure, de St-Ours, Henri St-Germain, comptable, et Mona O'Connell, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Sorel, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et généralement faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Plamondon Transport Inc. », avec un capital total de $21,000, divisé en 100 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pierre-de-Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 14951-60)

**Plamondon Transport Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1960, incorporating: Jeannine Malo, secretary, spinster of the full age of majority, of St-Ours, Henri St-Germain, accountant, and Mona O'Connell, secretary, spinster of the full age of majority, the two latter of Sorel, for the following purposes:

To manage trucking enterprises and generally to deal in the transportation of all kinds of merchandise, under the name of "Plamondon Transport Inc.", with a total capital stock of $21,000, divided into 100 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Pierre-de-Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 13797-60)

**Prévert Holdings Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois novembre 1960, constituant en corporation: Mlle Françoise Rivest, de St-Vincent-de-Paul, Mlle Thérèse Normandin, de Montréal, toutes deux secrétaires, et Mlle Liette Forget, dactylo, de Montréal, toutes majeures, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Prévert Holdings Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

(A.G. 13797-60)

**Prévert Holdings Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of November, 1960, incorporating: Miss Françoise Rivest, of St-Vincent-de-Paul, Miss Thérèse Normandin, of Montreal, both secretaries, and Miss Liette Forget, typist, of Montreal, all of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Prévert Holdings Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 15001-60)

**Rawdon Riviera Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre novembre 1960, constituant en corporation: Jacques Dugas, Claude Dugas, avocats, et Jacques Théroux, comptable, tous de Joliette, pour les objets suivants:

Exploiter des motels, hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Rawdon Riviera Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 900 actions communes d'une valeur au pair de $100 chacune et en 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rawdon, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 15001-60)

**Rawdon Riviera Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of November, 1960, incorporating: Jacques Dugas, Claude Dugas, advocates, and Jacques Théroux, accountant, all of Joliette, for the following purposes:

To manage motels, hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Rawdon Riviera Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 900 common shares of a par value of $100 each and 600 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Rawdon, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14846-60)

**R. C. Machine Parts Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze novembre 1960, constituant en corporation: Roger Craig, d'Outremont, Pothier Ferland, de Longueuil, tous deux avocats, et Jacques Delorme, étudiant, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de machines, moteurs, outils, instruments et de quincaillerie, sous le nom de « R. C. Machine Parts Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 1,500 actions communes de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 14846-60)

**R. C. Machine Parts Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of November, 1960, incorporating: Roger Craig, of Outremont, Pothier Ferland, of Longueuil, both advocates, and Jacques Delorme, student, of Montreal, for the following purposes:

To deal in machines, motors, tools, instruments and hardware, under the name of "R. C. Machine Parts Inc."; with a total capital stock of $75,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General*

(P.G. 14693-60)

**Rimard Concrete & Waterproofing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux novembre 1960, constituant en corporation: Albert Rioux, gérant, Audrey Hayden Rioux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Albert Rioux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Armand Tremblay, rentier, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, ainsi que le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « Rimard Concrete & Waterproofing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 810, rue Painchaud, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 14693-60)

**Rimard Concrete & Waterproofing Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of November, 1960, incorporating: Albert Rioux, manager, Audrey Hayden Rioux, housewife, wife separate as to property of the said Albert Rioux, and duly authorized by him for these presents, and Armand Tremblay, annuitant, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, as well as dealing in construction materials, under the name of "Rimard Concrete & Waterproofing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 810 Painchaud St., Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14529-60)

**Rocco-Renzo Garage Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt octobre 1960, constituant en corporation: Joseph Cohen, Ezra Leithman, conseils en loi de la Reine, Fred Kaufman, tous trois avocats, et Sidney Leithman, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir, maintenir, exploiter et gérer des garages, sous le nom de « Rocco-Renzo Garage Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

(A.G. 14529-60)

**Rocco-Renzo Garage Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of October, 1960, incorporating: Joseph Cohen, Ezra Leithman, Queen's Counsels, Fred Kaufman, all three advocates, and Sidney Leithman, student, all of Montreal, for the following purposes:

To keep, maintain, operate and manage garages, under the name of "Rocco-Renzo Garage Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14330-60)

**Rousseau Automobiles Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1960, constituant en corporation: Georges-H. Rousseau, commerçant, Hélène Cormier Rousseau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Georges-H. Rousseau, et Gérard Larochelle, comptable agréé, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles et exploitation de garages, sous le nom de « Rousseau Automobiles Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14828-60)

**Samuel Harvey Trading Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit novembre 1960, constituant en corporation: Mark Edmund Gordon, avocat, de Westmount, Boris J. Berbrier, avocat, et Madeline Ferguson, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures, peaux brutes et apprêtées, peaux vertes, tissus de fourrure, cuirs bruts et cuirs ouvrés, sous le nom de « Samuel Harvey Trading Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 800 actions privilégiées de $50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 315 ouest, rue St-Paul, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14076-60)

**Société Pro Musica Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un octobre 1960, constituant en corporation sans capital-actions: Madame Constant Gendreau, Mrs C. W. Palmer, toutes deux sans profession, Rév. Père Clément Morin, p.s.s., doyen de la faculté de musique de l'Université de Montréal, Claude Champagne, directeur-adjoint du Conservatoire de Musique de la province, Dr Jean Saucier, médecin, Thérèse Rochette, bibliothécaire, et Albert Chamberland, rentier, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Développer le sens de la musique et, spécialement par des concerts ou autrement, le goût de la musique de chambre, sous le nom de « Société Pro Musica Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder sera limité à $50,000.

(A.G. 14330-60)

**Rousseau Automobiles Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1960, incorporating: Georges-H. Rousseau, trader, Hélène Cormier Rousseau, housewife, wife contractually separate as to property of the said Georges-H. Rousseau, and Gérard Larochelle, chartered accountant, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in automobiles and the management of garages, under the name of "Rousseau Automobiles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14828-60)

**Samuel Harvey Trading Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of November, 1960, incorporating: Mark Edmund Gordon, advocate, of Westmount, Boris J. Berbrier, advocate, and Madeline Ferguson, secretary, fille majeure, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in furs, raw and dressed skins, pelts, fur fabrics, hides and leathers, under the name of "Samuel Harvey Trading Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $50 each.

The head office of the company will be at 315 St. Paul Street West, Montreal, judicial district of Montrela.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14076-60)

**Société Pro Musica Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of October, 1960, to incorporate as a corporation without share capital: Mrs. Constant Gendreau, Mrs. C. W. Palmer, both in no profession, Rev. Father Clément Morin, p.s.s., dean of the faculty of music of the University of Montreal, Claude Champagne, assistant-director of the Conservatory of Music of the Province, Dr. Jean Saucier, physician, Thérèse Rochette, librarian, and Albert Chamberland, annuitant, all of Montreal, for the following purposes:

To develop an understanding of music and, especially through concerts or otherwise, a taste for chamber music, under the name of "Société Pro Musica Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $50,000.

Le siège social de la corporation sera 2130, rue Mountain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14518-60)

**Startex Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf octobre 1960, constituant en corporation: Maurice Steinberg, avocat, Thomas Gavin, comptable, et Frances Morrison, veuve, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et de nouveautés mobilières de toute description, sous le nom de « Startex Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 8,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14612-60)

**Super-Marché Raymond Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1960, constituant en corporation: Roger Raymond, marchand, Fernande Corriveau Raymond, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roger Raymond, et Gilles Raymond, commis, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Commerce de toutes espèces d'articles et marchadises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie-boucherie, sous le nom de « Super-Marché Raymond Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2373, rue King, ouest, Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14863-60)

**Taverne du Centre Sportif Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix novembre 1960, constituant en corporation: Jean-Paul Dansereau, avocat, Roland Saulnier, électricien, et Noëlla Abran, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roland Saulnier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Taverne du Centre Sportif Ltée », avec un capital total de $40,000,

The head office of the corporation will be at 2130 Mountain St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14518-60)

**Startex Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of October, 1960, incorporating: Maurice Steinberg, advocate, Thomas Gavin, accountant, and Frances Morrison, widow, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "Startex Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 8,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14612-60)

**Super-Marché Raymond Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1960, incorporating: Roger Raymond, merchant, Fernande Corriveau Raymond, housewife, wife separate as to property of the said Roger Raymond, and Gilles Raymond, clerk, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on a business in all kinds of articles and merchandise which generally comprises a grocery-butcher business under the name of "Super-Marché Raymond Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2373 King Street, West, Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14863-60)

**Taverne du Centre Sportif Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of November, 1960, incorporating: Jean-Paul Dansereau, advocate, Roland Saulnier, electrician, and Noëlla Abran, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roland Saulnier, and duly authorized by him for these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Taverne du Centre Sportif Ltée", with a total capital stock of

diviwé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14641-60)

**The Hub Hardware (Châteauguay) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize novembre 1960, constituant en corporation: William Desmond Thomas, James Walter Hemens, tous deux de Beaconsfield, et William Alston Campbell, de Montréal-Ouest, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de quincaillerie, sous le nom de « The Hub Hardware (Châteauguay) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à numéro civique 7, Deuxième Avenue, Châteauguay-Centre, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14582-60)

**Universal Beauty Products Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq octobre 1960, constituant en corporation: Amédée Fradet, garagiste, de Québec, Claude Walsh, employé du C.N.R., et Fernande Buteau Walsh, ménagère, épouse séparée de biens dudit Claude Walsh, ces deux derniers de Charlesbourg, pour les objets suivants:

Commerce de produits de beauté, sous le nom de « Universal Beauty Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 680, Côte d'Abraham, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14900-60)

**Van Horne Warehouses Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit novembre 1960, constituant en corporation: Ben Bernstein, Harold Bloomfield, avocats, et Denis Lebeuf, commis, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entreposage et d'entreposage frigorifique, et tous les commerces nécessairement ou implicitement incidents à celui-ci, sous le nom de « Van Horne Warehouses Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000

$40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14641-60)

**The Hub Hardware (Châteauguay) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of November, 1960, incorporating: William Desmond Thomas, James Walter Hemens, both of Beaconsfield, and William Alston Campbell, of Montreal West, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of hardware merchants, under the name of "The Hub Hardware (Châteauguay) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Civic number 7 Second Avenue, Châteauguay Centre, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14582-60)

**Universal Beauty Products Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of October, 1960, incorporating: Amédée Fradet, garage-keeper, of Quebec, Claude Walsh, C.N.R. Employee, and Fernande Buteau Walsh, housewife, wife separate as to property of the said Claude Walsh, the latter two of Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on a business dealing in beauty products under the name of "Universal Beauty Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 680 Abraham Hill, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14900-60)

**Van Horne Warehouses Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of November, 1960, incorporating: Ben Bernstein, Harold Bloomfield, advocates, and Denis Lebeuf, clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of warehousing and cold storage, and all the business necessarily or impliedly incidental thereto, under the name of "Van Horne Warehouses Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000

actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

---

(P.G. 14042-60)

**Yvan Lemire Électrique Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf novembre 1960, constituant en corporation: Yvan Lemire, électricien, Jeannette Pellerin Lemire, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yvan Lemire, et Ghislaine Lefebvre, secrétaire, célibataire, tous de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens, sous le nom de « Yvan Lemire Électrique Ltée », avec un capital total de $25,000, divisé en 250 actions d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14545-60)

**Zenith Importing Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre octobre 1960, constituant en corporation: Leon Jedeikin, étudiant, de Westmount, Harvey Crestohl, de Mont-Royal, Donald W. Seal et Leonard Simcoe, tous deux de Montréal, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Importer, exporter, manufacturer, négocier, vendre et faire le commerce de coton, laine, laine peignée et autres substances fibreuses et textiles, sous le nom de « Zenith Importing Co. Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 200 actions ordinaires de $10 chacune et 80 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130 P. FRENETTE.

common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14042-60)

**Yvan Lemire Électrique Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of November, 1960, incorporating: Yvan Lemire, electrician, Jeannette Pellerin Lemire, housewife, wife contractually separate as to property of the Yvan Lemire, and Ghislaine Lefebvre, secretary, spinster, all of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Yvan Lemire Électrique Ltée", with a total capital stock of $25,000, divided into 250 shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Depuy Attorney General.*

---

(A.G. 14545-60)

**Zenith Importing Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of October, 1960, incorporating: Leon Jedeikin, student, of Westmount, Harvey Crestohl, of Mount Royal, Donald W. Seal and Leonard Simcoe, both of Montreal, the latter three advocates, for the following purposes:

To import, export, manufacture, sell, trade and deal in cotton, wool, worsted and other fibrous and textile substances, under the name of "Zenith Importing Co. Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 200 common shares of $10 each and 80 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130-o *Assistant Deputy Attorney General.*

## Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 14721-60)

**Club Social Drummond Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la a première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze novembre 1960, à la compagnie « Les Pieds Légers Inc. », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 1er décembre 1944, et

## Supplementary Letters Patent

(A.G. 14721-60)

**Club Social Drummond Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of November, 1960, to the company "Les Pieds Légers Inc.", incorporated under Part III of said Quebec Companies Act, by letters patent of December 1st, 1944, and by supplementary letters patent of

par lettres patentes supplémentaires, en date du 25 juillet 1957, convertissant ladite corporation en compagnie à fonds social, changeant son nom en celui de « Club Social Drummond Inc. ».

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14624-60)

**Dorval 55th Industrial Centre Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze novembre 1960, à la compagnie « Brudor Lots Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 21 février 1956, changeant son nom en celui de « Dorval 55th Industrial Centre Ltd ».

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14723-60)

**Flam Textiles Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du deux novembre 1960, à la compagnie « Flam Textiles Co. Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,100 actions privilégiées de $100 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de $150,000, divisé en 1,400 actions privilégiées de $100 chacune et en 100 actions communes de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le deux novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14619-60)

**J. B. Roussel Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze novembre 1960, à la compagnie « J. Bte Roussel Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 11 février 1960, changeant son nom en celui de « J. B. Roussel Ltée ».

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14481-60)

**Le Centre de Service Social du Diocèse de Sherbrooke Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du onze novembre 1960, à la corporation

July 25, 1957, converting said corporation into a joint stock company, changing its name to "Club Social Drummond Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14624-60)

**Dorval 55th Industrial Centre Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of November, 1960, to the company "Brudor Lots Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of February 21, 1956, changing its name into that of "Dorval 55th Industrial Centre Ltd".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14723-60)

**Flam Textiles Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the second day of November, 1960, to the company "Flam Textiles Co. Ltd.", increasing its capital stock from $40,000 to $150,000, the additional share capital being divided into 1,100 preferred shares of $100 each, so that the authorized share capital of said company will be, henceforth, $150,000, divided into 1,400 preferred shares of $100 each and 100 common shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14619-60)

**J. B. Roussel Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of November, 1960, to the company "J. Bte Roussel Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of February 11, 1960, changing its name to "J. B. Roussel Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14481-60)

**Le Centre de Service Social du Diocèse de Sherbrooke Inc.**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the eleventh day of November, 1960, to the com-

« La Société de Réhabilitation Inc. », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 21 avril 1943, par lettres patentes supplémentaires, en date, respectivement, du 17 mai 1943, du 16 février 1948 et du 9 août 1949, changeant son nom en celui de « Le Centre de Service Social du Diocèse de Sherbrooke Inc. ».

Daté du bureau du Procureur général, le onze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14727-60)

**Lionel Bélanger & Fils Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un novembre 1960, à la compagnie « Bélanger & Fils Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 26 juillet 1955, changeant son nom en celui de « Lionel Bélanger & Fils Inc. ».

Daté du bureau du Procureur génral, le vingt et un novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14555-60)

**Morgan Insurance Services Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt et un novembre 1960, à la compagnie « Morgan Agencies Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 octobre 1947 et par lettres patentes supplémentaires, en date, respectivement, du 6 décembre 1950 et du 4 mai 1955, changeant son nom en celui de « Morgan Insurance Services Ltd. ».

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14630-60)

**Muscan Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze novembre 1960, à la compagnie « Sourkes & Seiler Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 9 juin 1956, 1° changeant son nom en celui de « Muscan Ltd. »; 2° augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,000 actions privilégiées non-votantes de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées votantes de $1 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de $80,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune, 6,000 actions privilégiées non-votantes de $10 chacune et en 10,000 actions privilégiées votantes de $1 chacune.

pany "La Société de Réhabilitation Inc.", incorporated under Part III of the Quebec Companies Act, by letters patent of April 21, 1943, and by supplementary letters patent, dated, respectively, May 17, 1943 and February 16, 1948 and August 9, 1949, changing its name to "Le Centre de Service Social du Diocèse de Sherbrooke Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14727-60)

**Lionel Bélanger & Fils Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of November, 1960, to the company "Bélanger & Fils Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of July 26, 1955, changing its name to "Lionel Bélanger & Fils Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14555-60)

**Morgan Insurance Services Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-first day of November, 1960, to the company "Morgan Agencies Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of October 22, 1947, and by supplementary letters patent, dated, respectively, December 6, 1950 and May 4, 1955, changing its name to "Morgan Insurance Services Ltd.".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14630-60)

**Muscan Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of November, 1960, to the company "Sourkes & Seiler Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of June 9, 1956, 1. changing its name to "Muscan Ltd."; 2° increasing its capital stock from $40,000 to $80,000, the additional share capital being divided into 3,000 non-voting shares of $10 each and 10,000 voting preferred shares of $1 each, so that henceforth the authorized share capital of said company will be $80,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 6,000 preferred non-voting shares of $10 each and 10,000 preferred voting shares of $1 each.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14424-60)

**National Automobile Owners' Association Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre novembre 1960, à la corporation « National Automobile Club of Canada Ltd. », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, sous le nom primitif de « Canadiana Automobile Club Ltd. », par lettres patentes du 6 novembre 1957, et par lettres patentes supplémentaires, en date du 12 mars 1960, changeant ledit nom primitif en celui de « National Automobile Club of Canada Ltd. », changeant de nouveau son nom en celui de « National Automobile Owners' Association Inc. ».

Daté du bureau du Procureur général, le quatre novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14766-60)

**P. K. Frappier Construction Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze novembre 1960, à la compagnie « Addington Development & Construction Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du douze janvier 1960, 1° changeant son nom en celui de « P. K. Frappier Construction Ltée »; 2° réduisant son capital de $40,000 à $10,000, le capital-actions annulé étant divisé en 30,000 actions privilégiées de $1 chacune; 3° refondant ses 5,000 actions communes de $1 chacune en 500 actions communes de $10 chacune, de sorte que le capital-actions autorisé de ladite compagnie sera, à l'avenir, de $10,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées de $1 chacune; 4° modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14625-60)

**Puretest Dairy Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-huit octobre 1960, à la compagnie « Robert Bazos Dairy Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 10 décembre 1957, changeant son nom en celui de « Puretest Dairy Limited ».

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit octobre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14424-60)

**National Automobile Owners' Association Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of November, 1960, to the company "National Automobile Club of Canada Ltd.", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act, under the original name of "Canadiana Automobile Club Ltd.", by letters patent of November 6, 1957, and by supplementary letters patent dated March 12, 1960, changing the said original name into that of "National Automobile Club of Canada Ltd.", again changing its name into that of "National Automobile Owners' Association Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14766-60)

**P. K. Frappier Construction Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of November, 1960, to the company "Addington Development & Construction Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of January 12, 1960, 1. changing its name to "P. K. Frappier Construction Ltée"; 2. reducing its capital stock from $40,000 to $10,000, the cancelled share capital being divided into 30,000 preferred shares of $1 each; 3. altering its 5,000 common shares of $1 each to 500 common shares of $10 each, so that the authorized share capital of said company will henceforth be $10,000, divided into 500 common shares of $10 each and 5,000 preferred shares of $1 each; 4. altering the privileges and restrictions attached to preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14625-60)

**Puretest Dairy Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the twenty-eighth day of October, 1960, to the company "Robert Bazos Dairy Limited", incorporated under the Part I of Quebec Companies Act, by letters patent of December 10, 1957, changing its name into that of "Puretest Dairy Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of October, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 14674-60)

**Quebec Window Co. Ltd.**
**Cie de Fenêtre Québec Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quinze novembre 1960, à la compagnie « Regional Investment Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du vingt-sept novembre 1959, changeant son nom en celui de « Quebec Window Co. Ltd. — Cie de Fenêtre Québec Ltée ».

Daté du bureau du Procureur général, le quinze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14689-60)

**The Morgan Group Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatorze novembre 1960, à la compagnie « Morgan's Rockland Holdings Limited », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 22 septembre 1959, changeant son nom en celui de « The Morgan Group Inc. ».

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14834-60)

**Vulcanisation Côte-Nord Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix novembre 1960, à la compagnie « Vulcanisation de Forestville Inc. — Forestville Tire Shop Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 17 novembre 1953, changeant son nom en celui de « Vulcanisation Côte-Nord Ltée ».

Daté du bureau du Procureur général, le dix novembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

---

(A.G. 14674-60)

**Quebec Window Co. Ltd.**
**Cie de Fenêtre Québec Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifteenth day of November, 1960, to the company "Regional Investment Corp.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of November twenty-seventh, 1959, changing its name into that of "Quebec Window Co. Ltd. — Cie de Fenêtre Québec Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14689-60)

**The Morgan Group Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourteenth day of November, 1960, to the company "Morgan's Rockland Holdings Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act by letters patent of September 22, 1959, changing its name to "The Morgan Group Inc.".

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14834-60)

**Vulcanisation Côte-Nord Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the tenth day of November, 1960, to the company "Vulcanisation de Forestville Inc. — Forestville Tire Shop Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent of November 17, 1953, changing its name into that of "Vulcanisation Côte-Nord Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of November, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

## Demandes à la Législature

**Syndicat des Fiduciaires de l'Université Laval**

Avis est par les présentes donné que le « Syndicat des Fiduciaires de l'Université Laval » s'adressera à la Législature de la province de Québec au cours de sa présente session pour demander l'adoption d'une loi lui donnant des pouvoirs plus étendus quant au placement des biens dont il a la possession et l'administration.

Québec, ce 6 décembre 1960.

*Les Procureurs du requérant,*

BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE, AMYOT, BIENVENUE,

55965-51-4-o CHOQUETTE & LESAGE.

## Applications to Legislature

**Syndicat des Fiduciaires de l'Université Laval**

Notice is hereby given that the "Syndicat des Fiduciaires de l'Université Laval" will apply to the Legislature of the Province of Quebec during the course of its present session to request the adoption of an act giving it more extensive powers concerning the investment of the properties in his possession and which he administrates.

Quebec, December 6, 1960.

*Attorneys for petitioner,*

BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE, AMYOT, BIENVENUE,

55965-51-4 CHOQUETTE & LESAGE.

### Cité de Pont-Viau *et al*

Avis public est par les présentes donné que la «cité de Pont-Viau», la ville de Laval des Rapides et la ville de Renaud, toutes trois du comté de Laval, s'adresseront conjointement à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant leur charte respective aux fins d'obtenir des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes:

A) Pour la cité de Pont-Viau: Règlementer la description territoriale de ses quartiers; abroger l'article 4 de la Loi 3-4 Elizabeth II, chapitre 85; prohiber les parcs de stationnement ou le stationnement des roulottes; fixer à $25.00 le minimum de la taxe d'affaires; être autorisée à faire affaires avec une Caisse Populaire; fixer à $3,000.00 le cens d'éligibilité des membres du conseil; être régie par les dispositions du chapitre 235 S.R.Q. 1941 en ce qui concerne la destitution de certains officiers municipaux; faire ratifier et confirmer ses titres de propriétaire absolu de certaines rues dans les limites de la cité; être exclue de la Corporation Interurbaine de l'Ile Jésus; et pour autres fins.

B) Pour la ville de Laval des Rapides: corriger l'article 5 de la Loi 7-8 Elizabeth II, chapitre 79; règlementer la description territoriale de ses quartiers; ériger son territoire en municipalité de cité sous le nom de « Cité de Laval des Rapides »; fixer à $3,000.00 le cens d'éligibilité des membres du conseil; obtenir l'autorisation d'emprunter sans referendum un montant n'excédant pas $500,000.00 pour les travaux de construction d'un viaduc; être exclue de la Corporation Interurbaine de l'Ile Jésus; et pour autres fins.

C) Pour la ville de Renaud: Prohiber les parcs de stationnement ou le stationnement des roulottes; être autorisée à changer la direction et le site des cours d'eau et fossés dans les limites de la ville; fixer les élections au premier lundi juridique de novembre; être exclue de la Corporation Interurbaine de l'Ile Jésus; et pour autres fins.

Montréal, le 7 décembre 1960.

*Le Procureur des pétitionnaires,*

55974-51-4-o Me Guy Favreau, C.R

### City of Pont-Viau *et al*

Public notice is hereby given that the "city of Pont-Viau", the town of Laval des Rapides and the town of Renaud, all three located in the county of Laval, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its current session, for an Act amending their respective charters, in order to obtain special poters in relation to the following matters:

A) For the city of Pont Viau: To regulate the territorial description of its wards; to repeal section 4 of the Statute 3-4 Elizabeth II, chapter 85; to prohibit parking lots or the parking of trailers; to set a $25.00 minimum for the business tax; to be authorized to do business with a Caisse Populaire; to set property qualification at $3,000.00 for eligibility as members of the council; to be governed by the provisions of chapter 235 S.R.Q. 1941 insofar as the dismissal of certain municipal officers is concerned; to obtain ratification and confirmation of its titles as absolute owner of certain streets within the limits of the city; to be excluded from the Interurban Corporation of Ile Jésus; and for other purposes.

B) For the town of Laval des Rapides: To correct section 5 of Statute 7-8 Elizabeth II, chapter 79; to regulate the territorial description of its wards; to constitute its territory as a city municipality under the name of "City of Laval des Rapides"; to set property qualification at $3,000.00 for eligibility as members of the council; to obtain authority to borrown, without a referendum, an amount not exceeding $500,000.00 for the purposes of the construction of a tunnel; to be excluded from the Interurban Corporation of Ile Jesus; and for other purposes.

C) For the town of Renaud: To prohibit parking lots or the parking of trailers; to be authorized to change the direction and the site of watercourses and ditches within the limits of the town; to set the first juridical Monday of November as the date of elections; to be excluded from the Interurban Corporation of Ile Jesus.

Montreal, December 7th 1960.

Me Guy Favreau, Q.C.,

55974-51-4-o *Attorney for petitioners.*

---

### La Corporation des Soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs

Avis est, par les présentes, donné que « La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs », corporation légalement constituée ayant son siège social dans la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'aliéner à son gré les lots numéros quatre cent soixante-huit (468), cinq cent cinquante-trois (553) et cinq cent cinquante-quatre (554), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Martin.

Montréal, le 9 décembre 1960.

*Les Procureurs de la pétitionnaire,*

Grégoire, Dansereau, Daoust,
Duceppe, Allaire, Perron
et Beaudry.

1569 rue St-Hubert,
Montréal, P.Q. 55975-51-4-o

### La Corporation des Soeurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs

Notice is hereby given that "La Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs", a corporate body having its head office in the city of Saint-Laurent, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, during the present session, to obtain the permission to alienate the lots numbers four hundred and sixty-eight (468), five hundred and fifty-three (553) and five hundred and fifty-four (554) of the plan and book of reference of the parish of Saint-Martin.

Montreal, December 9th, 1960.

Grégoire, Dansereau, Daoust,
Duceppe, Allaire, Perron
and Beaudry.

*Attorneys for the petitioner.*

1569, St-Hubert Street,
Montreal, P.Q. 55975-51-4-o

---

### Jean-Arthur Tremblay

Avis est par les présentes donné que « Jean-Arthur Tremblay », garagiste de la Malbaie, comté de Charlevoix, s'adressera à la Législature de la Province de Québec au cours de sa présente session, conjointement avec son épouse, pour faire voter une loi leur permettant d'adopter

### Jean-Arthur Tremblay

Notice is hereby given that "Jean-Arthur Tremblay", garage-keeper of La Malbaie, county of Charlevoix, will apply, jointly with his wife, to the Legislature of the Province of Quebec during its present session, to have an Act passed permitting them to legally adopt Jocelyne Dassyl-

légalement Jocelyne Dassylva, fille mineure de feue Ida Villeneuve et de Rosario Dassylva de la Malbaie et changeant le nom de ladite Jocelyne Dassylva en celui de Jocelyne Tremblay.

*Les Procureurs des pétitionnaires,*
BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE,
AMYOT, BIENVENUE,
55976-51-4-o CHOQUETTE & LESAGE.

### Ville de St-Eustache

Avis public est par les présentes donné que la « Ville de St-Eustache », dans le comté des Deux-Montagnes, s'adressera à la législature de la province de Québec à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale aux fins d'autoriser la ville à créer un fonds industriel pour l'achat de terrains.

Montréal, 12 décembre 1960.

*Le Procureur de la ville de St-Eustache,*
56009-51-4-o RICHARD LA CHARITÉ.

### Couillard Entreprises Inc. *et al*

« Couillard Entreprises Inc. » et Roland et Fernand Couillard donnent, par les présentes, avis qu'une pétition sera présentée à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour l'adoption d'une loi validant leurs titres sur les lots 285, 286, 287, 287E et toute la partie du lot 287C située au nord-ouest du Boulevard Sir Wilfrid Laurier, du cadastre de la paroisse de Ste-Foy.

*Les Procureurs des pétitionnaires,*
FOURNIER, MONAST & WALTERS.
56011-51-4-o

### Ezra David Hazan

Avis publique est par les présentes donné que « Ezra David Hazan », bourgeois, de la cité de Westmount, demandera à la présente session de la Législature de Québec une loi pour ratifier l'acquisition par lui sous contrat exécuté devant Nathan Fish, notaire, le 30 mai 1960, des héritiers de feu Archibald Montgomery Russel, de son vivant de la cité de Montréal, de cette certaine propriété immobilière comprenant la subdivision N° 105 et la moitié nord-est de la subdivi ion N° 104 du lot originaire N° 277 aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, avec toutes les bâtisses dessus construites et la maison d'habitation portant le numéro civique 354 avenue Redfern, dans ladite cité de Westmount, laquelle dite propriété immobilière a été acquise par ledit feu Archivald Montgomery Russel sous contrat exécuté devant Armand Bélanger, notaire, le 1er février 1947, des curateurs sous un contrat de donation entre vifs exécuté par feu dame Honorine Leman, de ladite cité de Westmount, épouse contractuellement séparée de biens de François Benoit Mathys, devant ledit Armand Bélanger, notaire, le 15 avril 1939, en faveur de son dit mari et leurs deux enfants, Delle Louise Mathys et Joseph Mathys, tous de ladite cité de Westmount, et tous ces trois furent aussi nommés curateurs par ce même contrat.

*Le Procureur du requérant,*
LAWRENCE CORRIVEAU.
51 Desjardins, Québec, Qué. 56024-52-4

### Cité de Dorval

Avis public est présentement donné que la « Cité de Dorval », dans la circonscription élec-

va, minor daughter of the late Ida Villeneuve and of Rosario Dassylva of La Malbaie, and changing the name of said Jocelyne Dassylva to Jocelyne Tremblay.

BOUFFARD, TURGEON, LA ROCHELLE,
AMYOT, BIENVENUE,
CHOQUETTE & LESAGE,
55976-51-4 *Attorneys for the petitioners.*

### Town of St-Eustache

Public notice is hereby given that the "Town of St-Eustache", in the county of Two Mountains, will apply to the Legislature of the Province of Quebec during its present session, in order to obtain the adoption of a special law for the purpose of authorizing the town to create an industrial fund for the purchase of terrains.

Montreal, December 12, 1960.

RICHARD LA CHARITÉ,
56009-51-4 *Attorney for the town of St-Eustache.*

### Couillard Entreprises Inc. *et al*

Public notice is hereby given that "Couillard Entreprises Inc." and Roland and Fernand Couillard will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its current session for the passing of an act to validate their title on lots Nos. 285, 286, 287, 287E and all that part of lot 287C situated to the northwest of Boulevard Sir Wilfrid Laurier, on the official cadastral plan for the parish of St. Foy.

FOURNIER, MONAST & WALTERS,
*Attorneys for the petitioners.*
56011-51-4-o

### Ezra David Hazan

Public notice is hereby given that "Ezra David Hazan", gentleman, of the city of Westmount, will apply to the present session of the Quebec Legislature for an Act to ratify the acquisition by him under deed executed before Nathan Fish, notary, on the 30th of May 1960, from the heirs of the late Archibald Montgomery Russel, in his lifetime of the city of Montreal, of that certain immoveable property comprising subdivision No. 105 and the northwest half of subdivision No. 104 of original lot No. 277 on the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, with all buildings thereon erected and the dwelling house bearing civic number 354 Redfern Avenue, in the said city of Westmount, which said immoveable property had been acquired by the said late Archibald Montgomery Russel under deed executed before Armand Bélanger, notary, on the 1st of February 1947, from the trustees under a deed of donation entre vifs executed by the late Dame Honorine Leman, of the said city of Westmount, wife contractually separate as to property of François Benoit Mathys, before said Armand Bélanger, notary, on the 15th of April 1939, in favour of her said husband and their two children, Delle Louise Mathys and Joseph Mathys, all of the said city of Westmount, and all three of whom were also named as trustees thereunder.

LAWRENCE CORRIVEAU,
*Attorney for the petitioner.*
51 Desjardins, Québec, Qué. 56024-52-4-o

### Cité of Dorval

Public notice is hereby given that the "City of Dorval", will apply to the Legislature of the

torale de Jacques Cartier, pétitionnera les corps législatifs de la province de Québec, à leur présente session, en adoption d'une loi l'autorisant à réglementer ou à prohiber certains types d'enseignes lumineuses; à décréter que les rues et chemins ouverts à l'usage du public sont sensés publics et municipaux et propriété de la Cité sur toute leur superficie; à réglementer le zonage dans un secteur déterminé; et autres objets complètifs ou relatifs.

Montréal, 15 décembre 1960.

*L'Avocat de la pétitionnaire,*
56025-52-4-o GUY PAGER, C.R.

province of Quebec at its present session, to request the adoption of an act to regulate or to prohibit certain types of posters, billboards, placards and signs; decreeting that the streets and public roads opened for public use within the limits of the city shall be considered as public and municipal and as belonging to the city throughout their whole area; regulating the zoning in a particular sector; and for other purposes.

Montreal, December 15th, 1960.

GUY PAGER, Q.C.,
56025-52-4-o *Attorney for the petitioner.*

### Cité de Saint-Jérôme

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de Saint-Jérôme » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 14 George VI, chapitre 103 et amendements, sur les matières suivantes: le droit d'emprunter une somme de $500,000 dollars pour acquérir et construire des bâtiments devant servir à des fins municipales ou d'exploitation industrielle; le droit d'imposer et de prélever une taxe de 2% sur la vente des boissons alcooliques, vins et bière vendus dans les limites de la municipalité; le droit d'imposer et de prélever une taxe spéciale annuelle sur tout terrain vacant dans le territoire; et pour autres fins.

Saint-Jérôme, le 12 décembre 1960.

*Les Procureurs de la cité de Saint-Jérôme,*
56060-52-4 LACROIX & RAYMOND.

### City of Saint-Jérôme

Public notice is hereby given that the "City of Saint-Jérôme" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act to amend its charter, the act 14 George VI, chapter 103 and amendments, on the following matters: the right to borrow an amount of $500,000 dollars to acquire and construct buildings to be used for municipal or industrial operations purposes; the right to impose and to levy a 2% sales tax on alcoholic beverages, wines and beer sold within the limits of the municipality; the right to impose and levy a special annual tax on all vacant land in the territory; and for other purposes.

Saint-Jérôme, December 12, 1960.

LACROIX & RAYMOND,
*Attorneys for the city of Saint-Jérôme.*
56060-52-4-o

### Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine

« Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Lachine », dans le comté de Jacques-Cartier donnent avis qu'ils soumettront un amendement au bill 110 qu'ils présenteront au cours de la présente session, pour déclarer que, pour l'année d'imposition commençant le 1er juilllet 1961, toutes les taxes scolaires dans les limites de la cité de Lachine seront imposées et prélevées suivant le rôle de la Cité de Lachine actuellement en voie de préparation, et qui deviendra en vigueur le ou vers le 1er octobre 1961, et pour déclarer qu'à compter de et y compris l'année d'imposition commençant le 1er juillet 1961, les dispositions de la loi 11, George VI, chapitre 81, telle qu'amendée par les lois 4-5 Elizabeth II, chapitre 124, et 5-6 Elizabeth II, chapitre 129, cesseront de s'appliquer quant au territoire de la Cité de Lachine.

Lachine, le 19 décembre 1960.

*Les Procureurs des requérants,*
56077-52-4-o CARON, MCKAY & TRÉPANIER.

### The school commissioners for the municipality of the city of Lachine

"The school commissioners for the municipality of the city of Lachine", in the county of Jacques-Cartier, give notice that they shall submit an amendment to bill 110, which they shall present during the current Session to declare that for the taxation year commencing on the 1st of July 1961, all school taxes in the limits of the city of Lachine will be imposed according to the rool of the city of Lachine actually in the course of preparation, and which will be come in force on or around the 1st of October 1961, and to declare that the dispositions of the act 11, George VI, chapter 81, as amended by the acts 4-5 Elizabeth II, chapter 124, and 5-6 Elizabeth II, chapter 129, will cease to apply to the territory of the city of Lachine.

Lachine, December the 19th, 1960.

CARON, MCKAY & TRÉPANIER,
56077-52-4-o *Attorneys for the petitioners.*

### Les commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de St-Laurent

Avis public est, par les présentes, donné que « Les commissaires d'écoles protestantes pour la municipalité de St-Laurent », dans le comté de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session, pour obtenir l'adoption d'une loi qui augmente le nombre de leurs membres de (5) à six (6).

Montréal, 21 décembre 1960.

*Le Procureur des requérants,*
56088-52-4 ALFRED M. WEST.

### The Protestant school commissioners for the municipality of St-Laurent

Public notice is hereby given that "The Protestant school commissioners for the municipality of St-Laurent", in the county of Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act to increase the number of their members from five (5) to six (6).

Montreal, December 21st, 1960.

ALFRED M. WEST,
56088-52-4-o *Attorney for the petitioners.*

### Les Frères Maristes de Chicoutimi

Avis est par les présentes donné que MM. Louis Joseph Guay (Frère Aimé-Louis); J. Charles L. Potvin (Frère Eudore Joseph); Adélard Gagnon (Frère Pierre Ferdinand); A. Wilfrid Gauthier (Frère François Marie); et Paul-Émile Boulet (Frère Benoit-Régis); s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, aux fins d'obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de « Les Frères Maristes de Chicoutimi », avec les pouvoirs ordinaires d'une corporation, et spécialement les pouvoirs nécessaires pour fins religieuses et éducatives.

Québec, le 23 décembre 1960.

*Le Procureur des requérants,*

56100-53-4-o RAYNOLD BÉLANGER.

### Les Frères Maristes de Chicoutimi

Notice is hereby given that Mr. Louis Joseph Guay (Brother Aimé-Louis); J. Charles L. Potvin (Brother Eudore Joseph); Adélard Gagnon (Brother Pierre Ferdinand); A. Wilfrid Gauthier (Brother François Marie); and Paul-Émile Boulet (Brother Benoit-Régis); will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its present session for the passing of an act constuting them into a corporation under the name of "Les Frères Maristes de Chicoutimi", with the powers of an ordinary corporation and especially with the powers necessary for religious and educational purposes.

Quebec, December 23, 1960.

RAYNOLD BÉLANGER,

56100-53-4-o *Attorney for the petitioners.*

### Ville de Schefferville

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Schefferville », dans le comté de Saguenay, s'adressera à la Législature de la Province de Québec au cours de la présente session pour l'obtention d'une loi spéciale pour autoriser le prolongement, par le lieutenant-gouverneur en conseil, du terme du mandat du Maire et des Échevins nommés en vertu de l'article 8 de la loi organisant les villes minières au-delà de celui prévu par l'article 9 de cette loi, et autres fins.

Donné à Québec et Sept Iles, ce 23ème jour de décembre 1960.

*Les Procureurs de la pétitionnaire,*

56101-53-4-o ST-LAURENT & ST-LAURENT.

### Town of Schefferville

Notice is hereby given that the "Town of Schefferville", in the county of Saguenay, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session for the passing of a special act to authorize the prolonging of the mandate of the Mayor and Alderman appointed under section 8 of the act to organize mining towns beyond that authorized by section 9 of the said act and for other purposes.

Given at Quebec and Seven Islands, this 23rd day of December, 1960.

ST-LAURENT & ST-LAURENT,

56101-53-4-o *Attorneys for the petitioner.*

## Action en séparation de corps et de biens

### Lapointe *vs* Gilbert

Canada, province de Québec, district de Beauce, dans la Cour Supérieure, N° 28,040. Léopold Lapointe, journalier, St-Georges, comté de Beauce, demandeur, *vs* Dame Jacqueline Gilbert, épouse commune en biens du demandeur et résidant temporairement à 850, Côte Geneviève, Québec, défenderesse,

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée en cette cause le 19ième jour de décembre 1960.

St-Georges de Beauce, le 20 décembre 1960.

Vraie copie.

*Le Procureur du demandeur,*

56162-o CLOVIS THIBAUDEAU.

## Action for separation as to bed and board

### Lapointe *vs* Gilbert

Canada, Province of Quebec, district of Beauce, in the Superior Court, No. 28,040, Léopold Lapointe, day-labourer, of St-Georges, county of Beauce, plaintiff, *vs* Dame Jacqueline Gilbert, wife common as to property of the plaintiff and residing temporarily at 850 Côte Geneviève, Quebec, defendant.

An action as to separation of bed and board has been instituted in this cause on the 18th day of December, 1960.

St-Georges-de Beauce, December 20, 1960.

True copy.

CLOVIS THIBAUDEAU,

56162 *Attorney for the planitiff.*

## Arrêtés en Conseil

### Arrêté en conseil
### Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2428

Québec, le 28 décembre 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le classement de l'église paroissiale de Ste-Agnès (Charlevoix) en vertu de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

## Orders in Council

### Order in Council
### Executive Council Chamber

Number 2428

Quebec, December 28, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the classification of the parish church of Ste-Agnès (Charlevoix) under the Act of the Historic or Artistic Monuments and Sites Act.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Provincial Secretary:

Qu'en vertu de l'article 6 de la Loi des monuments et sites historiques ou artistiques (S. R.Q. 1941, chapitre 70, tel que remplacé par l'article 1 de la loi 15-16 George VI, chapitre 24, et modifié par la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 51), le classement de l'Église paroissiale de Ste-Agnès (Charlevoix), fait par la Commission des monuments et sites historiques ou artistiques, par résolution du 9 décembre 1960, du consentement du propriétaire, soit approuvé;

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle de Québec* et que le classement de l'église paroissiale de Ste-Agnès (Charlevoix) ait force de loi à compter de cette publication.

L. DÉSILETS,
56130-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

THAT under article 6 of the Historic or Artistic Monuments and Sites Act (R. S. Q. 1941, chapter 70, as replaced by article 1 of act 15-16, George VI, chapter 24, amended by act 4-5 Elizabeth II, chapter 51), the classification as monument and historic site of the parochial church of Ste-Agnès (Charlevoix), made by the Commission of Historic or Artistic Monuments and Sites, with the consent of the proprietor, by resolution of December 9, 1960, be approved;

THAT the present order in council be published in the *Quebec Official Gazette* and that the classification of the parochial church of Ste-Agnès (Charlevoix) will have the force of the law from and after the date of this publication.

L. DÉSILETS,
56130 *Clerk of the Executive Council.*

## Arrêté en conseil
## Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2337

*Section « B »*

Québec, 16 décembre 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans le district de St-François.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), une requête a été présentée au Ministre du Travail à l'effet de procéder à une revision complète des dispositions du décret numéro 255 du 5 mars 1953 et de tous ses amendements à date, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans le district de Saint-François;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 11 juin 1960;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

ATTENDU QU'il y a lieu de tenir compte des dispositions de l'arrêté en conseil numéro 1886 (A) du 2 novembre 1960 ayant approuvé certaines règles communes applicables à tous les décrets relatifs aux métiers de barbier, coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la province;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 255, soit de nouveau modifié comme suit:

1° L'énumération des parties contractantes est remplacée par la suivante:

« D'UNE PART:

L'Association des Maîtres et Artisans-Barbiers du district de St-François;

L'Association patronale de la Coiffure du district de St-François;

Et, D'AUTRE PART:

« L'Association des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses salariés (L.'A.B.C.), district de St-François. »

2° Les articles I à XVI inclusivement sont radiés et remplacés par les dispositions suivantes:

« PREMIÈRE PARTIE

*Dispositions générales*

Les règles communes applicables à tous les décrets régissant les barbiers, coiffeurs pour hommes, coiffeurs pour dames, manucures esthéticiennes ou manucures, dans la province, approuvées par l'arrêté en conseil numéro 1886

## Order in Council
## Executive Council Chamber

Number 2337

*Section "B"*

Quebec, December 16, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the barbering and men's and ladies' hairdressing trades in the district of St. Francis.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), a petition has been submitted to the Minister of Labour for the purpose of making a complete revision of the provisions of the decree number 255 of March 5, 1953 and amendments, relating to the barbering and men's and ladies' hairdressing trades in the district of St. Francis;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 11, 1960;

WHEREAS the objections set forth have been duly considered as required by the Act;

WHEREAS it is proper to take into account the provisions of Order in Council number 1886 (A) of November 2, 1960 which approved standard rules applicable to all the decrees relating to the barbering and men's and ladies' hairdressing trades in the Province;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 255, be again amended as follows:

1. The enumeration of the contracting parties is replaced by the following:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Maîtres et Artisans-Barbiers du district de St-François;

L'Association patronale de la Coiffure du district de St-François;"

And, ON THE OTHER PART: -

"L'Association des Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses salariés (L.'A.B.C.), district de St-François."

2. Articles I to XVI inclusively are deleted and replaced by the following dispositions:

"PART ONE

*General provisions*

The standard rules applying to all decrees regulating barbers, men's hairdresser, ladies' hairdressers, manicure-aestheticians or manicures, in the province, approved by Order in Council number 1886 (A) of November 2, 1960,

(A) du 2 novembre 1960, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 19 novembre 1960, font partie intégrante du présent decret, tout comme si elles étaient reproduites en entier dans la présente partie. (Articles 1 à 68 inclusivement).

DEUXIÈME PARTIE

*Dispositions applicables à tous les métiers et professions visés*

101. *Jours chômés:* Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération), la fête du Travail, le jour d'Actions-de-Grâces, La Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël et le 26 décembre.

102. Nonobstant les dispositions de l'article 101, le travail est permis le Vendredi-Saint, la fête de la Reine, la Saint-Jean-Baptiste, le 1er juillet (Confédération) et le jour d'Actions-de-Grâces, dans une municipalité où les établissements commerciaux sont ouverts au public ces jours-là.

103. Tous les jours de fêtes doivent être payés, c'est-à-dire, qu'il ne doit pas y avoir de réduction de salaire pour le salarié.

*Heures de travail*

104. *Congé de repas:* Tout salarié a droit à une (1) heure pour le repas du midi et à une (1) heure pour le repas du soir, lorsque le travail doit se prolonger après sept heures du soir.

105. *Salaires supérieurs:* En aucun temps, l'employeur ou l'employeur professionnel n'a le droit de réduire le salaire d'un salarié recevant plus que les minima fixés par le présent décret.

*Clause conditionnelle:* Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée des heures de travail dans les salons de barbier, de coiffure et de beauté ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de Loi des Établissements Industriels et Commerciaux (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175 et amendements), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

*Congé annuel payé*

106. Tout salarié assujetti au présent décret ayant été à l'emploi d'un employeur ou d'un employeur professionnel ou dans un même salon professionnel, durant une période de douze (12) mois consécutifs, a droit chaque année, à un congé annuel payé d'une durée minimum d'une semaine, rémunéré à raison de 2% du salaire gagné et des commissions reçues au cours de ladite période.

107. Tout salarié ayant moins de douze (12) mois de service, a droit à une demi-journée de congé avec paye par mois de service, à raison de 2% du salaire et des commissions gagnés durant la période de service lui donnant droit au congé.

108. Au cas de difficulté au sujet de l'application de cette clause, on procèdera exactement de la façon déterminée par l'Ordonnance numéro 3 de la Commission du Salaire Minimum, relative aux congés annuels payés, sauf en ce qui concerne les 4 articles suivants:

109. Pour le calcul des congés, l'année de service commence le 1er novembre pour se terminer le 31 octobre de l'année suivante.

published in the *Quebec Official Gazette* of November 19, 1960, shall, for all the purposes of the law, be part of the present decree as if they were contained in this part one of the said decree. (articles 1 to 68 inclusively).

PART TWO

*Provisions applying to all trades governed*

101. *Days kept as holidays:* No work shall be performed on Sundays, New Year's Day, January 2, Epiphany, Good Friday, Ascension Day, Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Confederation Day (July 1), Labour Day, Thanksgiving Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and December 26.

102. Notwithstanding the provisions of article 101, time may be worked on Good Friday, Queen's Birthday, St. Jean Baptiste Day, Confedration Day and Thanksgiving Day if, in the municipality concerned, the commercial establishments are open on such days.

103. All days kept as holidays must be paid, meaning that employees shall suffer no wage reduction.

*Working hours*

104. *Lunch period:* Every employee is entitled to one (1) hour off for the noon meal and to another hour for the evening meal when working after 7.00 p.m.

105. *Higher wages:* The employer or professional employer may never reduce the wages of an employee receiving more than the minimum wages hereafter mentioned.

*Proviso:* Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of working hours in barber, hairdressing and beauty parlors shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175 and amendments), of the decrees enacted under its authority and of the by-laws established by competent municipalities.

*Annual vocation with pay*

106. Every employee governed by the present decree who has been in the employ of an employer or professional employer or who has worked in the same professional parlor for a period of twelve (12) consecutive months is entitled, each year, to an annual vocation with pay of at least one week, remunerated at the rate of 2% of the wages earned and commissions received during the said period.

107. Every employee having less than twelve (12) months of service is entitled to one half-day of vacation with pay per month of service, at the rate of 2% of the wages and commissions earned during the period of service which entitles him to the vacation.

108. In the event of difficulties in the enforcement of this clause, the provisions of Ordinance No. 3 of the Minimum Wage Commission, concerning the annual vacation with pay, shall be integrally applied except as regards the following 4 articles.

109. The year of service, for the purpose of computing the vacation, begins on November 1st and ends on October 31st of the following year.

110. Les périodes de maladie ou d'absences motivées n'affectent pas la durée du congé.

111. S'il est impossible à un employeur de permettre à un salarié de prendre son congé annuel, le comité paritaire peut, avec le consentement du salarié, l'autoriser à remplacer la semaine de congé par une indemnité compensatrice égale à la rémunération déterminée aux articles 106 et 107 du présent décret.

112. L'employeur a le privilège de fixer lui-même la date de la période du congé.

*Dispositions générales*

113. *Préavis de congé:* Tout salarié ayant été au moins une semaine au service de son employeur, a droit à un avis de sept (7) jours lorsque ce dernier veut le congédier. Tel salarié doit lui-même donner à son employeur un avis couvrant la même période, quand il veut quitter son emploi.

114. *Uniformes:* Si des uniformes spéciaux sont obligatoires, ils doivent être fournis et blanchis aux frais de l'employeur.

TROISIÈME PARTIE

*Dispositions particulières concernant les barbiers et coiffeurs pour hommes*

115. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale de cette partie du décret comprend les zones suivantes:

*Zone I:* La cité de Sherbrooke, les villes de Lennoxville, Bromptonville, Richmond, Windsor, Asbestos, Danville, Coaticook et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites respectives.

*Zone II:* Les villes de Lac Mégantic, East Angus, Rock Island et Cookshire, les municipalités de village de Beebe Plain, Stanstead et Bury et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites respectives.

*Zone III:* Les villages de Disraéli et Sawyerville et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites respectives.

*Salaires minima*

116. Le salaire minimum pour les employés réguliers et surnuméraires est le suivant:

*a) Barbier-coiffeur pour hommes régulier:* $27.00 par semaine, plus 60% des recettes de son travail excédant $37.00 par semaine.

*b) Surnuméraire:* $3.00 par jour plus 60% des recettes de son travail excédant $4.50 par jour.

| *c) Apprenti:* | *par semaine* |
|---|---|
| 1er mois | $ 8.00 |
| 2ème et 3ème mois | 10.00 |
| 4ème, 5ème et 6ème mois | 12.00 |
| 7ème au 12ème mois inclusivement | 14.00 |
| 2ème année | 17.00 |
| 3ème année | 20.00 |

Plus 10% des recettes brutes de son travail au cours de la semaine.

*Durée du travail*

117. Pour toutes les opérations des barbiers et coiffeurs pour hommes, les heures régulières de travail sont réparties de la façon suivante:

*Zone I*

Lundi: chômé toute la journée.

Mardi, mercredi et jeudi: de 8.30 a.m. à 6.00 p.m.

110. The periods of illness or justified absence do not affect the duration of the vacation.

111. Should it be impossible for an employer to allow an employee to take his annual vacation, the Parity Committee may authorize such employer, with the consent of the employee, to replace the vacation week by a compensating indemnity equal to the remuneration determined in articles 106 and 107 of the present decree.

112. The employer may set the date of the period of vacation.

*General Provisions*

113. *Notice of vacation:* Every employee with a minimum of one week of service for his employer is entitled to seven (7) days' notice when the latter wishes to dismiss him. Likewise, the employee shall give his employer a similar notice if he wishes to quit.

114. *Uniforms:* Where special uniforms are required, they are supplied and cleaned at the employer's expense.

PART THREE

*Special provisions concerning barbers and men's hairdressers*

115. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this part of the decree comprises the following zones:

*Zone I:* The city of Sherbrooke, the towns of Lennoxville, Bromptonville, Richmond, Windsor, Asbestos, Danville, Coaticook and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their respective limits.

*Zone II:* The towns of Lac Mégantic, East Angus, Rock Island and Cookshire, the village municipalities of Beebe Plain, Stanstead and Bury and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their respective limits.

*Zone III:* The villages of Disraéli and Sawyerville and the territory comprised in a radius of five (5) miles from their respective limits.

*Minimum wages*

116. The minimum wages for regular and surnumerary employees shall be as follows:

*a) Regular barber, men's hairdresser:* $27.00 per week, plus 60% of the receipts of his work exceeding $37.00 per week.

*b) Occasional hands:* $3.00 per day plus 60% of the receipts of his work exceeding $4.50 per day.

| *c) Apprentice:* | *per week* |
|---|---|
| 1st month | $ 8.00 |
| 2nd and 3rd month | 10.00 |
| 4th, 5th and 6th month | 12.00 |
| 7th to 12th month inclusively | 14.00 |
| 2nd year | 17.00 |
| 3rd year | 20.00 |

Plus 10% of the gross receipts of his work during the week.

*Duration of work*

117. For all operations of the barbering and men's hairdressing trades, the hours of work shall be distributed as follows:

*Zone I*

Monday: no work all day:

Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.

Vendredi: de 8.30 a.m. à 9.00 p.m.
Samedi: de 8.30 a.m. à 6.00 p.m.
*Exceptions:* 1) Les heures de travail sont prolongées jusqu'à 9.00 p.m. le Jeudi-Saint.
2) Les heures de travail sont de 8.30 a.m. à 6.00 p.m. le lundi de la Semaine Sainte et celui qui précède la fête de Noël.
3) Dans la cité de Sherbrooke, les villes de Lennoxville et Bromptonville et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, le travail doit se terminer à 5.00 p.m. le samedi, et il peut se prolonger jusqu'à 9.00 p.m. les jours d'ouverture du Marché Landsdowne.
4) Dans les villes d'Asbestos et Danville et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, les heures de travail sont de 1.00 p.m. à 6.00 p.m. le lundi.

*Zone II*

Lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.
Mardi, mercredi et jeudi: de 8.30 a.m. à 6.00 p.m.
Vendredi: de 8.30 a.m. à 9.00 p.m.
Samedi: de 8.30 a.m. à 6.00 p.m.
*Exceptions:* 1) Cependant, dans la ville de Lac Mégantic et un rayon de cinq (5) milles de ses limites, la durée du travail est prolongée jusqu'à 8.00 p.m. les 20, 21 et 22 décembre, lorsque ouvrables.
2) Dans la ville de Rock Island et les municipalités de Beebe Plain et Stanstead et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, les heures de travail débutent à 8.30 a.m. tous les jours et se terminent à 6.00 p.m. les lundi, mercredi et vendredi, à midi le mardi et à 9.00 p.m. le jeudi et le samedi.
3) A East Angus, Bury et Cookshire et un rayon de cinq (5) milles de leurs limites, le lundi est chômé et le travail débute à 8.00 a.m. tous les autres jours.

*Zone III*

Lundi: aucun travail.
Mardi, mercredi et jeudi de 8.30 a.m. à 6.00 p.m.
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées: de 8.30 a.m. à 8.00 p.m.
*Exception:* A Sawyerville, les heures de travail sont les mêmes que celles de la zone I, excepté qu'elles débutent à 8.00 a.m.
118. N'est pas considéré comme une violation du décret, le temps que prend le barbier pour servir les clients qui sont entrés dans son salon avant l'expiration de la durée des heures de travail.
119. Dans toute la juridiction territoriale, les 24 et 31 décembre, lorsque ouvrables, les heures de travail sont celles du samedi et les 22, 23 et 30 décembre, le travail peut se prolonger jusqu'à 9.00 p.m.

*Prix minima des services*

120. Les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants pour les services ci-dessous énumérés:

| | Zones | | |
|---|---|---|---|
| *Pour les barbiers:* | *I* | *II* | *III* |
| Coupe de cheveux pour adultes des deux sexes: | | | |
| Lundi, mardi, mercredi et jeudi | $0.85 | $0.75 | $0.70 |
| Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées | 0.95 | 0.85 | |

Friday: 8.30 a.m. to 9.00 p.m.
Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.
*Exceptions:* 1) The working hours are extended until 9.00 p.m. on Maundy-Thursday.
2) The working hours shall be from 8.30 a.m. to 6.00 p.m. on Monday of the Holy Week and on the Monday preceding Christmas.
3) In the city of Sherbrooke, the towns of Lennoxville and Bromptonville and a radius of five (5) miles from their limits, work shall cease at 5.00 p.m. on Saturday Hours may also be worked until 9.00 p.m. on Landsdowne Market days.
4) In the towns of Asbestos and Danville and radius of five (5) miles from their limits, hours of work are distributed between 1.00 p.m. and 6.00 p.m., on Monday.

*Zone II*

Monday: from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.
Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.30 a.m. to 6.00 p.m.
Friday: from 8.30 a.m. to 9.00 p.m.
Saturday: from 8.30 a.m. to 6.00 p.m.
*Exceptions:* 1) However, in the town of Lac Mégantic and a radius of five (5) miles from its limits, the duration of work is extended until 8.00 p.m. on December 20, 21 and 22 when such dates are work days.
2) In the town of Rock Island and the municipalities of Beebe Plain and Stanstead and a radius of five (5) miles from their limits, work shall start at 8.30 a.m. every day and shall cease at 6.00 p.m. on Monday, Wednesday and Friday, at noon on Tuesday and at 9.00 p.m. on Thursday and Saturday.
3) In East Angus, Bury and Cookshire and a radius of five (5) miles from their limits, Monday is a holiday and work shall start at 8.00 a.m. the other work days of the week.

*Zone III*

Monday: no work.
Tuesday, Wednesday and Thursday: from 8.30 a.m. to 6.00 p.m.
Friday, Saturday and holiday eves: from 8.30 a.m. to 8.00 p.m.
*Exception:* In Sawyerville, the working hours shall be those established for zone I, except that starting time shall be 8.00 a.m.
118. Time spent by a barber waiting on customers who entered the parlour before the expiration of the duration of working hours shall not be considered as a violation of the decree.
119. In the entire territorial jurisdiction, on December 24 and 31, when worked, the hours shall be those of Saturday and on December 22, 23 and 30, time may be worked until 9.00 p.m.

*Minimum prices of services*

120. Employers, professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

| | Zones | | |
|---|---|---|---|
| *Barbers:* | *I* | *II* | *III* |
| Haircut for adults, male and female: | | | |
| Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday | $0.85 | $0.75 | $0.70 |
| Friday, Saturday and holiday eves | 0.95 | 0.85 | |

| *Pour les barbiers:* | *Zones* I | II | III |
|---|---|---|---|
| Coupe de cheveux pour enfants de moins de 16 ans: | | | |
| Lundi, mardi, mercredi et jeudi | $0.50 | $0.45 | $0.40 |
| Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées | 0.65 | 0.60 | 0.50 |
| Coupe de cheveux en brosse: | | | |
| Adultes | 1.10 | 1.00 | 0.90 |
| Enfants de moins de 16 ans | 0.60 | 0.55 | 0.50 |
| Barbe | 0.50 | 0.45 | 0.40 |
| Shampooing | 0.75 | 0.60 | 0.50 |
| Message | 1.00 | 0.75 | 0.60 |
| Flambage des cheveux | 0.25 | 0.25 | 0.25 |
| Lotion ou tonique | 0.35 | 0.25 | 0.25 |
| Aiguisage de rasoir | 0.50 | 0.50 | 0.50 |

*Prorata des apprentis*

121. Dans tout salon de barbier il est interdit d'avoir plus d'un (1) apprenti.

*Congé annuel*

122. Après cinq (5) ans de service pour le même employeur ou dans un même salon de barbier, tout salarié barbier a droit à une deuxième semaine de congé sans rémunération.

QUATRIÈME PARTIE

*Dispositions particulières concernant les coiffeurs pour dames*

123. *Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale de cette partie du décret comprend les zones suivantes:

*Zone A:* La cité de Sherbrooke, les villes d'Asbestos et Danville et le territoire compris dans un rayon de dix (10) milles de leurs limites respectives; les villes de Windsor, East-Angus, Richmond, Coaticook, le village de Saint-Herménégilde de Barford et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites respectives.

*Zone B:* La ville de Lac Mégantic et le territoire compris dans un rayon de cinq (5) milles de ses limites.

*Salaires minima*

124. Le salaire minimum pour les employés réguliers est le suivant:

*a) Coiffeur pour dames:* $40.00 par semaine.

| *b) Apprenti:* | *par semaine* |
|---|---|
| 1er au 6ème mois inclusivement | $10.00 |
| 7ème au 12ème mois inclusivement | 15.00 |
| 2ème année | 20.00 |
| 3ème année | 25.00 |

*Durée du travail*

125. Pour toutes les opérations des coiffeurs pour dames, les heures régulières de travail sont exclusivement réparties de la façon suivante:

*Zone A*

Lundi: de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.

Mercredi, vendredi et veilles de fêtes chômées: de 9.00 a.m. sans limite.

Mardi et jeudi: de 9.00 a.m. à 6.00 p.m.

Samedi: de 8.00 a.m. à 6.00 p.m.

Cependant, tout travail commencé pendant les heures de travail spécifiées ci-haut peut être terminé, excepté les samedi, mais ce temps supplémentaire ne doit jamais dépasser une demi-heure.

| *Barbers:* | *Zones* I | II | III |
|---|---|---|---|
| Haircut for children under 16 years of age: | | | |
| Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday | $0.50 | $0.45 | $0.40 |
| Friday, Saturday and holiday eves | 0.65 | 0.60 | 0.50 |
| Brushcut: | | | |
| Adults | 1.10 | 1.00 | 0.90 |
| Children under 16 | 0.60 | 0.55 | 0.50 |
| Shave | 0.50 | 0.45 | 0.40 |
| Shampoo | 0.75 | 0.60 | 0.50 |
| Massage | 1.00 | 0.75 | 0.60 |
| Singeing of the hair | 0.25 | 0.25 | 0.25 |
| Lotion or tonic | 0.35 | 0.25 | 0.25 |
| Razor setting | 0.50 | 0.50 | 0.50 |

*Prorata of apprentices*

121. In any barber shop, there shall not be more than one (1) apprentice.

*Annual vacation*

122. After five (5) years of service for the same employer or in the same parlor, every barber employee is entitled to a second week of vacation, without remuneration.

PART FOUR

*Special provisions concerning ladies' hairdressers*

123. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of this part of the decree, shall be divided as follows:

*Zone A:* The city of Sherbrooke, the towns of Asbestos and Danville and the territory comprised in a radius of ten (10) miles from their respective limits; the towns of Windsor, East-Angus, Richmond, Coaticook, the village of Saint-Herménégilde de Barford and the territory comprised in a radius of five (5) miles fromtheir respective limits.

*Zone B:* The town of Lac Mégantic and the territory comprised in a radius of five (5) miles from its limits.

*Minimum wages*

124. The minimum wages regular employees shall be as follows:

*a) Ladies hairdresser:* $40.00 per week.

| *b) Apprentice:* | *per week* |
|---|---|
| 1st to 6th month inclusively | $10.00 |
| 7th to 12th month inclusively | 15.00 |
| 2nd year | 20.00 |
| 3rd year | 25.00 |

*Duration of work*

125. For all operations of the ladies' hairdressing trade, hours of work shall be distributed as follows:

*Zone A*

Monday: from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.

Wednesday, Friday and holiday eves: from 9.00 a.m. without limit.

Tuesday and Thursday: from 9.00 a.m. to 6.00 p.m.

Saturday: from 8.00 a.m. to 6.00 p.m.

However, except for Saturday, all work begun during the working hours mentioned above may be completed but such overtime work shall never exceed one half-hour.

*Exceptions:* 1) Les semaines où il y a un jour de fête chômé, les heures de travail sont de 9.00 a.m. à 6.00 p.m. le lundi.

2) Les cinq (5) jours ouvrables précédant Noël, le Premier jour de l'An et Pâques, il n'y a pas d'heure fixée pour la cessation du travail. La veille et le samedi précédant cesdites fêtes, le travail doit cesser à 6.00 p.m.

3) À Asbestos et un rayon de 10 milles de ses limites, il n'y a pas de limites d'heures du 15 décembre au 5 janvier inclusivement ainsi que pendant la période commençant 15 jours avant Pâques et se terminant le 31 mai, les dimanches et jours de fêtes exceptés.

*Zone B*

Lundi, mardi, mercredi et jeudi: de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.

Vendredi et veilles de fêtes chômées: de 8.00 a.m. sans limite.

Samedi: de 8.00 a.m. à 1.00 p.m.

Cependant, tout travail commencé durant les heures spécifiées ci-haut peut se prolonger durant une demi-heure supplémentaire, les lundi, mardi, mercredi et jeudi et pendant deux (2) heures supplémentaires le samedi.

*Exception:* Il n'y a pas de limite pour la cessation du travail, pendant la période commençant deux (2) semaines avant Pâques et se terminant le 15 juin inclusivement, ainsi que du 15 décembre au 5 janvier inclusivement, les dimanches et jours de fêtes exceptés.

126. Nonobstant les dispositions précédentes, la durée régulière du travail des employés coiffeurs pour dames régulières ne doit pas excéder quarante-huit (48) heures par semaine dans les zones « A » et « B ».

Lorsqu'il y a une fête chômée au cours de la semaine, cette durée du travail est réduite à quarante-quatre (44) heures, sans diminution de salaire.

*Prix minima des services*

127. Les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés doivent charger au public les prix minima suivants, pour les services ci-dessous énumérés:

| | *Zones A et B* |
|---|---|
| Ondulation permanente (shampooing, ondulation ordinaire et coupe de mèche inclus): | |
| À la machine | $4.00 |
| Sachets chimiques | 5.00 |
| À froid | 7.00 |
| Pour enfants de moins de 14 ans | 5.00 |
| Coupe de cheveux complète (rasoir ou ciseaux) | 1.00 |
| Ondulation | 1.00 |
| Teinture des cheveux | 7.00 |
| Retouche de teinture | 4.00 |
| Shampooing colorant | 5.00 |
| Décoloration des cheveux | 7.00 |
| Retouche de décoloration | 5.00 |
| Manucure | 0.75 |
| Massage | 1.50 |
| Épilation des sourcils | 0.50 |
| Traitement du cuir chevelu | 1.00 |
| Shampooing | 0.50 |
| Rinçage colorant | 0.50 |

*Prorata des apprentis*

128. Dans les salons de coiffure, il est interdit d'avoir plus d'un (1) apprenti par personne qualifiée, avec maximum de cinq (5) dans le même

*Exceptions:* 1) In week where a holiday occurs, the working hours shall be from 9.00 a.m. to 6.00 p.m. on Monday.

2) There shall be no finishing time for the five (5) working days preceding Christmas, New Year's Day and Easter Sunday. Work shall cease at 6.00 p.m. on the Saturday preceeding and the eve of such holidays.

3) In Asbestos and a radius of ten (10) miles froms its limits, there shall be no limit to working hours from December 15 to January 5 inclusive, and for the period starting 15 days before Easter and ending May 31, except on Sunday and holidays.

*Zone B*

Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday: 8.00 a.m. to 7.00 p.m.

Friday and holiday eves: 8.00 a.m.— no limit.

Saturday: 8.00 a.m. to 1.00 p.m.

However, all work begun during the hours mentioned above may be continued for one half-hour on Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday, and for two (2) hours on Saturday.

*Exception:* There is no finishing time in the period beginning two (2) weeks before Easter Sunday and ending June 15, inclusively, and in the period from December 15 to January 5, inclusively, excepting Sundays and holidays.

126. Notwithstanding the foregoing provisions, the duration of labour of the regular ladies' hairdresser employee shall not exceed forty-eight (48) hours per week in zones "A" and "B".

When an observed holiday occursin a week, the duration of work is reduced to forty-four (44) hours, without wage reduction.

*Minimum prices of services*

127. Employers, professional employers, artisans and employees shall charge the following minimum prices for the services hereunder enumerated:

| | *Zones A and B* |
|---|---|
| Permanent wave (including shampoo, ordinary wave and trimming): | |
| With machine | $4.00 |
| Chemical pads | 5.00 |
| Cold wave | 7.00 |
| For children under 14 years of age | 5.00 |
| Complete haircut (razor or scissors) | 1.00 |
| Curling | 1.00 |
| Dyeing of the hair | 7.00 |
| Retouching of dyed hair | 4.00 |
| Coloring shampoo | 5.00 |
| Bleaching of the hair | 7.00 |
| Retouching of bleaching | 5.00 |
| Manicure | 0.75 |
| Massage | 1.50 |
| Depilation of eyebrows | 0.50 |
| Scalp treatment | 1.00 |
| Shampoo | 0.50 |
| Color rinse | 0.50 |

*Prorata of apprentices*

128. In hairdressing parlours, there shall not be more than one (1) apprentice per competent hairdresser, with a maximum of five (5). Howe-

salon. Cependant, lorsque dans un salon il n'y a qu'un seul coiffeur pour dames détenant un certificat de qualification et une apprentie, l'employeur est autorisé à prendre une seconde apprentie dès que la première a complété vingt-quatre (24) mois d'apprentissage.

*Congé annuel payé*

129. Tout salarié coiffeur pour dames, assujetti au présent décret ayant été à l'emploi d'un employeur ou d'un employeur professionnel ou dans le même salon professionnel pendant une période de cinq (5) années consécutives, a droit chaque année, à un congé payé d'une durée minimum de deux (2) semaines, rémunéré à raison de 4% du salaire gagné et des commissions reçues au cours de la dernière année de service lui donnait droit audit congé.

*Dispositions générales*

130. *Transmission des pouvoirs et biens du Comité paritaire:* Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes et tous les engagements de l'ancien comité contractés en vertu du décret antérieur.

131. *Abrogation du décret antérieur:* Le présent décret abroge le décret numéro 918 du 4 juin 1947 et tous ses amendements.

132. *Durée du décret:* Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 1er mars 1962. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant la date de son expiration ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit être également adressé au Ministre du Travail. »

C. LaRichelière,
56159-o *Greffier suppléant du Conseil Exécutif.*

ver, a hairdressing parlor having only one competent hairdresser (with a qualification certificate) and one apprentice is authorized to take a second apprentice as soon as its first one has completed twenty-four (24) months of apprenticeship.

*Annual vacation with pay*

129. Every employee (male or female ladies hairdresser) governed by the present decree who has been in the employ of an employer or professional employer or has worked in the same parlor for a period of five (5) consecutive years is entitled each year, to an annual vacation with pay of at least two (2) weeks. Vacation pay shall be 4% of the wages earned and commission received in the course of the last year of service which entitled the employee to the vacation.

*General Provisions*

130. *Transfer of powers and assets of the Parity Committee:* At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee, formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree, remains in office and administers the present decree until the formation of a new committee. Such new committee succeeds the former committee and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all liabilities of the said former committee incurred under the said previous decree.

131. *Abrogation of former decree:* The present decree reapeals the decree number 918 of June 4, 1947, and amendments.

132. *Duration of the decree:* The present decree remains until March 1, 1962. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before the date of its expiration or before the expiration of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

C. LaRichelière,
56159-o *Deputy Clerk of the Executive Council.*

**Arrêté en conseil**
**Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2417

Québec, le 28 décembre 1960.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT des modifications aux règlements pris en exécution de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes.

ATTENDU QU'il est opportun de reviser les honoraires d'examen des mécaniciens de machines fixes et de renouvellement des certificats de toute classe et catégorie;

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir des honoraires pour la reprise des examens des candidats qui ont subi un échec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE les articles 26 et 27 des règlements pris en exécution de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes, (chapitre 178 des Statuts refondus de Québec, 1941), édictés par l'arrêté ministériel numéro 2745 du 15 octobre 1942 et

**Order in Council**
**Executive Council Chamber**

Number 2417

Quebec, December 28, 1960.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the regulations enacted under the Stationary Enginemen's Act.

WHEREAS it is advisable to revise the fees for the examinations of stationary enginemen and the renewal of certificates of any class or category;

WHEREAS it is proper to establish fees for the resumption of examinations in the case of candidates who sat for but did not pass their examination;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT sections 26 and 27 of the regulations under the Stationary Enginemen's Act (Chapter 178 of the Revised Statutes of Quebec 1941), edicted by Order in Council number 2745 of October 15, 1942, and amended by Orders in

modifiés par les arrêtés ministériels numéro 145 du 1er février 1950, numéro 875 du 28 août 1957 et numéro 980 du 26 septembre 1957, soient abrogés et remplacés par les suivants:

« 26. Tout candidat ne peut, à la suite d'un échec, subir un nouvel examen qu'après un délai de quatre-vingt-dix jours suivant la date de son dernier examen. Les honoraires pour chaque reprise d'examen seront payables selon l'article 27. »

« 27. Les honoraires d'examen, de reprise d'examen et de renouvellement de certificat sont les suivants:

Council number 145 of February 1, 1950, number 875 of August 28, 1957, and number 980 of September 26, 1957, be deleted and replaced by the following:

"26. In case of failure, the candidate may sit for another examination only after a delay of ninety days following the date of his last examination. The fees for each new examination shall be in accordance with section 27."

"27. The fees for examinations, new examinations and renewals of certificates shall be as follows:

HONORAIRES D'EXAMEN, DE REPRISE D'EXAMEN ET DE RENOUVELLEMENT DE CERTIFICAT
FEES FOR EXAMINATIONS, NEW EXAMINATIONS AND RENEWAL OF CERTIFICATES

| *Classe* — *Class* | *Examen* — *Examination* | *Reprise d'examen* — *Resumption* | *Renouvellement de certificat* — *Renewal of certificate* |
|---|---|---|---|
| Inspecteur — Inspector | $25.00 | $15.00 | $10.00 |
| Première classe — First class | 15.00 | 12.00 | 7.00 |
| Deuxième classe — Second class | 10.00 | 8.00 | 5.00 |
| Troisième classe — Third class | 5.00 | 3.00 | 4.00 |
| Quatrième classe — Fourth class | 3.00 | 2.00 | 3.00 |
| Mécanicien moteurs combustion interne type diesel — Diesel-type internal combustion engine operator | 5.00 | 2.00 | 3.00 |
| Mécanicien de machines mobiles — Portable machine operator | 3.00 | 2.00 | 2.00 |
| Mécanicien de machines frigorifiques — Refrigerating machine operator: | | | |
| 1e — 1st | 10.00 | 8.00 | 5.00 |
| 2e — 2nd | 8.00 | 6.00 | 4.00 |
| 3e — 3rd | 5.00 | 3.00 | 2.00 |
| 4e — 4th | 3.00 | 2.00 | 2.00 |
| Mécanicien de machines fixes de scieries — Sawmill stationary engineman | 3.00 | 2.00 | 2.00 |
| Mécanicien de machines fixes beurreries et formageries — Butter or cheese dairy stationary engineman | 3.00 | 2.00 | 2.00" |

L. DÉSILETS,
56159-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

L. DÉSILETS,
56159-o *Clerk of the Executive Council.*

## Arrêté en conseil
## Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2418

Québec, le 28 décembre 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications aux règlements pris en exécution de la Loi des mécaniciens en tuyauterie.

ATTENDU QUE le Bureau des Examinateurs des Mécaniciens en Tuyauterie et ses inspecteurs font gratuitement l'inspection des installations de plomberie;

ATTENDU QU'en vue de compenser en partie les frais d'inspection des installations de plomberie, il est opportun de reviser les honoraires d'émission de licences d'entrepreneur, de compagnon et d'apprenti;

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE l'article 3 des règlements pris en exécution de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q. 1941, chapitre 173) édicté par l'arrêté ministériel numéro 1117 du 16 mai 1934 et modifié par les arrêtés ministériels numéro 2757 du 23 décembre 1938, numéro 697 du 14 juin 1950, numéro 287 du 22 mars 1951 et numéro

## Order in Council
## Executive Council Chamber

Number 2418

Quebec, December 28, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the regulations enacted under the Pipe Mechanics' Act.

WHEREAS the Board of Examiners of Pipe Mechanics and its inspectors make the inspection of plumbing installations without charge;

WHEREAS in order to compensate, in part, for the expenses of plumbing installations inspections, it is proper to revise the issuance fees of contractors, journeymen and apprentices licenses;

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT article 3 of the regulations enacted under the Pipe Mechanics Act (R.S.Q. 1941, chapter 173) approved by Order in Council number 1117 of May 16, 1934, and amended by Orders in Council number 2757 of December 23, 1938, number 697 of June 14, 1950, number 287 of March 22, 1951 and number 1036 of October 23,

1036 du 23 octobre 1957 soit abrogé et remplacé par le suivant:

« 3. L'honoraire d'une licence d'entrepreneur, pour chaque métier ou chaque sous-classification de métier, est de $25.00.

L'honoraire d'une licence de compagnon CA, CA junior, CB, CB junior ou CC, pour chaque métier ou chaque sous-classification de métier, est de $2.00.

L'honoraire d'une licence d'apprenti, pour chaque métier ou chaque sous-classification de métier, est de $0.50.»

L. DÉSILETS,
56159-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

1957 be deleted and replaced by the following:

"3. The contractor's license fee, for each trade of trade sub-classification shall be $25.00.

The fee for the following journeymen's licenses: CA, CA junior, CB, CB junior or CC, for each trade or trade sub-classification, shall be $2.00.

The fee for an apprentice's license, for each trade or trade sub-classification, shall be $0.50."

L. DÉSILETS,
56159-o *Clerk of the Executive Council.*

## Avis divers

### Corporation du village de Baie St-Paul

(Comté de Charlevoix)

Avis de la demande pour constituer en corporation de ville, la corporation du village de Baie-St-Paul.

Le conseil municipal du village de Baie St-Paul donne avis que, dans le mois qui suivra la dernière insertion de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, il s'adressera au lieutenant-gouverneur en son conseil de la province de Québec, afin d'obtenir des lettres patentes constituant en corporation de ville la corporation du village de Baie St-Paul.

Le nom de la ville projetée sera: La ville de Baie St-Paul.

Les limites de la municipalité projetée seront celles du village actuel, lesquelles sont comme suit:

« À l'est, par la rivière du Gouffre, à partir du confluant du bras nord-ouest à aller jusqu'à la ligne séparant le N° 632 du N° 633 des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de la Baie St-Paul; de là, suivant cette ligne jusqu'à sa rencontre avec celle qui sert de profondeur au N° 632, et suivant cette profondeur jusqu'à sa rencontre au nord avec la ligne séparant les Nos 635 et 639, cette dernière ligne devant être suivie jusqu'à sa jonction avec la rivière à Renaud; à l'ouest, par ladite rivière à Renaud jusqu'à la rencontre avec la ligne séparant le N° 679 du N° 675 dudit cadastre, ligne qui devra être suivie jusqu'à son intersection avec la ligne séparant le N° 675 du N° 673; au nord par une ligne droite partant dudit point d'intersection et se terminant à l'angle nord-est de l'emplacement de Charles Tremblay, suivant ensuite la ligne nord dudit emplacement et le prolongement par une ligne droite jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant le N° 698 du N° 716 du susdit cadastre à l'ouest, par cette dernière ligne jusqu'au sommet de l'angle droit qu'elle forme avec la ligne séparant les Nos 718, 719 et 723 du N° 778, du susdit cadastre; de là, suivant cette dernière ligne jusqu'à l'angle nord-ouest dudit lot N° 778, et à l'ouest partant de cet angle par une ligne droite se terminant à l'angle nord-ouest du No. 983 dudit cadastre, au sud-ouest en suivant la grande ligne sud-ouest dudit lot No. 983, et continuant ensuite en ligne droite dans la même direction jusqu'à ce qu'elle rencontre la rive du fleuve St-Laurent; au sud, par ledit fleuve St-Laurent jusqu'à l'embouchure de la rivière du Gouffre, à l'est, par ladite rivière jusqu'à l'endroit sur sa rive est de sa rencontre avec l'angle sud-est du N° 317 du cadastre susdit; et de là, par une ligne droite traversant le chemin Royal jusqu'à l'angle sud-ouest du N°

## Miscellaneous notices

### Corporation of the village of Baie St-Paul

(County of Charlevoix)

Notice of the application to constitute into a town, the corporation of the village of Baie-St-Paul.

The municipal council of the village of Baie St-Paul give notice that, in the month following the last insertion of this notice in the *Quebec Official Gazette*, it will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec in order to obtain letters patent constituting into a town the corporation of the village of Baie St-Paul.

The name of the projected town shall be: The town of Baie St-Paul.

The limits of the projected municipality shall be that of the present village, which are as follows:

"On the east, by the du Gouffre river, starting from the confluence of the northwest arm as far as the line dividing No. 632 of No. 633 in the official plan and in the book of reference for the parish of Baie St-Paul; thence, following this line to its meeting p.ace with that used for the depth to No. 632, and following this depth to its meeting place on the north with the line dividing Nos. 635 and 639, the latter line to be followed to its junction with the Renaud river; on the west, by the said Renaud river to the meeting place with the dividing line No. 679 of No. 675 of the said cadaster, line which should be followed to its intersection with the line dividing No. 675 from No. 673; on the north by a straight line of the said intersection point and ending in an angle northeast of the emplacement of Charles Tremblay, then following the north line of the said emplacement and the extension by a straight line to its meeting place with the line dividing No. 698 from No. 716 of the said cadaster on the west, by this latter line to the summit of the right angle which it forms with the line dividing Nos. 718, 719 and 723 from No. 778, from the above said cadaster; thence, following this latter line to the northwest angle of the said lot No. 778, and on the west starting from this angle by a straight line ending at the northwest angle of No. 983 of the said cadaster, on the southwest by following the main line southwest of the said lot No. 983, and continuing afterwards in a straight line in the same direction until it meets the bank of the St-Lawrence; on the south, by the said St-Lawrence river to the mouth of the du Gouffre river, on the east, by the said river to the place on its east bank where it meets with the angle southeast of No. 317 of the above said cadaster; and thence, by a straight line crossing the Royal road to the

306 et suivant la ligne sud-est des Nos 306 et 305 dudit cadastre jusqu'à la profondeur dudit lot N° 305, suivant ensuite la ligne nord-est dudit N° 305 jusqu'à la route appelée route de Boniface Simon; et de là, suivant cette route et le chemin auquel elle aboutit jusqu'au ruisseau Rouge qui passe dans la ligne séparant le N° 313 du N° 308 et suivre ensuite ledit ruisseau jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparant le N° 368 du No. 309 dudit cadastre, et suivre cette dernière ligne en se dirigeant vers le sud-ouest jusqu'à sa rencontre avec la rivière du Gouffre, et de ce dernier point jusqu'à l'embouchure dudit bras nord-ouest par la rivière du Gouffre. »

Le chiffre de sa population, tel que constaté par le recensement qui a été ordonné par le conseil est de 3,119 âmes.

La ville ne sera pas divisée en quartier.

Le soussigné a été autorisé de donner de nouveaux avis en vertu d'une résolution du conseil du village de Baie St-Paul, en date du 5 décembre 1960.

Donné, le 22 ième jour du mois de décembre 1960.

*Le Secrétaire-trésorier,*
JOSEPH OTIS.

56114-53-2-o

---

**Shop & Save (Beauharnois) Ltd.**

*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (Beauharnois) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
JOHN A. NOLAN.

56131-o

---

**Shop & Save (Chambly) Ltd.**

*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (Chambly) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
JOHN A. NOLAN.

56132-o

---

**Shop & Save (Dudemaine) Ltd.**

*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (Dudemaine) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
JOHN A. NOLAN.

56133-o

southwest angle of No. 306 and then following the southeast line of Nos. 306 and 305 of the said cadaster to the depth of the said lot No. 305, then following the northeast line of the said No. 305 to the road called "Route de Boniface Simon"; thence, following this road and the road where it ends to the "ruisseau Rouge", which passes in the line dividing No. 313 from No. 308 and then follow the said brook to its meeting place with the line dividing No. 368 from No. 309 of the said cadaster, and then follow this last line by going towards the southwest to its meeting place with the "du Gouffre" river, and from this last point to the mouth of the said arm northwest by the "du Gouffre" river."

The number of its population as shown by census which was ordered by the council is of 3,119 souls.

The town shall not be divided into wards.

The undersigned has been authorized to give new notices under a resolution of the council of the village of Baie St-Paul, dated December 5, 1960.

Given this 22nd day of the month of December, 1960.

JOSEPH OTIS,
*Secretary-Treasurer.*

56114-53-2

---

**Shop & Save (Beauharnois) Ltd.**

*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (Beauharnois) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
*Secretary.*

56131-o

---

**Shop & Save (Chambly) Ltd.**

*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (Chambly) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
*Secretary.*

56132-o

---

**Shop & Save (Dudemaine) Ltd.**

*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (Dudemaine) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
*Secretary.*

56133-o

**Shop & Save (Grand'Mère) Ltd.**

*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (Grand'Mère) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
56134-o JOHN A. NOLAN.

**Shop & Save (Grand'Mère) Ltd.**

*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (Grand'Mère) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
56134-o *Secretary.*

**Shop & Save (Laprairie) Ltd.**

*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (Laprairie) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
56135-o JOHN A. NOLAN.

**Shop & Save (Laprairie) Ltd.**

*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (Laprairie) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
56135-o *Secretary.*

**Shop & Save (LaSalle) Ltd.**

*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (LaSalle) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
56136-o JOHN A. NOLAN.

**Shop & Save (LaSalle) Ltd.**

*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (LaSalle) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
56136-o *Secretary.*

**Shop & Save (Laval West) Ltd.**

*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (Laval West) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
56137-o JOHN A. NOLAN.

**Shop & Save (Laval West) Ltd.**

*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (Laval West) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
56137-o *Secretary.*

**Shop & Save (Pont Viau) Ltd.**

*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires,

**Shop & Save (Pont Viau) Ltd.**

*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs,

n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (Pont Viau) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
56138-o JOHN A. NOLAN.

**Shop & Save (Rosemère) Ltd.**
*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (Rosemère) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
56139-o JOHN A. NOLAN.

**Shop & Save (St. Adèle) Ltd.**
*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (St. Adèle) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
56140-o JOHN A. NOLAN.

**Shop & Save (St. Jean) Ltd.**
*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (St. Jean) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
56141-o JOHN A. NOLAN.

**Shop & Save (St. Thérèse) Ltd.**
*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (St. Thérèse) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
56142-o JOHN A. NOLAN.

having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (Pont Viau) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
56138-o *Secretary.*

**Shop & Save (Rosemère) Ltd.**
*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (Rosemère) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
56139-o *Secretary.*

**Shop & Save (St. Adèle) Ltd.**
*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (St. Adèle) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
56140-o *Secretary.*

**Shop & Save (St. Jean) Ltd.**
*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (St. Jean) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
56141-o *Secretary.*

**Shop & Save (St. Thérèse) Ltd.**
*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (St. Thérèse) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
56142-o *Secretary.*

**Shop & Save (Shawinigan Falls) Ltd.**

*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (Shawinigan Falls) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
56143-o JOHN A. NOLAN.

**Shop & Save (Shawinigan South) Ltd.**

*Sommaire du règlement spécial « A »*

La compagnie ayant cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires, n'ayant pas de dettes ou obligations, est autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et par la suite, à s'adresser au Procureur général de la province de Québec pour obtenir l'abandon de sa charte.

Sommaire véritable certifié.
Montréal, 28 décembre 1960.
« Shop & Save (Shawinigan South) Ltd. »,
*Par le Secrétaire,*
56144-o JOHN A. NOLAN.

**Syndicat de Travail de Lac Castagnier**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Syndicat de Travail de Lac Castagnier", en date du 7 décembre 1960, dont le siège social est situé à Lac Castagnier, comté d'Abitibi-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-sept décembre 1960.
*Le Sous-secrétaire de la province,*
56145-o RAYMOND DOUVILLE.

**La Coopérative Forestière de St-Ignace du Lac, Comté Maskinongé**

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « La Coopérative Forestière de St-Ignace du Lac, Comté Maskinongé », en date du 30 novembre 1960, dont le siège social est situé à Saint-Ignace-du-Lac, comté de Maskinongé, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-sept décembre 1960.
*Le Sous-secrétaire de la province,*
56146-o RAYMOND DOUVILLE.

**Académie de Musique de Québec**

*Concours « Prix d'Europe 1961 »*

L'Académie de Musique de Québec, en marge des prochains concours « Prix d'Europe », dont les assises auront lieu vers la mi-juin prochain, informe, par la présente, les candidats éventuels

**Shop & Save, (Shawinigan Falls) Ltd.**

*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (Shawinigan Falls) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
56143-o *Secretary.*

**Shop & Save (Shawinigan South) Ltd.**

*Summary of special by-law "A"*

The company having ceased to do business except for the purpose of winding-up its affairs, having no debts or obligations is authorized to dispose of its property, to distribute its assets rateably among its shareholders and thereafter to apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for acceptance of surrender of the Company's Charter.

Certified true Summary.
Montreal, December 28th, 1960.
"Shop & Save (Shawinigan South) Ltd.",
Per: JOHN A. NOLAN,
56144-o *Secretary.*

**Syndicat de Travail de Lac Castagnier**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Travail de Lac Castagnier", under date December 7, 1960, whereof the head office is at Lac Castagnier, county of Abitibi-East, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of December, 1960.
RAYMOND DOUVILLE,
56145-o *Assistant Secretary of the Province.*

**La Coopérative Forestière de St-Ignace du Lac, Comté Maskinongé**

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Coopérative Forestière de St-Ignace du Lac, Comté Maskinongé", under date of November 30, 1960, whereof the head office is at Saint-Ignace-du-Lac, county of Maskinongé and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of December, 1960.
RAYMOND DOUVILLE,
56146 *Assistant Secretary of the Province.*

**Quebec Academy of Music**

*Contest of "Prix d'Europe 1961"*

In view of the coming contest for the "Prix d'Europe" sittings for which will take place sometime around the middle of June next, The Quebec Academy of Music informs all eventual

relativement au choix des pièces imposées dont l'exécution est obligatoire, et ce, à l'attention des instrumentistes de l'orchestre qui désirent participer à ce même concours.

Pièces imposées aux instrumentistes de l'orchestre:

*Classe de violon:*

Premier mouvement *Preludio* de la *partita* no 3 en *mi* majeur pour violon seul de J. S. Bach.

Deuxième et troisième mouvements de la deuxième sonate pour violon et piano de Gabriel Fauré, op. 108 en *mi* mineur. Édition Durand.

*Les deux pièces sont obligatoires.*

*Classe de clarinette:*

Première sonate en *fa* mineur pour clarinette et piano de J. Brahms. Les deux derniers mouvements: *Allegretto grazioso* et *Vivace*. *Concerto* pour clarinette de Aaron Copland.

*Les deux pièces sont obligatoires.*

*Classe de contrebasse:*

Sonate en *sol* mineur de Handel, les quatre mouvements. (Revision Zimmerman, édition International Music Company.)

Lied, *scherzando* et final de Charles Chaynes. (Édition Leduc.).

*Les deux pièces sont obligatoires.*

*Classe de composition*

*Modalités*

A. *Épreuve en loge:*

Écrire, sur un sujet donné, une fugue scolastique. (Traité de basse: Gédalge et Koechlin.) Huit heures seront allouées pour ce travail.

La date du concours en loge sera annoncée ultérieurement.

B. *Oeuvres soumises:*

Le candidat devra soumettre *au moins* trois oeuvres personnelles dont une pour orchestre d'une durée minimum de huit minutes. De plus, une oeuvre devra être en forme sonate. Les oeuvres présentées devront avoir été composées dans les trois années qui précèdent le présent concours. L'authenticité et la date de composition de chaque oeuvre devront être établies par assermentation. Les candidat devra soumettre ses oeuvres au moment de son inscription.

N. B. Les candidats à l'un ou l'autre de ces deux concours ont jusqu'au TRENTE-UN MARS 1961 à MINUIT pour s'y inscrire.

L'inscription d'un concurrent doit être accompagnée des documents suivants:

1° Un certificat médical établissant qu'il est en bonne santé au moment de son inscription;

2° Un certificat de naissance établissant qu'il a l'âge requis pour participer aux concours;

3° Une déclaration assermentée attestant qu'il est citoyen canadien et qu'il réside dans la province de Québec depuis au moins trois ans;

4° Une liste complète de ses professeurs de musique tant aux cours privés qu'aux cours d'ensemble sous la direction desquels il a étudié durant les quatre dernières années;

5° Un certificat attestant qu'il est détenteur d'un diplôme de Lauréat de l'Académie de musi-

candidates by these presents of the relative choice of required pieces, execution of which is obligatory; this information is also for the benefir of orchestral instrumentalists who desire to participate in this contest.

Compulsory pieces required for orchestral instrumentalists:

*Violon Class:*

First Movement *Preludio* of the *partio* No. 3 in *E* Major for violin only, by J. S. Bach.

Second and Thirs Movements of the Second Sonata for violin and piano, by Gabriel Fauré, Op. 108, in *E* Minor. Durand Edition.

*Both pieces are compulsory.*

*Clarinette Class:*

First Sonata in *F* Minor for clarinette and piano by J. Brahms. The last two Movements: *Allegretto Grazioso* and *Vivace*. *Concerto* for clarinette by Aaron Copland.

*Both piece are compulsoty.*

*Contre-basse Class (String-bass):*

Sonata in *G* Minor, by Handel, the four Movements. (Zimmerman Revision, International Music Company Edition.)

Lied, *Scherzando* and finale by Charles Chaynes. (Leduc Edition.)

*Both pieces are compulsory.*

*Composition Class*

*Modes*

A. *Test in loge:*

Write, on a given subject, a scholastic fugue. (Base Treatise: Gédalge and Koechlin.) Eight hours allowed for this test.

Date for the test in loges to be announced later.

B. *Work submitted:*

A candidate shall submit *at least* three personal works in composition, of which one shall be for orchestra of a minimum duration of eight minutes. Moreover, the work should be in the form of a sonata. Work presented shall have been composed withing the three years which precede the present contest. The authenticity and the date of each composition must be established by a sworn affidavit. The candidate shall submit his work at time of registration.

N. B. Candidates for one or the other of these two contests have until MARCH THIRTY-ONE, 1961, to MIDNIGHT to register.

The registration of a contestant should be accompanied by the following documents:

1. A medical certificate establishing that applicant is in good health at the time of his registration;

2. A birth certificate establishing that he is of the required age to participate in the contest;

3. A sworn statement certifying that he is a Canadian citizen and that he has resided in the Province of Quebec for the past three years, at least;

4. A complete list of his professors in music, private teachers as well as those teaching collectively (lectures, etc.) under whom he has studied during the last four years;

5. A certificate attesting that he holds a "Lauréat" diploma from the Quebec Academy of

que de Québec, ou récipiendaire d'un prix ou d'un accessit du Conservatoire de musique et d'art dramatique de la province de Québec. Ce certificat peut être présenté le ou avant le jour de la tenue des concours.

Conditions *sine qua non* d'admission aux concours:

*a*) Être détenteur, à la date des concours, d'un diplôme de Lauréat de l'Académie de musique de Québec, ou récipiendaire d'un prix ou d'un accessit du Conservatoire de musique et d'art dramatique de la province de Québec, dans la classe du concours auquel il participe. Cependant, le candidat à la classe composition n'est pas assujetti aux exigences du présent paragraphe;

*b*) Être âgé d'au plus vingt-cinq (25) ans, dans le cas d'un instrumentiste, et d'au plus trente (30) ans dans la classe de composition, le premier jour du mois d'avril précédant immédiatement les concours;

*c*) Être citoyen canadien;

*d*) Résider dans la province de Québec depuis au moins trois ans le premier jour d'avril qui précède immédiatement les concours;

*e*) N'avoir pas déjà remporté un Prix d'Europe ».

*Le Secrétaire-conjoint,*
ROLLAND MCKINNON,
L'Académie de Musique,
730, rue d'Aiguillon,
Québec, Qué.

*Le Secrétaire-conjoint,*
GASTON AREL,
L'Académie de Musique de Québec,
5827, rue Delorimier,
Montréal, Qué. 56157-1-2-o

---

### Le Syndicat Coopératif Agricole de Notre-Dame-de-Lorette

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Le Syndicat Coopératif Agricole de Notre-Dame-de-Lorette », en date du dix décembre 1960, dont le siège social est situé à Notre-Dame-de-Lorette, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le treize décembre 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*
56175-o RAYMOND DOUVILLE.

Music, or is a recipient of a prize or honourable mention (accessit) of the Conservatory of Music and of Dramatic Art of the Province of Quebec. This certificate may be presented on or before the day on which contests are held.

Conditions *sine qua non* for admission to contets:

*a*) Be a holder, on the date of the contests, of a "Laureat" diploma of the Quebec Academy of Music, or have received a prize or honourable mention (accessit) from the Conservatory of Music and of Dramatic Art of the Province of Quebec, in the section of the contest in which he is participating. However, candidates in the class of composition are not subject to the requirements of the present paragraph;

*b*) Not to be over twenty-five (25) years of age in the case of instrumentalists, and not more than thirty (30) years of age in the composition class as from the first day of the month of April immediately preceding the contests;

*c*) To be a Canadian citizen;

*d*) To have resided in the Province of Quebec for at least three years previous to the first day of April immediately preceding the contests;

*e*) Not to have already obtained the "Prix d'Europe".

ROLLAND MCKINNON,
*Joint-Secretary,*
of the Quebec Academy of Music,
730 d'Aiguillon Street,
Québec, Que.

GASTON AREL,
*Joint-Secretary,*
of the Quebec Academy of Music,
5827, Delorimier Street,
Montreal, Que. 56157-1-2

---

### Le Syndicat Coopératif Agricole de Notre-Dame-de-Lorette

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Le Syndicat Coopératif Agricole de Notre-Dame-de-Lorette", under date December tenth, 1960, whereof the head office is at Notre-Dame-de-Lorette, county of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
56175 *Assistant Secretary of the Province.*

## Chartes — Abandon de

### The Granby Printing and Publishing Company (Limited)

Avis est, par les présentes, donné que, conformément aux dispositions des articles 26 et suivants de la Loi des compagnies de Québec, « The Granby Printing and Publishing Company (Limited) » demandera instamment au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte et les directives quant à son annulation et la fixation d'une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, le 28 décembre, 1960.
The Granby Printing and
Publishing Company (Limited),
*Par le Président,*
56161-o H. E. MCCORMICK.

## Charters — Surrender of

### The Granby Printing and Publishing Company (Limited)

Notice is hereby given that pursuant to the provisions of section 26 and following of the Quebec Companies Act, "The Granby Printing and Publishing Company (Limited)" will forthwith apply to the Attorney General of the Province of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and direction for its cancellation and the fixing of a date upon and from which the company shall be dissolved.

Montreal, December 28th, 1960.
The Granby Printing and
Publishing Company (Limited),
Per: H. E. MCCORMICK,
56161-o *President.*

### Beauce Trading Company

Avis est donné que la compagnie « Beauce Trading Company » demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Québec, le 27ième jour de décembre 1960.

*Les Procureurs de la requérante,*
PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
56160-o CHOUINARD & JACQUES.

### Beauce Trading Company

Notice is given that the company "Beauce Trading Company" will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

Quebec, December 27th, 1960.

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
CHOUINARD & JACQUES,
56160-o *Attorney for Applicant.*

### Algami Corporation Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que « Algami Corporation Ltd. », qui a son bureau principal dans la ville de Montréal, province de Québec, demandera la permission d'abandonner sa Charte en vertu de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, P.Q., le 7 novembre 1960.

(Sceau) « Algami Corporation Ltd. »,
*Par le Président,*
56171-o JACK MIGNAULT.

### Algami Corporation Ltd.

Notice is hereby given that "Algami Corporation Ltd.", whose head office is in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply for permission to surrender its charter under the Quebec Companies Act.

Montreal, P.Q., November 7, 1960.

(Seal) "Algami Corporation Ltd.",
By: JACK MIGNAULT,
56171 *President.*

### La Meunerie Leclerc Inc.

Avis est, par la présente, donné que « La Meunerie Leclerc Inc. », corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Plessisville, adressera au Procureur Général de la province de Québec, une requête pour demander l'abandon de sa charte, le tout conformément aux prescriptions de la Loi des compagnies de Québec.

Date à Québec, ce 3ième jour de janvier 1961.

*Le Secrétaire-trésorier,*
56181-o RENÉ AMYOT.

### La Meunerie Leclerc Inc.

Notice is hereby given that "La Meunerie Leclerc Inc.", a corporation legally constituted, having its head office in the city of Plessisville, will make an application for leave to surrender its charter to the Attorney general of the Province of Quebec, the whole in accordance with the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Quebec, this 3rd day of January, 1961.

RENÉ AMYOT,
56181 *Secretary-Treasurer.*

## Compagnies dissoutes

(P.G. 12926-59)

### Baraca Mines Ltd. (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Baraca Mines Ltd. » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 7 novembre 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

(P.G. 15516-59)

### Chevalier Lingerie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Chevalier Lingerie Inc. », consti-

## Companies Dissolved

(A.G. 12926-69)

### Baraca Mines Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Quebec Companies Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of charter of the company "Baraca Mines Ltd." (No Personal Liability), incorporated under said Quebec Mining Companies Act, by letters patent dated November 7, 1956.

Notice is also given that from and after the fifteenth of December, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(A.G. 15516-59)

### Chevalier Lingerie Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Chevalier Lingerie Inc.", incorporated under said

tuée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 31 octobre 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 15497-59)

**François Tremblay & Fils Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « François Tremblay & Fils Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du sept janvier 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 14498-60)

**Gagnon Frères Salon de Fourrures Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Gagnon Frères Salon de Fourrures Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27 mars 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

---

(P.G. 11886-60)

**Jolicœur & Veilleux, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Jolicœur & Veilleux, Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 31 janvier 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

---

Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated October 31, 1950.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 15497-59)

**François Tremblay & Fils Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "François Tremblay & Fils Limitée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January seventh, 1952.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 14498-60)

**Gagnon Frères Salon de Fourrures Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Gagnon Frères Salon de Fourrures Ltée", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 27, 1950.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

---

(A.G. 11886-60)

**Jolicœur & Veilleux, Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Jolicœur & Veilleux, Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 31, 1957.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 13392-60)

**Marché de Giffard Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Marché de Giffard Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27 janvier 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 13392-60)

**Marché de Giffard Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Marché de Giffard Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 27, 1950.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12950-60)

**Maska Construction Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Maska Construction Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 4 août 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 12950-60)

**Maska Construction Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Maska Construction Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated August 4, 1947.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 16044-59)

**Maurice Laniel Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Maurice Laniel Inc. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 24 novembre 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*

56130-o P. FRENETTE.

(A.G. 16044-59)

**Maurice Laniel Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Maurice Laniel Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated November 24, 1951.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1960 the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1960.

P. FRENETTE,

56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

(P.G. 12403-60)

**Sybil Ives of Canada, Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Sybil Ives of Canada, Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 20 juillet 1958.

(A.G. 12403-60)

**Sybil Ives of Canada, Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sybil Ives of Canada, Ltd.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated July 20, 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du quinze décembre 1960, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1960.

*L'Assistant-procureur général adjoint,*
56130-o P. FRENETTE.

Notice is also given that from and after December fifteenth, 1960, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1960.

P. FRENETTE,
56130 *Assistant Deputy Attorney General.*

## Département des Affaires municipales

### Paroisse de Sainte-Théodosie-Calixa-Lavallé

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 5 décembre 1960 par le conseil municipal de la « paroisse de Sainte-Théodosie-Calixa-Lavallée », comté de Verchères et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code Municipal, il a décrété, en date du 30 décembre 1960, que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Sainte-Théodosie-Calixa-Lavallée, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code Municipal. (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 30 décembre 1960.

*Le Ministre des Affaires Municipales,*
56172-o RENÉ HAMEL.

## Department of Municipal Affairs

### Parish of Sainte-Théodosie-Calixa-Lavallé

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution dated December 5, 1960, of the Municipal Council of the "parish of Sainte-Théodosie-Calixa Lavallée", county of Verchères, and pursuant to the provisions of article 130, of the Municipal Code, he has enacted, under date of December 30, 1960, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the parish of Sainte-Théodosie-Calixa-Lavallée, with the exception of those required in the *Quebec Official Gazette* be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published in conformity with article 131, of the Municipal Code, (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, December 30, 1960.

RENÉ HAMEL,
56172 *Minister of Municipal Affairs.*

## Département de l'Instruction publique

N° 603-60.

### Paroisse et village d'Hébertville

Demande est faite d'ériger une nouvelle municipalité scolaire qui comprendra le territoire actuel des municipalités scolaires de la paroisse et du village d'Hébertville, dans le comté du Lac St-Jean et qui sera connue et désignée sous le nom d'Hébertville.

Québec, le 28 décembre 1960.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*
56165-1-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 1903-60.

### St-François-Xavier-de-East-Farnham

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-François-Xavier-de-East-Farnham, dans le comté de Brôme, les lots 281, 282, 284, 289, 290 et 292 du cadastre officiel de la partie est du canton Farnham, pour les annexer à la municipalité scolaire catholique de St-François-Xavier-de-Shefford, dans le comté de Shefford.

Québec, le 28 décembre 1960.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*
56166-1-2-o O.-J. DESAULNIERS.

N° 226-59.

### Cap St-Ignace

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 2385, en date du 22 décembre 1960, de fusionner et former le territoire actuel des

## Department of Education

No. 603-60.

### Parish and village of Hébertville

Application is made to erect into a new school municipality of which will comprise the present territory of the school municipalities of the parish and of the village of Hébertville, in the county of Lake St-John and which shall be known and designated under the name of Hébertville.

Quebec, December 28, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
56165-1-2 *Superintendent of Education.*

No. 1903-60.

### St-François-Xavier-de-East-Farnham

Application is made to detach from the school municipality of St-François-Xavier-de-East-Farnham, in the county of Brôme, lots 281, 282, 284, 289, 290 and 292 of the official cadaster for the east part of the township of Farnham, to annex them to the Catholic school municipality of St-François-Xavier-de-Shefford, in the county of Shefford.

Quebec, December 28, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,
56166-1-2 *Superintendent of Education.*

No. 226-59.

### Cap St-Ignace

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 2385, dated December 22, 1960, has been pleased to fuse and

deux municipalités de la paroisse et du village de Cap St-Ignace, dans le comté de Montmagny, en municipalité scolaire distincte sous le nom de « Cap St-Ignace », dans le comté de Montmagny.

Le territoire de cette nouvelle municipalité scolaire comprendra tous les lots, parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures, faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de Cap St-Ignace, dans le comté de Montmagny.

Cette fusion prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 28 décembre 1960.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*

56167-o O.-J. DESAULNIERS.

---

N° 430-60.

**Ville de Forestville**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 2294, en date du 13 décembre 1960, de détacher de la municipalité scolaire de Ste-Thérèse-de-Colombier, dans le comté de Saguenay, le territoire du canton Latour, pour l'annexer à la municipalité scolaire de la ville de Forestville, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 20 décembre 1960.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*

56167-o O.-J. DESAULNIERS.

---

N° 1149-55.

**St-Basile-Station**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 2294, en date du 13 décembre 1960, de détacher de la municipalité scolaire de Cap-Santé, dans le comté de Portneuf, le territoire ci-dessous décrit, pour l'annexer à la municipalité scolaire de St-Basile-Station, même comté.

Un lopin de terre situé en la paroisse de Cap-Santé étant l'extrémité nord-ouest des lots numéros trois cent trente-cinq et trois cent trente-quatre (P. 335 et P. 334) du cadastre officiel de la paroisse de Cap-Santé, comté de Portneuf; ce lopin de terre contient trois arpents de largeur sur environ six arpents de longueur et il est borné comme suit: en front au nord-ouest au terrain du Pacific Canadien; en profondeur au sud-est au résidu desdits lots Nos 335 et 334 appartenant à Adrien Bertrand et Mendoza Marcotte d'un côté; au sud-ouest au chemin public et de l'autre côté au nord-est à la propriété de monsieur Georges Leclerc.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 20 décembre 1960.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*

56167-o O.-J. DESAULNIERS.

---

N° 860-59.

**Paroisse de Ste-Julienne**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 2294, en date du 13 décembre 1960, de détacher de la municipalité scolaire de St-Jacques N° 2, dans le comté de Montcalm, les terrains ci-dessous décrits, pour les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Julienne, dans le même comté.

La partie ouest-sud-ouest du lot N° 369 du cadastre officiel de la paroisse de St-Jacques-de-

form the present territory of the two municipalities of the parish and of the village of Cap St-Ignace, in the county of Montmagny, into a separate school municipality under the name of "Cap St-Ignace", in the county of Montmagny.

The territory of this new school municipality will comprise all the lots, parts of lots and their present and future subdivisions, forming part of the official cadaster of the parish of Cap St-Ignace in the county of Montmagny.

This fusion will take effect on July first, 1961.

Quebec, December 28, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,

56167 *Superintendent of Education.*

---

No. 430-60.

**Town of Forestville**

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 2294, dated December 13, 1960, has been pleased to detach from the school municipality of Ste-Thérèse-du-Colombier, in the county of Saguenay, the territory of the township of Latour, to annex it to the school municipality of the town of Forestville, same county.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, December 20, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,

56167 *Superintendent of Education.*

---

No. 1149-55.

**St-Basile-Station**

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 2294, dated December 13th, 1960, has been pleased to detach from the school municipality of Cap-Santé, in the county of Portneuf, the territory hereinafter described, to annex it to the school municipality of St-Basile-Station, same county.

A strip of land situated in the parish of Cap-Santé, being the northwest extremity of lots numbers three hundred and thirty-five and three hundred and thirty-four (Pt. 335 and Pt. 334) of the official cadaster for the parish of Cap-Santé, county of Portneuf; this strip of land contains three arpents in width by about six arpents in length and it is bounded as follows: in front on the northwest by the land of the Canadian Pacific; in depth on the southeast by the residue of the said lots Nos. 335 and 334 belonging to Adrien Bertrand and Mendoza Marcotte on one side; on the south-west by the public road and on the other side on the northeast by the property of Mr. Georges Leclerc.

This change will take effect on July first, 1961.

Quebec, December 20, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,

56167 *Superintendent of Education.*

---

No. 860-59.

**Parish of Ste-Julienne**

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 2294, December 13th, 1960, has been pleased to detach from the school municipality of St-Jacques No. 2, in the county of Montcalm, the lots below described, to annex them to the school municipality of the parish of Ste-Julienne, same county.

The west-southwest part of lot No. 369 of the official cadaster of the parish of St-Jacques-de-

l'Achigan, contenant une superficie totale de 15 arpents et 50 perches; la partie ouest-sud-ouest du lot N° 370 du même cadastre contenant une superficie totale de 45 arpents, 83 perches et 108 pieds ainsi qu'une partie du lot 371 dudit cadastre d'une superficie totale de 77 arpents, 20 perches et 270 pieds, ces terrains appartenant à monsieur Georges Bélisle.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 20 décembre 1960.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*

56167-o O.-J. DESAULNIERS.

---

N° 346-59.

**St-Roch-de-l'Achigan**

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil N° 2294, en date du 13 décembre 1960, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Roch-Ouest, dans le comté de l'Assomption, à la municipalité scolaire de St-Roch-de-l'Achigan, dans le même comté.

Ce changement prendra effet le premier juillet 1961.

Québec, le 20 décembre 1960.

*Le Surintendant de l'Instruction publique,*

56167-o O.-J. DESAULNIERS.

l'Achigan, containing a total area of 15 arpents and 50 rods the west-southwest part of lot No. 370 of the same cadaster containing a total area of 45 arpents, 83 rods and 108 feet as well as a part of lot 371 of the said cadaster of a total area of 77 arpents, 20 rods and 270 feet, these lots belonging to Mr. Georges Bélisle.

This change will take effect on Julyn first, 1961.

Quebec, December 20, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,

56167 *Superintendant of Education.*

---

No. 346-59.

**St-Roch-de-l'Achigan**

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council, No. 2294, December 13, 1960, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of St-Roch-West, in the county of L'Assomption, to the school municipality of Roch-de-l'Achigan, same county.

This Order in Council will take effect on July first, 1961.

Quebec, December 20, 1960.

O.-J. DESAULNIERS,

56167 *Superintendent of Education.*

## Département des Terres et Forêts

### Avis

Cadastre officiel de la paroisse de St-Antoine de Longueuil, municipalité de la cité de Jacques-Cartier, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 62-279-1, 62-2 9-2, 62-280-1, 62-280-2, 62-280-3, 62-281-1, 62-281-2, 62-282-1, 62-282-2, 62-283-1, 62-283-2.

Québec, le 23 décembre 1960.

*Le Département des Terres et Forêts,*
*Service du Cadastre,*
*Le Sous-ministre,*

56158-o J.-ÉDOUARD GUAY.

## Department of Lands and Forest

### Notice

Official cadastre of the parish of St-Antoine of Longueuil, municipality of the city of Jacques-Cartier, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 62-279-1, 62-279-2, 62-280-1, 62-280-2, 62-280-3, 62-281-1, 62-281-2, 62-282-1, 62-282-2, 62-283-1, 62-383-2.

Quebec, December 23rd, 1960.

*Department of Lands and Forests,*
*Cadastral Branch,*
J.-EDOUARD GUAY,

56158-o *Deputy-Minister.*

## Département du Travail

### Avis de modification

*Plombiers et poseurs d'appareils de chauffage*
*Région de Hull*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat des Travailleurs en Construction de la Vallée de l'Outaouais.

Et, D'AUTRE PART:

La Cie de Plomberie et Chauffage Gendron Ltée;

Wilfrid D. St-Cyr Limitée;

## Department of Labour

### Notice of amendment

*Plumbers and steam Fitters*
*Region of Hull*

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned, have petitioned him to render obligatory the collective labour agreement entered into between

ON THE ONE PART:

Le Syndicat des Travailleurs en Construction de la Vallée de l'Outaouais.

And, ON THE SECOND PART:

La Cie de Plomberie et Chauffage Gendron Ltée;

Wilfrid D. St-Cyr Limitée;

St-Cyr et Simard Limitée;
Lortie et Frères;
Arthur Chantigny;
N. St-Jean;
Robin et Lapointe, Plomberie et chauffage Enrg.;
Léo Gosselin;
Gatineau Plomberie et Chauffage Ltée.

I. *Définitions:* Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

*a*) Le mot « employeur » désigne tout individu, société, firme ou corporation qui contracte un louage d'ouvrage dans les métiers mentionnés dans le décret.

*b*) Le terme « compagnon sénior » désigne tout salarié pouvant exécuter les travaux courants d'un ou des métiers régis par le décret et ayant obtenu un certificat de qualification ou licence des bureaux des examinateurs prévus à cette fin, ou pouvant fournir une déclaration assermentée qu'il est expérimenté, tel que mentionné à l'article 35 de la Loi de la convention collective pour les municipalités de moins de cinq mille (5,000) âmes.

*c*) Le terme « compagnon junior » désigne tout salarié possédant les qualifications stipulées au paragraphe « *b* » du présent article, pour la première année de pratique qui suit l'obtention de son certificat.

*d*) Le mot « apprenti » désigne tout salarié junior ou toute personne ayant obtenu un certificat de qualification ou licence des bureaux des examinateurs prévus à cette fin, ou tel que mentionné au paragraphe « *b* » du présent article pour les municipalités de moins de cinq mille (5,000), âmes pouvant fournir une déclaration assermentée qu'il apprend l'un ou l'autre des métiers mentionnés dans le décret.

II. *Juridiction: a) Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend les districts électoraux de Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac et Témiscamingue.

Pour les fins d'application du décret, cette juridiction territoriale est divisée en deux (2) zones, comme suit:

*Zone I:* La Cité de Hull et le territoire compris dans un rayon de vingt-cinq (25) milles de ses limites.

*Zone II:* Le reste de la juridiction territoriale.

*b*) *Juridiction professionnelle:* Le décret s'applique aux travaux exécutés par les ouvriers qualifiés et les apprentis des métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage et d'accessoires à l'eau chaude ou à la vapeur, poseurs de brûleurs au gaz ou à l'huile, poseurs d'appareils de réfrigération et de gicleurs, soudeur-mécanicien et soudeur travaillant pour le compte des employeurs professionnels ou des employeurs assujettis au décret.

III. *Taux de salaires minima: a*) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

| *Métiers:* | *Zones* I | II |
|---|---|---|
| Entrepreneur (services personnels) | $3.75 | $2.75 |
| Compagnon sénior: | | |
| Plombier | 2.80 | 2.00 |
| Poseurs d'appareils de chauffage, à l'eau chaude ou à la vapeur | 2.80 | 2.00 |
| Poseur d'appareils de réfrigération | 2.80 | 2.00 |
| Poseur de gicleurs | 2.80 | 2.00 |

St-Cyr et Simard Limitée;
Lortie et Frères;
Arthur Chantigny;
N. St-Jean;
Robin et Lapointe, Plomberie et chauffage Enrg.;
Léo Gosselin;
Gatineau Plomberie et Chauffage Ltée.

I. *Definitions:* For the purposes of enforcement of the decree, the following words shall have the meaning hereafter given to them:

*a*) The word "employer" means any individual, partnership, firm or corporation who enters into a labour hiring contract in the trades mentioned in the decree.

*b*) The term "senior journeyman" means an employee capable of performing the current operations of one or more trades governed by the decree and who has obtained a certificate of competency or license from the Boards of Examiners formed for that purpose, or capable of producing a sworn statement proving that he is an experienced worker, as mentioned in section 35 of the Collective Agreement Act for the municipalities of less than five thousand (5,000) souls.

*c*) The term "junior journeyman" means an employee with the qualifications stipulated in paragraph "*b*" of the present article for the first year of practice following the issue of his certificate.

*d*) The word "apprentice" means a junior employee or any person holding a certificate of competency or license issued by the Boards of Examiners formed for that purpose or, as mentioned in paragraph "*b*" of this article for municipalities of less than five thousand (5,000) souls, who can produce a sworn statement proving that he is learning one of the trades mentioned herein.

II. *Jurisdiction: a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the electoral districts of Hull, Gatineau, Papineau, Pontiac and Temiscamingue.

For the purposes of enforcement of the decree, this territorial jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

*Zone I:* The city of Hull and the territory comprised in a radius of twenty-five (25) miles from its limits;

*Zone II:* The remainder of the territorial jurisdiction.

*b*) *Professional jurisdiction:* The decree applies to all work done by skilled workers and apprentices of the following trades, in the employ of employers and professional employers governed by the decree: plumber, steamfitter (including heating appliances) hot water or steam, gas or oil burner mechanic, refrigeration mechanic, sprinkler fitter, welder-mechanic and welder.

III. *Rates of wages: a*) The following shall be the minimum rates of wages:

| *Trades:* | *Zones* I | II |
|---|---|---|
| Contractor (personal services): | $3.75 | $2.75 |
| Senior journeyman: | | |
| Plumber | 2.80 | 2.00 |
| Steamfitter — hot water or steam | 2.80 | 2.00 |
| Refrigeration mechanic | 2.80 | 2.00 |
| Sprinkler fitter | 2.80 | 2.00 |

| *Métiers:* | *Zones* I | II |
|---|---|---|
| Soudeur, soudeur-mécanicien, poseur de brûleurs à l'huile ou au gaz | $2.80 | $2.00 |
| Compagnon junior | 2.25 | 1.65 |
| Apprentis: | | |
| 1ère année | 0.95 | 0.75 |
| 2ème année | 1.10 | 0.85 |
| 3ème année | 1.35 | 0.95 |
| 4ème année | 1.40 | 1.25 |

*Prorata des apprentis:* Aucun employeur ne peut employer plus d'un apprenti pour chaque compagnon à son emploi.

*Paiement du salaire:* Les salaires doivent être payés chaque semaine.

IV. *Durée du travail: a)* La durée normale du travail pour les salariés assujettis au décret, est de huit (8) heures par jour réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et de quatre (4) heures le samedi, réparties entre 8.00 a.m. et midi, formant un total de quarante-quatre (44) heures par semaine.

V. *Travail supplémentaire: a)* Tout travail exécuté entre minuit et 7.00 a.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi et après 5.00 p.m. le samedi, doit être rémunéré au taux de salaire double.

*b)* Tout travail urgent ou spécial qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté durant la période quotidienne de travail susmentionnée, peut-être fait en n'importe quel autre temps de la journée pourvu que l'employeur professionnel en avertisse le Comité paritaire. Ce travail est sujet au taux régulier plus $0.10 de l'heure, à condition que les salariés n'aient pas travaillé le jour.

VI. Les taux de salaire mentionnés à l'article III deviendront en vigueur à compter du 1er mai 1961. Jusqu'au 1er mai 1961, les taux de salaire seront de $0.10 inférieur à ceux mentionnés à l'article III, à l'exception des apprentis pour qui le taux de l'article III s'applique dès l'entrée en vigueur du décret.

VII. *Jours chômés: a)* Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, la Noël et la Fête du Travail.

*b)* Au cas où les salariés doivent travailler les jours mentionnés au paragraphe précédent, ils doivent être rémunérés à raison de salaire double.

VIII. *Congés payés:* Tout salarié régi par le décret à droit à des congés payés, au taux de 4% du salaire brut.

IX. *Décret général:* Aucune condition de travail ne sera inférieure au décret général de la construction.

X. *Dispositions générales: a)* Les frais de déplacement et de pension des salariés qui demeurent à Hull et qui sont requis de travailler en dehors des limites de la cité sont à la charge de l'employeur. Les frais de transport doivent être payés à partir de la place d'affaires de l'employeur.

*b) Pension et logement:* Les frais de pension et logement doivent être payés par l'employeur si les salariés ne sont pas ramenés chaque soir dans la municipalité de la place d'affaires de l'employeur.

*c)* Il doit être payé à tout salarié un minimum d'une heure à chaque sortie pour ouvrage. Ces sorties ne doivent pas exéder (huit (8) heures les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et quatre (4) heures le samedi.

| *Trades:* | *Zones* I | II |
|---|---|---|
| Welder, welder-mechanic, oil or gas burner mechanic | $2.80 | $2.00 |
| Junior journeyman | 2.25 | 1.65 |
| Apprentice: | | |
| 1st year | 0.95 | 0.75 |
| 2nd year | 1.10 | 0.85 |
| 3rd year | 1.35 | 0.95 |
| 4th year | 1.40 | 1.25 |

*Prorata of apprentices:* No employer may have more than one apprentice to each journeyman in his employ.

*Payment of wages:* Employees shall be paid each week.

IV. *Duration of labour: a)* The standard work week of employees governed by the decree shall consist of eight (8) hours per day distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m. Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, and of four (4) hours Saturday, between 8.00 a.m. and 12.00 (noon), making a total of forty-four (44) hours per week.

V. *Overtime: a)* All time worked between midnight and 7.00 a.m. on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday and after 5.00 p.m. on Saturday, shall be remunerated at the rate of double time.

*b)* Urgent or special work which, for good reasons, cannot be performed during the daily period of work above mentioned may be carried out at any other time of the day provided the professional employer notifies the Praity Committee. Such work shall be paid the regular rate of pay plus $0.10 per hour, providing the employees have not worked during the day.

VI. The wage rates mentioned in article III shall come into force on May 1, 1961. Until May 1, 1961, the wage rates shall be $0.10 less than those mentioned in article III with the exception of apprentices to whom the rates mentioned in article III apply from the date of coming into force of the decree.

VII. *Holidays: a)* No work shall be performed on Sunday, New Year's Day, Christmas Day and Labour Day.

*b)* When the employees are required to work on the days mentioned in the foregoing paragraph they shall be remunerated at the rate of double time.

VIII. *Holidays with pay:* Every employee governed by the decree is entitled to holidays with pay at the rate of 4% of the gross wages.

IX. No working condition shall be less advantageous than those established by the decree No. 810 of August 14, 1954, as amended, relating to the construction industry and trades in the region of Hull.

X. *General provisions: a)* Travelling and board expenses of employees living in the city of Hull and required to work outside the limits of that city shall be paid by the employer. Expenses shall be paid for transportation from the place of business of the employer.

*b) Board and lodging:* Board and lodging expenses shall be paid by the employer when employees are not taken back every evening to the municipality of the place of business of the employer.

*c)* Employees shall be paid for at least one hour for every call while on duty. Such calls shall not exceed eight (8) hours in duration on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and four (4) hours on Saturday.

XI. *Durée:* Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 2 décembre 1961. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 2 décembre de l'année 1961 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le Sous-ministre du Travail,*
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 janvier 1961. 56159-o

XI. *Duration:* The decree shall remain in force until December 2, 1961. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day before December 2, of the year 1961 or of any subsequent year. Such a notice shall also be given to the Minister of Labour.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
*Deputy-Minister of Labour.*

Department of Labour,
Quebec, January 7, 1961. 56159-o

## Avis de modification

*Industrie de la boîte de carton*
*Province de Québec*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (R.S.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes au décret numéro 1884 du 12 novembre 1947 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Montréal.

1° Les paragraphes « *a* », « *b* », « *d* » et « *e* » de l'article III, (salaires minima), seront biffés et remplacés par les suivants:

« *a*) *Salariées: (Femmes):*

## Notice of amendment

*Paper Box Industry*
*Province of Quebec*

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec has petitioned him to submit to the approval and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the decree No. 1884 of November 12th, 1947 and its amendments, relating to the paper box industry in the district of Montreal, to wit:

1. Paragraphs "*a*", "*b*", "*d*" and "*e*" of Article III, (Minimum Wage Rates) will be deleted and replaced by the following:

"*a*) *Female employees:*

*Département des boîtes rigides*
*Set up Box Department*

| | *Taux horaires minima* — *Minimum hourly rates* | | | |
|---|---|---|---|---|
| | *Zones* | | | |
| | *I* | | *II* | |
| | *Daté publication* — *Date Publication* | *Du 1er juin 1961* — *June 1st, 1961* | *Daté publication* — *Date Publication* | *Du 1er juin 1961* — *June 1st, 1961* |
| Contremaîtresse — Forelady | $1.14 | | $1.09 | |
| Travailleuse à la main, Classe « A » — Hand worker, class "A" | 1.08 | | 1.03 | |
| Travailleuse à la main, Classe « B » — Hand worker, class "B" | 0.99 | | 0.95 | |
| Travailleuse posant étiquette à la main — Hand labeller | 0.97 | | 0.93 | |
| Mécanicienne, machine à couvrir — Covering machine operator | 0.99 | | 0.95 | |
| Mécanicienne, machine à renforts — Staying machine operator | 0.99 | | 0.95 | |
| Mécanicienne, machine « enchemisage » — Wrapper operator | 0.99 | | 0.95 | |
| Mécanicienne, machine à poser les dessus — Top piece machine operator | 0.99 | | 0.95 | |
| Mécanicienne, machine à poser les étiquettes — Labelling machine opetator | 0.99 | | 0.95 | |
| Mécanicienne, gommeuse filée à la main — Hand fed gummer operator | 0.95 | | 0.91 | |
| Préposé à l'emballage et ficelage — Packer and tier | 0.97 | | 0.93 | |

| | Taux horaires minima / Minimum hourly rates | | | |
|---|---|---|---|---|
| | Zones | | | |
| | I | | II | |
| | Daté publication | du 1er juin 1961 | Daté publication | Du 1er juin 1961 |
| | Date Publication | June 1st, 1961 | Date Publication | June 1st, 1961 |
| Fileuse, machine à renforts à 4 coins — Feeder, four-corner staying machine | $0.95 | | $0.91 | |
| Mécanicienne, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator | 0.99 | | 0.95 | |
| Fileuse, machine auto, à assembler ou former les boîtes — Feeder Auto. Box assembling or forming machine | 0.95 | | 0.91 | |
| Mécanicienne sur machines non classifiées plus haut — Operator on machines not classified above | 0.96 | | 0.92 | |
| Fileuse sur machines non classifiées plus haut — Feeders on machines not classified above | 0.95 | | 0.91 | |
| *Département des boîtes plaintes / Folding Box Department* | | | | |
| Contremaîtresse — Forelady | $1.17 | $1.19 | $1.12 | $1.14 |
| Contremaîtresse — Forelady | 1.17 | 1.19 | 1.12 | 1.14 |
| Mécanicienne de machine à piquer — Stitcher operator | 1.02 | 1.04 | 0.98 | 1.00 |
| Colleuse à la main — Hand gluer | 0.98 | 1.00 | 0.94 | 0.96 |
| Épluchеuse — Stripper | 1.00 | 1.02 | 0.96 | 0.98 |
| Plieuse — Folder | 1.00 | 1.02 | 0.96 | 0.98 |
| Préposé à l'emballage et ficelage — Packer and tier | 1.00 | 1.02 | 0.96 | 0.98 |
| Fileuse, machine automatique à coller — Auto. glueing machine feeder | 0.98 | 1.00 | 0.94 | 0.96 |
| Fileuse machine auto. cellephone — Auto. cello, machine feeder | 0.98 | 1.00 | 0.94 | 0.96 |
| Fileuse, machine Brightwood — Brightwood machine feeder | 0.98 | 1.00 | 0.94 | 0.96 |
| Mécanicienne, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator | 1.02 | 1.04 | 0.98 | 1.00 |
| Fileuse, machine auto, à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine | 0.98 | 1.00 | 0.94 | 0.96 |
| Mécanicienne sur machines non classifiées plus haut — Operators ou machines not classified above | 0.99 | 1.01 | 0.95 | 0.97 |
| Fileuse sur machines non classifiées plus haut — Feeders on machines not classified above | 0.98 | 1.00 | 0.94 | 0.96" |

« *b*) *Échelle de base — Salariées — (Femmes):*
L'échelle de base des salariées est la suivante:

"*b*) *Basic Wage scale — Female:*
The basic wage scale of female employees shall be as follows:

| | | |
|---|---|---|
| Premier six (6) mois — First six (6) months | $0.75 | $0.72 |
| Deuxième six (6) mois — Second six (6) months | 0.79 | 0.76 |
| Par la suite — Thereafter | 0.82 | 0.79 |

Le temps de service acquis par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée. »

The period of service of an employee at the time of the coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determine her wage rate in accordance with the above wage scale."

« *d*) *Salariés: (Hommes):*

"*d*) *Male employees:*

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| *Département des boîtes rigides / Set-Up Box Department* | | | | |
| Contremaître — Foreman | $1.83 | $1.85 | $1.75 | $1.77 |
| Assistant contremaître — Assistant foreman | 1.66 | 1.68 | 1.58 | 1.60 |
| Mécanicien « Creaser » — Creasing operator | 1.53 | 1.55 | 1.46 | 1.48 |
| Mécanicien, marqueuse mitrailleuse — Scorer | 1.53 | 1.55 | 1.46 | 1.48 |
| Mécanicien, guillotine, 1ère classe — Cutter on knife, first class | 1.53 | 1.55 | 1.46 | 1.48 |
| Mécanicien, guillotine, 2e classe — Cutter on knife, second class | 1.41 | 1.43 | 1.35 | 1.37 |
| Mécanicien, monteuse simple — End-piece operator-single | 1.40 | 1.42 | 1.34 | 1.36 |
| Mécanicien, monteuse double — End-piece operator-double | 1.43 | 1.45 | 1.37 | 1.39 |
| Mécanicien, machine à renforts à 4 coins — Four-corner stayer operator | 1.48 | 1.50 | 1.41 | 1.43 |
| Fileur, machine à renforts à 4 coins — Feeder, four-corner staying machine | 1.27 | 1.29 | 1.21 | 1.23 |
| Mécanicien, machine emporte-pièce — Punch operator | 1.30 | 1.32 | 1.24 | 1.26 |
| Préposé à la mise en train Stoke & Smith — Wrapper makeready man | 1.47 | 1.49 | 1.40 | 1.42 |

| | *Taux horaires minima* — *Minimum hourly rates* | | | |
|---|---|---|---|---|
| | *Zones* | | | |
| | *I* | | *II* | |
| | *Daté publication* — *Date Publication* | *du 1er juin 1961* — *June 1st, 1961* | *Daté publication* — *Date Publication* | *Du 1er juin 1961* — *June 1st, 1961* |
| Préposé à la scie circulaire — Circular saw operator | $1.31 | $1.33 | $1.25 | $1.27 |
| Bobineur — Slitter operator | 1.34 | 1.36 | 1.28 | 1.30 |
| Presseur de rebuts — Bale press operator | 1.29 | 1.31 | 1.23 | 1.25 |
| Mécanicien, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator | 1.40 | 1.42 | 1.34 | 1.36 |
| Préposé à la mise en train, machine auto à assembler ou former les boîtes — Auto. box assembling or forming machine makeready man | 1.58 | 1.60 | 1.51 | 1.53 |
| Fileur, machine auto à assembler ou former les boîtes — Feeder, auto. box assembling or forming machine | 1.27 | 1.29 | 1.21 | 1.23 |
| Mécanicien sur machine non classifiées plus haut — Operators on machines not classified above | 1.28 | 1.30 | 1.22 | 1.24 |
| Fileur sur machines non classifiées plus haut — Feeders on machines not classified above | 1.27 | 1.29 | 1.21 | 1.23 |
| *Département des boîtes pliantes* — *Folding Box Department* | | | | |
| Contremaître — Foreman | $1.88 | $1.91 | $1.79 | $1.82 |
| Assistant contremaître — Assistant foreman | 1.70 | 1.73 | 1.62 | 1.65 |
| Faiseur de matrice — Die maker | 1.71 | 1.74 | 1.63 | 1.66 |
| Assistant faiseur de matrice — Assistant Die maker | 1.35 | 1.38 | 1.29 | 1.32 |
| Préposé à la mise en train, machine automatique à coller — Auto. glueing machine makeready man | 1.62 | 1.65 | 1.55 | 1.58 |
| Préposé à la mise en train, machine Brightwood — Brightwood machine makeready man | 1.52 | 1.55 | 1.45 | 1.48 |
| Fileur, machine Brightwood — Feeder, Brightwood machine | 1.31 | 1.34 | 1.25 | 1.28 |
| Préposé à la mise en train, machine Indman — Indman machine makeready man | 1.52 | 1.55 | 1.45 | 1.48 |
| Préposé à la mise en train, machine à cirer — Waxing machine makeready man | 1.32 | 1.35 | 1.26 | 1.29 |
| Préposé à la mise en train, machine automatique cellophane — Auto. cellophane machine makeready man | 1.62 | 1.65 | 1.55 | 1.58 |
| Fileur, machine automatique cellophane — Feeder, auto. cellophane machine | 1.31 | 1.34 | 1.25 | 1.28 |
| Mécanicien de guillotine 1ère classe — Cutter on knife, 1st class | 1.57 | 1.60 | 1.50 | 1.53 |
| Mécanicien de guillotine 2e classe — Cutter on knife, 2nd class | 1.45 | 1.48 | 1.39 | 1.42 |
| Mécanicien de machine à transporter et empiler motorisée — Power stacker lift truck operator | 1.38 | 1.41 | 1.32 | 1.35 |
| Pressier, presse cylindre à découper — Cylinder Box pressman | 1.57 | 1.60 | 1.50 | 1.53 |
| Fileur, presse cylindre à découper — Feeder, cylinder box press | 1.34 | 1.37 | 1.28 | 1.31 |
| Pressier, presse plateau à découper — Platen die cutting pressman | 1.48 | 1.51 | 1.41 | 1.44 |
| Fileur, presse plateau à découper — Feeder, platen die cutting press | 1.34 | 1.37 | 1.28 | 1.31 |
| Éplucheur — Stripper | 1.30 | 1.33 | 1.24 | 1.27 |
| Presseur de rebuts — Bale press operator | 1.33 | 1.36 | 1.27 | 1.30 |
| Préposé à l'emballage et ficelage — Packer and tier | 1.25 | 1.28 | 1.20 | 1.23 |
| Mécanicien, machine à assembler ou former les boîtes — Box assembling or forming machine operator | 1.44 | 1.47 | 1.38 | 1.41 |
| Préposé à la mise en train, machine auto à assembler ou former les boîtes — Auto. box assembling or forming machine makeready man | 1.62 | 1.65 | 1.55 | 1.58 |
| Fileur, machine auto à assembler ou former les boîtes — Feeder auto. box assembling or forming machine | 1.31 | 1.34 | 1.25 | 1.28 |
| Mécanicien sur machines non classifiées plus haut — Operators on machines not classified above | 1.32 | 1.35 | 1.26 | 1.29 |
| Fileur, sur machines non classifiées plus haut — Feeders on machines not classified above | 1.31 | 1.34 | 1.25 | 1.28 |
| Électricien — Electrician | 1.57 | 1.60 | 1.50 | 1.53 |
| Machiniste, 1ère classe — Machinist, 1st class | 1.57 | 1.60 | 1.50 | 1.53 |
| Préposé à l'entretien et réparation — Maintenance and Repair man | 1.40 | 1.43 | 1.34 | 1.37 |
| Expéditeur — Shipper | 1.51 | 1.54 | 1.44 | 1.47 |
| Assistant expéditeur — Assistant shipper | 1.32 | 1.35 | 1.26 | 1.29 |
| Chauffeur de camion — Truck driver | 1.40 | 1.43 | 1.34 | 1.37 |

*Taux horaires minima*

*Minimum hourly rates*

| | *Zones* I | | II | |
|---|---|---|---|---|
| | *Daté publication* | *du 1er juin 1961* | *Daté publication* | *Du 1er juin 1961* |
| | *Date Publication* | *June 1st, 1961* | *Date Publication* | *June 1st, 1961* |
| Gardien — Watchman | $1.25 | $1.28 | $1.20 | $1.23 |
| Chauffeur de bouilloires — Boiler fireman | 1.29 | 1.32 | 1.23 | 1.26 |
| Mécanicien, machine fixes — Stationary engineman | 1.35 | 1.38 | 1.29 | 1.32 |
| Chef-mécanicien: | *Par semaine — per week* | | | |
| 2e classe — 2nd class | $75.66 | $77.34 | $72.35 | $74.03 |
| 3e classe — 3rd class | 67.79 | 69.47 | 64.88 | 66.56" |

« *e*) *Échelle de base — (Salariés):*

1. L'échelle de base des salariés est la suivante pour les employés de 18 ans et plus:

| | | |
|---|---|---|
| Premier semestre — First six (6) months | $0.93 | $0.89 |
| Deuxième semestre — Second six (6) months | 0.96 | 0.92 |
| Par la suite — Thereafter | 1.04 | 1.00 |

2. L'échelle de base des salariés est la suivante pour les employés de moins de 18 ans:

| | | |
|---|---|---|
| Premier semestre — First six (6) months | $0.75 | $0.72 |
| Deuxième semestre — Second six (6) months | 0.79 | 0.76 |
| Par la suite — Thereafter | 0.82 | 0.79 |

Le nombre d'employés masculins n'ayant pas 18 ans et rémunérés sous cet article ne doit pas dépasser 10% du nombre total des salariés au travail.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, tout salarié n'ayant pas 18 ans et travaillant à une opération classifiée ne doit pas recevoir moins que le taux de salaire minimum de cette opération, sujet à la clause d'apprentissage.

3. Le temps de service acquis par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée. »

2° Les paragraphes « *a* », « *c* » et « *f* » de l'article IV, (heures de travail) seront biffés en entier et remplacés par les suivants:

« IV. *Heures de travail: Zones I et II: a*) La durée régulière de la semaine de travail est de quarante-deux (42) heures par semaine, soit du lundi au vendredi inclusivement.

Les heures régulières de travail de l'équipe de jour sont réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. et celles des équipes de nuit entre 3.00 p.m. et 7.00 a.m., mais ne doivent pas excéder huit heures et demie (8½) par jour pour chaque équipe, du lundi au jeudi inclusivement et huit (8) heures par jour, pour le vendredi.

Au 1er août 1961, la durée régulière de la semaine de travail sera de quarante-et-une (41) heures par semaine, soit du lundi au vendredi inclusivement.

Les heures régulières de travail de l'équipe de jour seront réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., et celles des équipes de nuit, entre 3.00 p.m. et 7.00 a.m., mais ne devront pas excéder huit heures et quart (8¼) par jour pour chaque équipe du lundi au jeudi inclusivement et huit (8) heures par jour le vendredi.

Une liste des heures journalières ainsi choisie doit être affichée dans un endroit bien en vue de chaque atelier. »

"*e*) *Basic Wage Scale — Male employees:*

1. The basic wage scale of male employees being 18 years of age or over shall be as follows:

2. The basic wage scale of male employees being under 18 years of age shall be as follows:

The number of male employees under 18 years of age and remunerated under this section shall not exceed 10% of the total number of the employees at work.

Notwithstanding the provisions of the above paragraph, any male employee under 18 years of age and working at a classified operation shall not receive less than the minimum wage rates of the said operation, subject to the apprenticeship clause.

3. The period of service of employees at the date of the coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determine their wages in relation to the above basic scale."

2. Paragraphs "*a*", "*c*" and "*f*" of Article IV, (Hours of Work), will be deleted and replaced by the following:

"IV. *Hours of work: Zones I and II: a*) The regular work week shall be forty-two (42) hours, from Monday to Friday inclusively.

The regular hours of work for the day shift shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. and those of the night shifts between 3.00 p.m. and 7.00 a.m., but shall not exceed eight and one half (8 ½) hours per day, for each shift, from Monday to Thursday inclusively, and eight (8) hours per day on Friday.

On August 1st, 1961, the regular work week shall be forty-one (41) hours from Monday to Friday inclusively.

The regular hours of work for the day shift shift shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., and those of the night shifts between 3.00 p.m. and 7.00 a.m., but shall not exceed eight and a quarter hours (8¼) per day, for each shift, from Monday to Thursday inclusively, and eight (8) hours on Friday.

A list of the daily hours so chosen shall be posted in a conspicuous place in every establishment."

« *c*) Nonobstant les stipulations ci-haut mentionnées, la durée hebdomadaire du travail des préposés à l'entretien et à la réparation est de quarante-deux (42) heures par semaine, soit du lundi au samedi inclusivement et de quarante-et-une (41) heures à partir du 1er août 1961. Tout travail exécuté en sus des heures régulières de chaque jour, telles que prévues au paragraphe « *a* » du présent article, doit être rémunéré au taux de salaire et demi. Tout travail exécuté le dimanche doit être rémunéré au taux de salaire double. »

« *f*) Nonobstant les stipulations ci-haut mentionnées, dans toute semaine contenant une des fêtes statutaires mentionnées à l'article V de ce décret, tout travail exécuté jusqu'à concurrence de dix heures (10) par jour normal de travail, du lundi au vendredi inclusivement, ainsi que tout travail exécuté le samedi avant-midi doit être rémunéré au taux régulier et non au taux de surtemps, pourvu que pas plus de quarante-deux (42) heures de travail ne soient effectuées durant cette semaine.

À compter du 1er août 1961, les heures seront jusqu'à concurrence de quarante-et-une (41) heures par semaine et pas plus de dix (10) heures par jour.

Toutefois, les préposés à l'entretien et à la réparation peuvent travailler à temps régulier le samedi après-midi pourvu que pas plus de dix (10) heures de travail ne soient effectuées le samedi en question.

Cette clause ne s'applique pas dans le cas d'une fête chômée tombant un samedi ou un dimanche. »

3° Le sous-paragraphe 7 du paragraphe « *c* » de l'article V, (jours de fêtes chômées), sera biffé et remplacé par le suivant:

« 7. Lorsqu'une des fêtes chômées énumérées aux paragraphes précédents tombe un mardi, un mercredi ou un jeudi, tout employeur peut, avec le consentement des salariés, observer une telle fête soit le lundi précédent immédiatement ou le vendredi suivant immédiatement la fête, suivant le cas de la fête concernée. »

4° Les paragraphes « *b* », « *c*-3 », « *d*-4 » et « *h* » de l'article VI, (travail d'imprimerie), seront biffés et remplacés par les suivants:

« VI. *Travail d'imprimerie: Zones I et II: b) Semaine de travail:* La durée régulière de la semaine de travail est de quarante-deux (42) heures par semaine, soit du lundi au vendredi inclusivement.

Les heures régulières de travail de l'équipe de jour sont réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. et celles des équipes de nuit entre 3.00 p.m. et 7.00 a.m., mais ne doivent pas excéder huit heures et demie (8½) par jour pour chaque équipe, du lundi au jeudi inclusivement et huit (8) heures par jour, pour le vendredi.

Au 1er août 1961, la durée régulière de la semaine de travail sera de quarante-et-une (41) heures par semaine, soit du lundi au vendredi inclusivement.

Les heures régulières de travail de l'équipe de jour seront réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m., et celles des équipes de nuit, entre 3.00 p.m. et 7.00 a.m., mais ne devront pas excéder huit heures et quart (8¼) par jour pour chaque équipe du lundi au jeudi inclusivement et huit (8) heures par jour le vendredi.

Une liste des heures journalières ainsi choisie doit être affichée dans un endroit bien en vue de chaque atelier. »

« *c*-3. Nonobstant les stipulations ci-haut mentionnées, dans toute semaine contenant une des fêtes statutaires mentionnées au paragraphe « *d*-1 », du présent article, tout travail exécuté

"*c*) Notwithstanding the above provisions, the work week of maintenance and repair men shall be forty-two (42) hours from Monday to Saturday inclusively, and of forty-one (41) hours after August 1st, 1961. All work performed after the regular working hours of each day, as provided in paragraph "*a*" of the present article, shall be paid at time and one half. All work performed on Sunday shall be paid at double time."

"*f*) Notwithstanding the above provisions, any week including a statutory holiday mentioned in section V of this decree, all work performed up to ten (10) hours per day on a regular working day from Monday to Friday inclusively and all work performed on Saturday up until twelve o'clock noon shall be paid at the regular rate and not at the rate of time and one half, providing that not more than forty-two (42) hours be worked during the said week.

From August 1st, 1961, hours shall be up to ten (10) hours per day not exceed forty-one (41) hours per week.

However, maintenance and repair men may work at regular rate on Saturday afternoon providing not more than ten (10) hours are worked on that day.

This clause shall not apply to legal holidays falling on a Saturday or a Sunday."

3. Sub-paragraph 7 of paragraph "*c*" of Article V, (Observed Holidays), will be deleted and replaced by the following:

"7. Whenever a statutory holiday mentioned in preceding paragraphs falls on a Tuesday, Wednesday or a Thursday, an employer may, with the consent of his employees, observe such holiday on the immediately preceding Monday or the immediately following Friday, as the case may be."

4. Paragraphs "*b*", "*c*-3", "*d*-4" and "*h*" of Article VI, (Printing Work), will be deleted and replaced by the following:

"VI. *Printing Work: Zones I and II: b) Hour Week:* The regular work week shall be forty-two (42) hours, from Monday to Friday inclusively.

The regular hours of work for the day shift shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. and those of the night shifts between 3.00 p.m. and 7.00 a.m., but shall not exceed eight and one half (8½) hours per day, for each shift, from Monday to Thursday inclusively, and eight (8) hours per day on Friday.

On August 1st, 1961, the regular work week shall be forty-one (41) hours from Monday to Friday inclusively.

The regular hours of work for the day shift shall be distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., and those of the night shifts between 3.00 p.m. and 7.00 a.m., but shall not exceed eight and a quarter (8¼) hours per day, for each shift, from Monday to Thursday inclusively, and eight (8) hours per day on Friday.

A list of the daily hours so chosen shall be posted in a conspicuous place in every establishment."

"*c*-3) Notwithstanding the above provisions, any week including a statutory holiday mentioned in paragraph "*d*-1" of the present article, all work performed up to ten (10) hours per day on

jusqu'à concurrence de dix (10) heures par jour normal de travail, du lundi au vendredi inclusivement, ainsi que tout travail exécuté le samedi avant midi, doit être rémunéré au taux régulier et non au taux de surtemps, pourvu que pas plus de quarante-deux (42) heures de travail ne soient effectuées durant cette même semaine.

A compter du 1er août 1961, les heures seront jusqu'à concurrence de quarante-et-une (41) heures par semaine et pas plus de dix (10) heures par jour.

Cette clause ne s'applique pas dans le cas d'une fête tombant un samedi ou un dimanche. »

« *d*-4. Lorsqu'une des fêtes chômées, énumérées aux paragraphes précédents, tombe un mardi, un mercredi, ou un jeudi, tout employeur peut, avec le consentement de ses salariés, observer une telle fête, soit le lundi précédant immédiatement ou le vendredi suivant immédiatement la fête, suivant le cas de la fête concernée. »

| « *h*) *Taux minima:* | *Taux horaires minima Zones* I | II |
|---|---|---|
| Atelier de composition: | | |
| Compagnon typographe | $2.25 | $1.92 |
| Presses à plateau: | | |
| Compagnon pressier | 1.95 | 1.63 |
| Margeurs sur presses ci-dessus | 1.50 | 1.30 |
| Presse cylindre (une couleur): | | |
| Compagnon pressier: | | |
| 1ère année | 2.09 | 1.76 |
| 2e année | 2.16 | 1.83 |
| 3e année | 2.25 | 1.92 |
| Assistant-pressier | 1.95 | 1.63 |
| Margeurs sur presses ci-dessus | 1.63 | 1.37 |
| Presses cylindres (2 couleurs et plus): | | |
| 1ère année | 2.36 | 1.89 |
| 2e année | 2.43 | 1.96 |
| 3e année | 2.50 | 2.03 |
| Assistant-pressier ou margeurs sur presses ci-dessus | 1.95 | 1.63 |
| Apprenti-masculin: | | |
| 1ère année — 1er semestre | 0.71 | 0.67 |
| — 2e semestre | 0.85 | 0.81 |
| 2e année — 1er semestre | 1.00 | 0.95 |
| — 2e semestre | 1.17 | 1.10 |
| 3e année — 1er semestre | 1.32 | 1.20 |
| — 2e semestre | 1.47 | 1.31 |
| 4e année — 1er semestre | 1.63 | 1.43 |
| — 2e semestre | 1.78 | 1.54 |
| 5e année | 1.88 | 1.60» |

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront formuler.

*Le Sous-ministre du Travail,*
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 janvier 1961. 56159-o

## Avis de modification

*Chaussure — Province*

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective

a regular working day, from Monday to Friday inclusively, and all work performed on Saturday up until twelve o'clock noon shall be paid at the regular rate and not at the overtime rate provided that not more than forty-two (42) hours be worked during the said week.

From August 1st, 1961, hours shall be up to ten (10) hours per day, not exceed forty-one (41) hours per week.

This clause shall not apply to legal holidays falling on a Saturday or a Sunday."

"*d*-4) Whenever a statutory holiday mentioned in preceding paragraphs falls on a Tuesday, Wednesday or a Thursday, an employer may, with the consent of his employees, observe such holiday on the immediately preceding Monday or the immediately following Friday, as the case may be."

| "*h*) *Minimum rate:* | *Minimum hourly rates* I | II |
|---|---|---|
| Composing room: | | |
| Journeyman compositor | $2.25 | $1.92 |
| Platten presses: | | |
| Journeyman pressman | 1.95 | 1.63 |
| Feeders | 1.50 | 1.30 |
| Cylinder presses (one colour): | | |
| Journeyman pressman: | | |
| 1st year | 2.09 | 1.76 |
| 2nd year | 2.16 | 1.83 |
| 3rd year | 2.25 | 1.92 |
| Assistant pressman | 1.95 | 1.63 |
| Feeder on above presses | 1.63 | 1.37 |
| Cylinder presses (multicolour): | | |
| Journeyman pressman: | | |
| 1st year | 2.36 | 1.89 |
| 2nd year | 2.43 | 1.96 |
| 3rd year | 2.50 | 2.03 |
| Assistant pressman or feeder on above presses | 1.95 | 1.63 |
| Apprentice-male: | | |
| 1st year — 1st six months | 0.71 | 0.67 |
| — 2nd six months | 0.85 | 0.81 |
| 2nd year — 1st six months | 1.00 | 0.95 |
| — 2nd six months | 1.17 | 1.10 |
| 3rd year — 1st six months | 1.32 | 1.20 |
| — 2nd six months | 1.47 | 1.31 |
| 4th year — 1st six months | 1.63 | 1.43 |
| — 2nd six months | 1.78 | 1.54 |
| 5th year | 1.88 | 1.60" |

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,
Quebec, January 7, 1961. 56159-o

## Notice of amendment

*Shoe Industry — Province*

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.

(R.S.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de recommander l'approbation de certaines modifications au décret numéro 3003 du 31 juillet 1946 et amendements, relatif à l'industrie de la chaussure dans la province de Québec.

En donnant le présent avis, l'honorable Ministre prend en considération les faits suivants:

1° ATTENDU QUE, au cours des négociations de 1956, le comité de négociations, comprenant les représentants de toutes les parties contractantes, a demandé une enquête économique dans l'industrie de la chaussure, concernant la répartition des zones et les différentiels des taux de salaires entre chaque zone, et a donné à M. Noël Bérubé, conciliateur, au cas où le comité ne parviendrait pas à s'entendre, le pouvoir de décider et « sa décision sera finale, irrévocable et sans appel devant toute cour de justice »;

2° ATTENDU QUE cet engagement a été signé par les parties, le 1er août 1956, comme suit:

L'Association Patronale des Manufacturiers de Chaussures du Québec:

| | |
|---|---|
| P. Del Grande; | H. B. Lagrenade; |
| J. P. Corbeil; | L.-Claude Mercure; |
| E. Michaud; | J.-A. Gendron; |
| M. Tétrault; | Lucien Blondeau. |

La Fédération Nationale du Cuir et de la Chaussure du Canada Inc.:

| | |
|---|---|
| A. April, prés.; | Eugène Rancourt, sec.; |
| Simone Racine; | Maurice Cloutier; |
| André Gagnon; | Albert Caron; |

Philias Perron.

The Boot and Shoe Workers' Union:

D. Trahan.

L'Association des Travailleurs en Chaussures Inc.:

H.-René Champagne.

3° ATTENDU QUE monsieur Noël Bérubé a rendu sa décision et que cette décision est consignée dans le rapport qu'il a présenté en juin 1960; que cette décision est devenue, par le fait même, une convention dûment signée par les parties et ayant force de loi;

4° ATTENDU QUE les parties contractantes ont été consultées, conformément à l'article 8 de la loi, et que nous sommes fondés à croire que les manufacturiers, en général, sont favorables à l'amendement décrit ci-après;

5° ATTENDU QUE, en vertu de l'article 3 de la Loi de la convention collective, toute partieà une convention peut demander au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption du décret;

EN CONSÉQUENCE, l'honorable Ministre soumettra à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les amendements suivants audit décret numéro 3003:

*Article 6*

L'article 6 sera amendé de façon à prévoir une quatrième zone. À cet effet, le 4e paragraphe de l'article 6, intitulé « Zone III », sera biffé et remplacé par les suivants:

« *Zone III:* Les régions 5, 6 et 7 décrites sur la carte des régions économiques publiée par le Ministère de l'industrie et du commerce de la Province de Québec, sauf ce qui suit:

A) le territoire qui compose la Zone I;

B) le territoire au delà de cent (100) milles du centre de la ville de Montréal (carré Dominion), par voies ordinaires de communication.

Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the intends to recommend the approval of some amendments to the decree number 3003 of July 31, 1946, and amendments, relating to the shoe industry in the province of Quebec.

In giving the present notice, the Honourable Minister takes the following facts into consideration:

1. WHEREAS, in the course of the negotiations of 1956, the Negotiations Committee, on which sat representatives of all contracting parties, asked for an economic investigation into the shoe industry in order to establish zones and wage rates differentials between each zone and such committee has authorized Mr Noël Bérubé, conciliator, should the committee be unable to reach an agreement, to decide and "his decision shall be final, irrevocable and without appeal in any Court of Justice";

2. WHEREAS such agreement has been signed by the parties, on August 1st, 1956, as follows:

L'Association Patronale des Manufacturiers de Chaussures du Québec:

| | |
|---|---|
| P. Del Grande; | H. B. Lagrenade; |
| J. P. Corbeil; | L.-Claude Mercure; |
| E. Michaud; | J.-A. Gendron; |
| M. Tétrault; | Lucien Blondeau. |

La Fédération Nationale du Cuir et de la Chaussure du Canada Inc.:

| | |
|---|---|
| A. April pres. | Eugène Rancourt, sec.; |
| Simone Racine; | Maurice Cloutier; |
| André Gagnon; | Albert Caron; |

Philias Perron.

The Boot and Shoe Workers' Union:

D. Trahan.

L'Association des Travailleurs en Chaussures Inc.;

H.-René Champagne.

3. WHEREAS Mr Noël Bérubé has rendered his decision and such decision is included in the report which he submitted in June 1960 and whereas such decision has become, *ipso facto*, an agreement duly signed by the parties and enforceable as a law;

4. WHEREAS the contracting parties have been consulted, in pursuance of section 8 of the Act, and we have reasons to believe that manufacturers, in general, favor the amendment hereunder described;

5° WHEREAS, under section 3 of the Collective Agreement Act, any party to an agreement may apply to the Lieutenant-Governor in Council for the passing of the decree;

THEREFORE, the Honourable Minister will submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree number 3003:

*Article 6*

Article 6 will be amended in order to provide for a fourth zone. For that purpose, paragraph 4 of article 6, headed "Zone III", will be deleted and replaced by the following:

"*Zone III:* Regions 5, 6 and 7 described on the map of economic regions published by the Quebec Department of Trade and Commerce, with the exception of the following:

A) the territory constituting zone I:

B) the territory extending beyond one hundred (100) miles from the centre of the town of Montreal (Dominion Square) by ordinary means of communication.

« *Zone IV:* Le reste de la province, c'est-à-dire, tout le territoire non compris dans les zones I, II et III.

*Articles 8 et 16*

Les articles 8 et 16 seront amendés de façon à prévoir des taux minima pour chacune des zones mentionnées aux paragraphes ci-dessus.

« Les différentiels entre chacune des quatre zones, à compter du 1er septembre 1960, seront les suivants:

*Zone I:* Montréal: 100%

*Zone II:* Québec: 5% de moins que la Zone I, soit 95%.

*Zone III:* Région de Montréal.

1er septembre 1960 — 11½% de moins que Zone I, soit 88½%

1er septembre 1961 — 10½ de moins que Zone I, soit 89½%

1er septembre 1962 — 9½% de moins que Zone I, soit 90½%

1er septembre 1963 — 8½% de moins que Zone I, soit 91½%

1er septembre 1964 — 7½% de moins que Zone I, soit 92½%

*Zone IV:* Le reste de la province, c'est-à-dire, tout le territoire non compris dans les Zones I, II et III.

12½% de moins que la Zone I, soit 87½%

Les taux minima des salariés travaillant à la pièce seront de 10% supérieurs aux taux minima des salariés travaillant à l'heure.

*c)* Le calcul des taux minima se fera à ½¢ près; toute fraction de moins de ¼¢ est biffée; ¼¢ et moins de ¾¢ devient ½¢; ¾¢ et plus devient 1¢.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

*Le Sous-ministre du Travail,*
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 janvier 1961. 56159-o

"*Zone IV:* The remainder of the Province, i.e., the entire territory not included in zones I, II and III.

*Articles 8 and 16*

Articles 8 and 16 will be amended in order to provide for minimum rates for every zone mentioned in the foregoing paragraphs.

"Differentials between each of the four zones from September 1st, 1960 shall be as follows:

*Zone I:* Montreal: 100%

*Zone II:* Quebec: 5% less than zone I, i.e. 95%.

*Zone III:* Montreal region:

September 1st, 1960: 11½% less than zone I, i.e. 88½%

September 1st, 1961: 10½% less than Zone I, i.e. 89½%

September 1st, 1962: 9½% less than Zone I, i.e. 90½%

September 1st, 1963: 8½% less than Zone I, i.e. 91½%

September 1st, 1964: 7½% less than Zone I, i.e. 92½%

*Zone IV:* The remainder of the Province, i.e. the entire territory not comprised in zones I, II and III,

12½% less than zone I, i.e. 87½%

The minimum rates of piece workers shall be 10% higher than those of employees paid by the hour.

*c)* The computing of minimum rates shall be made to the nearest ½¢; any fraction under ¼¢ is not counted; ¼¢ up to but not including ¾¢ becomes ½¢; ¾¢ and over becomes 1¢.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY.
*Deputy Minister of Labour.*

Department of Labour,
Quebec, January 7, 1961. 56159-o

## Lettres patentes

(P.G. 14226-60)

**Bailord Limited**

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, Tome 92, N° 51, du 17 décembre 1960, à la page 5118, concernant la constitution en corporation de la compagnie dont le nom a été donné comme étant « Baillord Limited », partout où apparaît le mot « Baillord », prière de substituer le mot « Bailord », le nom de ladite compagnie se lisant effectivement comme suit: « Bailord Limited ».

56130-o

**Hôpital Mont-Providence**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Soeurs de Charité de la Providence, 7-8

## Letters Patent

(A.G. 14226-60)

**Bailord Limited**

In the notice published in the *Quebec Official Gazette*, Volume 92, No. 51, of December 17, 1960, on page 5118, concerning the incorporation of the company whose name has been given as being "Baillord Limited", wherever appears the word "Baillord", kindly substitute the word "Bailord", the name the said company which shall read effectively as follows: "Bailord Limited".

56130-o

**Hôpital Mont-Providence**

Notice is given that under the provisions of the Act altering the charter of "La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence", 7-8

Elizabeth II, chapitre 176, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24 novembre 1960, constituant en corporation l'« Hôpital Mont-Providence ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé à Rivière-des-Prairies, district de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-neuf décembre 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

56150-o RAYMOND DOUVILLE.

### Hôpital Notre-Dame de Lourdes

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Soeurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapitre 176, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24 novembre 1960, constituant en corporation l'« Hôpital Notre-Dame de Lourdes ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-neuf décembre 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

56151-o RAYMOND DOUVILLE.

### Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi modifiant la charte de la Communauté des Soeurs de Charité de la Providence, 7-8 Elizabeth II, chapitre 176, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24 novembre 1960, constituant en corporation l'« Hôpital Saint-Jean-de-Dieu ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé dans la municipalité de Saint-Jean-de-Dieu, district de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-neuf décembre 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

56152-o RAYMOND DOUVILLE.

### Hôpital Saint-Joseph Artisan

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi constituant en corporation Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph, 5-6 Elizabeth II, chapitre 158, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24 novembre 1960, constituant en corporation l'« Hôpital Saint-Joseph Artisan ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-neuf décembre 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

56155-o RAYMOND DOUVILLE.

### Hôpital Saint-Joseph de la Providence

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi constituant en corporation Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph, 5-6 Elizabeth II, chapitre 158, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24 novembre 1960, constituant en corporation l'« Hôpital Saint-Joseph de la Providence ».

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-neuf décembre 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*

56156-o RAYMOND DOUVILLE.

Elizabeth II, chapter 176, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated November 24, 1960, incorporating the "Hôpital Mont-Providence".

The head of the above-mentioned corporation is situated in Rivière-des-Prairies, district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of December, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

56150 *Assistant Secretary of the Province.*

### Hôpital Notre-Dame de Lourdes

Notice is given that under the provisions of the Act altering the charter of "La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence", 7-8 Elizabeth II, chapter 176, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated November 24, 1960, incorporating the "Hôpital Notre-Dame de Lourdes".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of December, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

56151 *Assistant Secretary of the Province.*

### Hôpital Saint-Jean-de-Dieu

Notice is given that under the provisions of the Act altering the charter of "La Communauté des Soeurs de Charité de la Providence", 7-8 Elizabeth II, chapter 176, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated November 24, 1960, incorporating the "Hôpital Saint-Jean-de-Dieu".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the municipality of Saint-Jean-de-Dieu, district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of December, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

56152 *Assistant Secretary of the Province.*

### Hôpital Saint-Joseph Artisan

Notice is given that under the provisions of the Act incorporating "Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph", 5-6 Elizabeth II, chapter 158, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated November 24, 1960, incorporating the "Hôpital Saint-Joseph Artisan".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of December, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

56155 *Assistant Secretary of the Province.*

### Hôpital Saint-Joseph de la Providence

Notice is given that under the provisions of the Act incorporating "Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph", 5-6 Elizabeth II, chapter 158, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated November 24, 1960, incorporating the "Hôpital Saint-Joseph de la Providence".

The head office of the above-mentioned corporation is situated in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-ninth day of December, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,

56156 *Assistant Secretary of the Province.*

## Avis divers

### La commission scolaire protestante du Montréal métropolitain

*Avis de rachat*

Obligations à 5¾% du Fonds d'Amortissement, en date du 15 février 1960, échéant le 15 février 1985.

Avis est, par les présentes, donné aux détenteurs d'obligations à 5¾% du fonds d'amortissement de la Commission scolaire protestante du Montréal métropolitain, en date du 15 février 1960 échéant le 15 février 1985 que, conformément aux dispositions indiquées sur lesdites obligations et en vertu de l'autorité de la résolution de ladite commission scolaire passée le 26 janvier 1960 et du chapitre 212 des statuts refondus de Québec 1941, les obligations suivantes se montant à cent vingt mille dollars ($120,000.00) et numérotées comme suit, à savoir:

Les obligations en coupures de $1,000.00 portant le préfixe PM

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 0090 | 0232 | 0910 | 1507 | 2151 | 2375 |
| 0091 | 0233 | 1016 | 1508 | 2152 | 2376 |
| 0092 | 0234 | 1019 | 1707 | 2153 | 2377 |
| 0093 | 0352 | 1048 | 1709 | 2168 | 2378 |
| 0094 | 0389 | 1105 | 1710 | 2170 | 2379 |
| 0096 | 0390 | 1107 | 1711 | 2171 | 2380 |
| 0155 | 0720 | 1111 | 1712 | 2172 | 2439 |
| 0156 | 0774 | 1263 | 1715 | 2213 | 2440 |
| 0157 | 0775 | 1264 | 1755 | 2220 | 2455 |
| 0158 | 0776 | 1274 | 1758 | 2222 | 2458 |
| 0159 | 0777 | 1297 | 1759 | 2223 | 2626 |
| 0160 | 0778 | 1298 | 1801 | 2225 | 2627 |
| 0161 | 0787 | 1299 | 1802 | 2269 | 2631 |
| 0170 | 0788 | 1346 | 1817 | 2273 | 2646 |
| 0171 | 0789 | 1368 | 2143 | 2291 | 2795 |
| 0172 | 0790 | 1369 | 2144 | 2292 | 2796 |
| 0197 | 0791 | 1398 | 2145 | 2297 | 2870 |
| 0198 | 0907 | 1399 | 2147 | 2300 | 2871 |
| 0205 | 0908 | 1495 | 2149 | 2347 | 2984 |
| 0206 | 0909 | 1496 | 2150 | 2348 | 2985 |

ont été tirées au sort pour rachat le 15 février 1961 pour les fins du fonds d'amortissement et que lesdites obligations sont, par les prétentes, appelées pour rachat à cette date à 100% de leur montant principal avec ensemble les intérêts accrus et impayés sur icelles à ladite date de rachat.

Les obligations ainsi appelées pour rachat deviendront dues et payables et seront payées en monnaie légale des États-Unis d'Amérique à « The Royal Bank of Canada Trust Company » ou à la « Bank of Montreal Trust Company », en la cité de New York, au choix du détenteur, sur présentation et livraison desdites obligations accompagnées de tous les coupons d'intérêt échéant après le 15 février 1961 y attachés. Les obligations enregistrées quant au principal doivent être accompagnées de tous les instruments requis au transfert.

Avis est de plus donné que les intérêts sur lesdites obligations cesseront à compter de la date de rachat et les coupons d'intérêts devant s'accroître après ladite date deviendront nuls et sans valeur.

Daté à Montréal, ce 27e jour de décembre 1960.

La commission scolaire protestante
du Montréal métropolitain,
*Le Secrétaire-trésorier,*
ROBERT JAPP.

56170

## Miscellaneous notices

### The Protestant School Board of Greater Montreal

*Notice of redemption*

5¾% Sinking Fund Bonds dated February 15, 1960, maturing February 15, 1985.

Notice is hereby given to the holders of the 5¾% Sinking Fund Bonds of The Protestant School Board of Greater Montreal dated February 15, 1960 maturing February 15, 1985 that pursuant to the provisions set forth in said bonds and under authority of the resolution of the said School Board passed on January 26, 1960 and of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, the following bonds aggregating in principal amount one hundred and twenty thousand dollars ($120,000.00) and numbered as follows, namely:

Bonds of the denomination of $1,000.00 bearing the prefix PM

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| 0090 | 0232 | 0910 | 1507 | 2151 | 2375 |
| 0091 | 0233 | 1016 | 1508 | 2152 | 2376 |
| 0092 | 0234 | 1019 | 1707 | 2153 | 2377 |
| 0093 | 0352 | 1048 | 1709 | 2168 | 2378 |
| 0094 | 0389 | 1105 | 1710 | 2170 | 2379 |
| 0096 | 0390 | 1107 | 1711 | 2171 | 2380 |
| 0155 | 0720 | 1111 | 1712 | 2172 | 2439 |
| 0156 | 0774 | 1263 | 1715 | 2213 | 2440 |
| 0157 | 0775 | 1264 | 1755 | 2220 | 2455 |
| 0158 | 0776 | 1274 | 1758 | 2222 | 2458 |
| 0159 | 0777 | 1297 | 1759 | 2223 | 2626 |
| 0160 | 0778 | 1298 | 1801 | 2225 | 2627 |
| 0161 | 0787 | 1299 | 1802 | 2269 | 2631 |
| 0170 | 0788 | 1346 | 1817 | 2273 | 2646 |
| 0171 | 0789 | 1368 | 2143 | 2291 | 2795 |
| 0172 | 0790 | 1369 | 2144 | 2292 | 2796 |
| 0197 | 0791 | 1398 | 2145 | 2297 | 2870 |
| 1098 | 0907 | 1399 | 2147 | 2300 | 2871 |
| 0205 | 0908 | 1495 | 2149 | 2347 | 2984 |
| 0206 | 0909 | 1496 | 2150 | 2348 | 2985 |

have been drawn by lot for redemption on February 15, 1961 for sinking fund purposes and that the said bonds are hereby called for redemption on that date at 100% of the principal amount thereof together with accrued and unpaid interest thereon to such redemption date.

The bonds so called for redemption will become due and payable and will be paid in lawful money of the United States of America at The Royal Bank of Canada Trust Company or the Bank of Montreal Trust Company" in the city of New York at the option of the holder, upon presentation and surrender of the said bonds with all interest coupons maturing after February 15, 1961 attached. Bonds registered as to principal must be accompanied by all instruments requisite for transfer.

Notice is further given that interest upon said bonds shall cease as and from the redemption date and coupons for interest to accrue after said date shall become and be void.

Dated at Montreal, this 27th day of December, 1960.

The Protestant School Board
of Greater Montreal,
ROBERT JAPP,
*Secretary-Treasurer.*

56170-o

## Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 28 septembre 1960.

M. André Mercure, menuisier, de St-Tite, comté de Champlain: commissaire pour tenir la Cour des commissaires de St-Tite, avec MM. Léovide Francoeur, médecin, et Oscar Pronovost, chef de gare, déjà nommés par les arrêtés en conseil numéros 2008, du 13 août 1941, et 701, du 11 juin 1952.

Québec, le 2 novembre 1960.

M. Fernand Tremblay, de Clermont, comté de Charlevoix: régistrateur de la première division d'enregistrement de Charlevoix, à La Malbaie, à compter de la date de son assermentation.

Dr Rémi Dansereau, médecin à Beloeil: coroner conjoint pour le district de Richelieu, avec juridiction seulement sur le district électoral de Verchères, à compter de la date de son assermentation.

Dr Raymond Benoit, médecin à St-Zotique: coroner conjoint pour le district de Montréal, avec juridiction seulement sur le district électoral de Soulanges, à compter de la date de son assermentation.

Québec, le 3 novembre 1960.

Dr Paul-W. Des Ruisseaux, médecin à Québec: coroner conjoint du district judiciaire de Québec, à compter du 16 novembre 1960.

Québec, le 5 octobre 1960.

MM. Joseph-Paul Lefebvre et Raymond Duboyce: nommés pour agir conjointement comme registrateur de la division d'enregistrement de Brôme, sous le nom de « Lefebvre et Duboyce », à compter de la date de leur assermentation.

Québec, le 7 décembre 1960.

M. Gérard Desmarais, de Richmond: régistrateur de la division d'enregistrement de Richmond, à compter du premier janvier 1961.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le trente décembre 1960.

*Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

56130-o

## Appointments

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council, by commission under the Great Seal of the Province, has been pleased to make the following appointments:

Quebec, September 28, 1960.

André Mercure, carpenter, of St-Tite, county of Champlain: commissioner in charge of Commissioners Court of St-Tite, with Léovide Francoeur, physician, and Oscar Pronovost, station master, already appointed by Orders in Council number 2008, of August 13, 1941, and 701 of June 11, 1952.

Quebec, November 2, 1960.

Fernand Tremblay, of Clermont, county of Charlevoix: registrar for the first registry division of Charlevoix, in La Malbaie, from and after the date of his swearing in.

Dr. Rémi Dansereau, physician in Beloeil: joint corner for the district of Richelieu, with jurisdiction only in the electoral district of Verchères, from and after the date of his swearing in.

Dr. Raymond Benoit, physician in St-Zotique: joint corner for the district of Montreal, with jurisdiction only in the electoral district of Soulanges, from and after the date of his swearing in.

Quebec, November 3, 1960.

Dr. Paul-W. Des Ruisseaux, physician in Quebec: joint corner for the judicial district of Quebec, from and after November 16, 1960.

Quebec, October 5, 1960.

Joseph-Paul Lefebvre and Raymond Duboyce: appointed to act jointly as registrar for the registry division of Brôme, under the name of "Lefebvre et Duboyce", from and after the date of their swearing in.

Quebec, December 7, 1960.

Gérard Desmarais, of Richmond: registrar for the registry division of Richmond, from and after January first, 1961.

Given at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of December, 1960.

RAYMOND DOUVILLE,
*Assistant Secretary of the Province.*

56130

## Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

## Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

**Proclamation**

*L'Assistant-procureur général adjoint,* P. FRENETTE.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus 1941, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU qu'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement d'Arthabaska, à Arthabaska, à compter du 16 décembre 1960, et de décréter l'émission d'une proclamation à cet effet.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 29 novembre 1960, portant le numéro 2156, Nous avons décrété et ordonné et, par la présente, décrétons et ordonnons qu'à compter du 16 décembre 1960, les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus 1941, chapitre 319) s'appliquent à la division d'enregistrement d'Arthabaska, à Arthabaska.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce seizième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*

56130-o RAYMOND DOUVILLE.

---

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

**Proclamation**

*L'Assistant-procureur général adjoint,* P. FRENETTE.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 10 de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus 1941, chapitre 319), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, quand il le juge à propos, d'appliquer, par proclamation, les dispositions de la section I de cette loi à toute autre division d'enregistrement de la province;

ATTENDU qu'il y a lieu d'appliquer lesdites dispositions législatives à la division d'enregistrement de Laval, à Sainte-Rose, à compter du 16 janvier 1961, et de décréter l'émission d'une proclamation à cet effet.

**Proclamation**

P. FRENETTE, *Assistant Deputy Attorney General.*

WHEREAS under section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1941, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council, whenever he deems it expedient, may extend, by proclamation, the provisions of division I of this act to any of the other registration divisions of the province;

WHEREAS it is deemed expedient to extend said legislative provisions to the registry division of Arthabaska, in Arthabaska, from and after December 16, 1960, and to order the issuing of a proclamation for this purpose.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order dated November 29, 1960, bearing number 2156, We have enacted and ordered and it is hereby enacted and ordered that, from and after December 16, 1960, the provisions of division I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1941, chapter 319) be extended to the registry division of Arthabaska, in Arthabaska.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this sixteenth day of December, one thousand nine hundred and sixty and in the ninth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,

56130 *Assistant Secretary of the Province.*

---

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

O. GAGNON

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

**Proclamation**

P. FRENETTE, *Assistant Deputy Attorney General.*

WHEREAS under section 10 of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1941, chapter 319), the Lieutenant-Governor in Council, whenever he deems it expedient, may extend, by proclamation, the provisions of division I of this Act to any of the other registration divisions of the province;

WHEREAS it is deemed expedient to extend said legislative provisions to the registry division of Laval, in Sainte-Rose, from and after January 16, 1961, and to order the issuing of a proclamation for this purpose.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret en date du 6 décembre 1960, portant le numéro 2189, Nous avons décrété et ordonné et, par la présente, décrétons et ordonnons qu'à compter du 16 janvier 1961, les dispositions de la section I de la Loi des bureaux d'enregistrement (Statuts refondus 1941, chapitre 319) s'appliquent à la division d'enregistrement de Laval, à Sainte-Rose.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerndr sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ONÉSIME GAGNON, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de janvier en l'année mil neuf cent soixante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la neuvième année.

Par ordre,

*Le Sous-secrétaire de la province,*
RAYMOND DOUVILLE.

56130-o

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council expressed in an Order dated December 6, 1960, bearing number 2189, We have enacted and ordered and it is hereby enacted and ordered that, from and after January 16, 1961, the provisions of division I of the Registry Office Act (Revised Statutes, 1941, chapter 319) be extended to the registry division of Laval, to Sainte-Rose.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable ONÉSIME GAGNON, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in our Province of Quebec, this third day of January, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-one and in the ninth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
*Assistant Secretary of the Province.*

56130

## Sièges sociaux

### Hôpital du Sacré-Cœur de Cartierville

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 mars 1960, a établi son bureau et siège social à 5400 ouest, boulevard Gouin, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, le 29 juillet 1960.

« Hôpital du Sacré-Coeur
de Cartierville »,
*Par la Supérieure,*
SOEUR LOUISE-ANGÉLINE.

56147-o

### Execaire (Quebec) Ltd.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Execaire (Quebec) Ltd. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes, émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 25e jour de novembre 1960, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 1900 avenue Lincoln, appt. 51, Montréal, P.Q.

Daté à Montréal, P.Q., ce 12e jour de décembre 1960.

*Le Président,*
W. P. CREAGH.

56153

### Organizing Committee of the Third World Congress of Psychiatry, 1961

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Organizing Committee of the Third

## Head Offices

### Hôpital du Sacré-Cœur de Cartierville

Notice is hereby given that "Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville", company incorporated by letters patent bearing the date of March 31st, 1960, has established its office at 5400 Boulevard Gouin West, Montreal, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of July, 1960.

"Hôpital du Sacré-Coeur
de Cartierville",
per: SOEUR LOUISE-ANGÉLINE,
*Superior.*

56147-o

### Execaire (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that "Execaire (Quebec) Ltd.", incorporated in the Province of Quebec by letters patent, granted under Part I of the Quebec Companies Act, on the 25th day of November, 1960, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1900 Lincoln Avenue, Apt. 51, Montreal, P.Q.

Dated at Montreal, P.Q., this 12th day of December, 1960.

W. P. CREAGH,
*President.*

56153-o

### Organizing Committee of the Third World Congress of Psychiatry, 1961

Notice is hereby given that the "Organizing Committee of the Third World Congress of

World Congress of Psychiatry, 1961 », constituée en corporation en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, le 16 novembre 1960, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 1025 ouest, avenue des Pins.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 8 décembre 1960.

*Le Président,*
JOAN CLARK.

56154

Psychiatry, 1961", a corporation incorporated under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act on November 16th, 1960, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 1025 Pine Avenue West.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Corporation as being the head office of the Corporation.

Dated at Montreal, December 8th, 1960.

JOAN CLARK,
*Chairman.*

56154-o

(P.G. 10202-52)

**Sunlite Food Products Inc.**

*Règlement N° 1*

Vu que la compagnie n'a plus d'affaires en la cité de Montréal et opère uniquement son commerce à sa place d'affaires au N° 150 du Boulevard des Laurentides, à Pont-Viau, il est devenu nécessaire de changer le siège social de la compagnie de 9760 rue St-Laurent, à Montréal, à 150 Boulevard des Laurentides, à Pont-Viau.

Sur motion dûment secondée, il est unanimement résolu

Que le règlement N° 1 soit adopté et qu'une copie de ce règlement, certifiée sous le sceau de la compagnie, soit remise au procureur général de la province de Québec et soit publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément à la loi.

Certifié copie conforme.

*Le Secrétaire,*
J. MOREL.

56174-o

(A.G. 10202-52)

**Sunlite Food Products Inc.**

*By-law No. 1*

In view of the fact that the company no longer carries on any business in the city of Montreal and carries on its operations only at No. 150 des Laurentides Boulevard, at Pont-Viau, it has become necessary to change the head office of the company from 9760 St-Laurent Street, in Montreal, to 150 des Laurentides Boulevard at Pont-Viau.

Motion has been duly seconded and it is unanimously resolved

That by-law No. 1 be adopted and that a copy of this by-law, certified under the seal of the company, be returned to the Attorney General of the Province of Quebec and that it be published in the *Quebec Official Gazette* in conformity with the law.

Certified true copy.

J. MOREL,
*Secretary.*

56174

## Soumissions

**Les commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Abord-à-Plouffe**

Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné L. Lapointe, secrétaire-trésorier, 3733, 2ième rue, L'Abord-à-Plouffe, comté de Laval, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 23 janvier 1961, pour l'achat de $850,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de L'Abord-à-Plouffe, comté de Laval, datées du 1er février 1961 et remboursables par séries du 1er février 1962 au 1er février 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er février et 1er août de chaque année Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt, telle que modifiée: 23 août 1960 — $850,000.00 — construction d'une école secondaire de filles et agrandissement d'une résidence.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $850,000.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er février 1962 | x$ 82,000.00 |
| 1er février 1963 | x 86,500.00 |
| 1er février 1964 | x 91,000.00 |
| 1er février 1965 | x 96,500.00 |
| 1er février 1966 | x 101,500.00 |

## Tenders

**The school commissioners for the municipality of L'Abord-à-Plouffe**

County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned L. Lapointe, secretary-treasurer, 3733 2nd St., L'Abord-à-Plouffe, county of Laval, until 8.00 o'clock p.m. on Monday, January 23, 1961, or the purchase of an issue of $850,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of L'Abord-à-Plouffe, county of Laval, dated February 1st, 1961, and redeemable serially from February 1st, 1962 to February 1st, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution, as modified: August 23, 1960 — $850,000.00 — construction of a girls' high school and the enlarging of a residence.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $850,000.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| February 1st, 1962 | x$ 82,000.00 |
| February 1st, 1963 | x 86,500.00 |
| February 1st, 1964 | x 91,000.00 |
| February 1st, 1965 | x 96,500.00 |
| February 1st, 1966 | x 101,500.00 |

| | |
|---|---|
| 1er février 1967 | $17,500.00 |
| 1er février 1968 | 18,500.00 |
| 1er février 1969 | 19,500.00 |
| 1er février 1970 | 20,500.00 |
| 1er février 1971 | 21,500.00 |
| 1er février 1972 | 23,000.00 |
| 1er février 1973 | 24,000.00 |
| 1er février 1974 | 25,500.00 |
| 1er février 1975 | 27,000.00 |
| 1er février 1976 | 28,500.00 |
| 1er février 1977 | 30,000.00 |
| 1er février 1978 | 31,500.00 |
| 1er février 1979 | 33,500.00 |
| 1er février 1980 | 35,000.00 |
| 1er février 1981 | 37,000.00 |

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $448,002.75, accordé par le Gouvernement provincial, et payable en cinq versements de $89,600.55 chacun, de 1962 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à L'Abord-à-Plouffe.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec ainsi qu'au bureau principal à Toronto, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1969 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1971 inclusivement, si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 23 janvier 1961 à 8.00 heures du soir, à 3733, 2ième rue, L'Abord-à-Plouffe.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Abord-à-Plouffe, (Comté de Laval), ce 29 décembre 1960.

*Le Secrétaire-trésorier,*
L. LAPOINTE.

3733, 2ième Rue,
L'Abord-à-Plouffe, (Laval), P.Q.
Téléphone: MUrray 1-5393. 56163-o

| | |
|---|---|
| February 1st, 1967 | $17,500.00 |
| February 1st, 1968 | 18,500.00 |
| February 1st, 1969 | 19,500.00 |
| February 1st, 1970 | 20,500.00 |
| February 1st, 1971 | 21,500.00 |
| February 1st, 1972 | 23,000.00 |
| February 1st, 1973 | 24,000.00 |
| February 1st, 1974 | 25,500.00 |
| February 1st, 1975 | 27,000.00 |
| February 1st, 1976 | 28,500.00 |
| February 1st, 1977 | 30,000.00 |
| February 1st, 1978 | 31,500.00 |
| February 1st, 1979 | 33,500.00 |
| February 1st, 1980 | 35,000.00 |
| February 1st, 1981 | 37,000.00 |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $448,002.75 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $89,600.55 each from 1962 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at L'Abord-à-Plouffe.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, as well as at the head office in Toronto, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1968 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1969 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1971 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, January 23, 1961, at 8.00 o'clock p.m., at 3733, 2nd St., L'Abord-à-Plouffe.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

L'Abord-à-Plouffe, (County of Laval), December 29, 1960.

L. LAPOINTE,
*Secretary-Treasurer.*

3733, 2nd St.,
L'Abord-à-Plouffe, (Laval), P.Q.
Telephone: MUrray 1-5393. 56163

## Village de St-Jean-Eudes
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sous-

## Village of St-Jean-Eudes
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Émile Bélanger,

signé Émile Bélanger, secrétaire-trésorier, St-Jean-Eudes, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 23 janvier 1961, pour l'achat de $65,000.00 d'obligations du village de St-Jean-Eudes, comté de Chicoutimi, datées du 1er février 1961 et remboursables par séries du 1er février 1962 au 1er février 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt, tels que modifiés: Nos 37 — $12,000.00 — achat d'un camion à incendie; 40-A — $35,000.00 — voirie; et 41-43 — $18,000.00 — achat de terrains et construction municipale.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $65,000.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er février 1962 | $2,500.00 |
| 1er février 1963 | 2,500.00 |
| 1er février 1964 | 2,500.00 |
| 1er février 1965 | 2,500.00 |
| 1er février 1966 | 2,500.00 |
| 1er février 1967 | 3,000.00 |
| 1er février 1968 | 3,500.00 |
| 1er février 1969 | 3,500.00 |
| 1er février 1970 | 4,000.00 |
| 1er février 1971 | 4,000.00 |
| 1er février 1972 | 2,500.00 |
| 1er février 1973 | 3,000.00 |
| 1er février 1974 | 3,000.00 |
| 1er février 1975 | 3,000.00 |
| 1er février 1976 | 3,000.00 |
| 1er février 1977 | 3,500.00 |
| 1er février 1978 | 4,000.00 |
| 1er février 1979 | 4,000.00 |
| 1er février 1980 | 4,000.00 |
| 1er février 1981 | 4,500.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Arvida, comté de Jonquière-Kénogami.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1969 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1971 inclusivement, si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

secretary-treasurer, St-Jean-Eudes, county of Chicoutimi, until 8.00 o'clock p.m., on Monday, January 23, 1961, for the purchase of an issue of $65,000.00 of bonds for the village of St-Jean-Eudes, county of Chicoutimi, dated February 1st, 1961, and redeemable serially from February 1st, 1962 to February 1st, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws, as modified: Nos. 37 — $12,000.00 — purchase of a fire truck; 40-A — $35,000.00 — road; and 41-43 — $18,000.00 — purchase of land and municipal building.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $65,000.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| February 1st, 1962 | $2,500.00 |
| February 1st, 1963 | 2,500.00 |
| February 1st, 1964 | 2,500.00 |
| February 1st, 1965 | 2,500.00 |
| February 1st, 1966 | 2,500.00 |
| February 1st, 1967 | 3,000.00 |
| February 1st, 1968 | 3,500.00 |
| February 1st, 1969 | 3,500.00 |
| February 1st, 1970 | 4,000.00 |
| February 1st, 1971 | 4,000.00 |
| February 1st, 1972 | 2,500.00 |
| February 1st, 1973 | 3,000.00 |
| February 1st, 1974 | 3,000.00 |
| February 1st, 1975 | 3,000.00 |
| February 1st, 1976 | 3,000.00 |
| February 1st, 1977 | 3,500.00 |
| February 1st, 1978 | 4,000.00 |
| February 1st, 1979 | 4,000.00 |
| February 1st, 1980 | 4,000.00 |
| February 1st, 1981 | 4,500.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Arvida, county of Jonquière-Kénogami.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1968 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1969 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1971 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque egual to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 janvier 1961 à 8.00 heures du soir, au collège de St-Jean-Eudes, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean-Eudes, (Comté de Chicoutimi), ce 29 décembre 1960.

*Le Secrétaire-trésorier,*
ÉMILE BÉLANGER.

Adresse postale: C.P. 130,
St-Jean-Eudes, (Chicoutimi), P.Q.
Téléphone: LIberté 8-8737. 56164-o

---

**Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Hilaire**
Comté de Rouville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-Eugène Létourneau, secrétaire-trésorier, R.R. N° 1, St-Hilaire, comté de Rouville, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 24 janvier 1961, pour l'achat de $255,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de St-Hilaire, comté de Rouville, datées du 1er janvier 1961 et remboursables par séries du 1er janvier 1962 au 1er janvier 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt, telle que modifiée: 27 août 1960 — $255,000.00 — agrandissement de l'école N° 3 et dépenses accessoires.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $255,000.00 — 20 ans*

| *Année* | | *Capital* |
|---|---|---|
| 1er janvier 1962 | x | $31,000.00 |
| 1er janvier 1963 | x | 33,000.00 |
| 1er janvier 1964 | x | 34,500.00 |
| 1er janvier 1965 | x | 36,500.00 |
| 1er janvier 1966 | x | 38,500.00 |
| 1er janvier 1967 | | 3,500.00 |
| 1er janvier 1968 | | 4,000.00 |
| 1er janvier 1969 | | 4,000.00 |
| 1er janvier 1970 | | 4,500.00 |
| 1er janvier 1971 | | 4,500.00 |
| 1er janvier 1972 | | 4,500.00 |
| 1er janvier 1973 | | 5,000.00 |
| 1er janvier 1974 | | 5,500.00 |
| 1er janvier 1975 | | 5,500.00 |
| 1er janvier 1976 | | 6,000.00 |
| 1er janvier 1977 | | 6,000.00 |
| 1er janvier 1978 | | 6,500.00 |
| 1er janvier 1979 | | 7,000.00 |
| 1er janvier 1980 | | 7,500.00 |
| 1er janvier 1981 | | 7,500.00 |

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $185,000.00, accordé par le Gouvernement provincial, et payable en cinq versements de $37,000.00 chacun, de 1962 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, January 23, 1961, at 8.00 o'clock p.m., in St-Jean-Eudes college, county of Chicoutimi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Jean-Eudes, (County of Chicoutimi), December 29, 1960.

ÉMILE BÉLANGER,
*Secretary-Treasurer.*

Postal address: P.O.B. 130,
St-Jean-Eudes, (Chicoutimi), P.Q.
Telephone: LIberté 8-8737. 56164

---

**The school commissioners for the municipality of the parish of St-Hilaire**
County of Rouville

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-Eugène Létourneau, secretary-treasurer, R.R. No. 1, St-Hilaire, county of Rouville, until 8.00 o'clock p.m., on Tuesday, January 24, 1961, for the purchase of an issue of $255,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of the parish of St-Hilaire, county of Rouville, dated January 1st, 1961, and redeemable serially from January 1st, 1962 to January 1st, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution, as modified: August 27, 1960 — $255,000.00 — enlarging of No. 3 school and incidental expenses.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $255,000.00 — 20 years*

| *Year* | | *Capital* |
|---|---|---|
| January 1st, 1962 | x | $31,000.00 |
| January 1st, 1963 | x | 33,000.00 |
| January 1st, 1964 | x | 34,500.00 |
| January 1st, 1965 | x | 36,500.00 |
| January 1st, 1966 | x | 38,500.00 |
| January 1st, 1967 | | 3,500.00 |
| January 1st, 1968 | | 4,000.00 |
| January 1st, 1969 | | 4,000.00 |
| January 1st, 1970 | | 4,500.00 |
| January 1st, 1971 | | 4,500.00 |
| January 1st, 1972 | | 4,500.00 |
| January 1st, 1973 | | 5,000.00 |
| January 1st, 1974 | | 5,500.00 |
| January 1st, 1975 | | 5,500.00 |
| January 1st, 1976 | | 6,000.00 |
| January 1st, 1977 | | 6,000.00 |
| January 1st, 1978 | | 6,500.00 |
| January 1st, 1979 | | 7,000.00 |
| January 1st, 1980 | | 7,500.00 |
| January 1st, 1981 | | 7,500.00 |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $185,000.00 granted by the Provincial Government and payable in five instalments of $37,000.00 each, from 1962 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Hilaire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er janvier 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er janvier 1969 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er janvier 1971 inclusivement, si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 24 janvier 1961 à 8.00 heures du soir, en la salle de la fabrique à St-Hilaire.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Hilaire, (Comté de Rouville), ce 30 décembre 1960.

*Le Secrétaire-trésorier,*
J.-EUGÈNE LÉTOURNEAU.

R.R. N° 1,
St-Hilaire, (Rouville), P.Q.
Téléphone: FO. 7-5141. 56173-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Hilaire.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to January 1st, 1968 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to January 1st, 1969 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to January 1st, 1971 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, January 24, 1961, at 8.00 o'clock p.m., in the fabrique auditorium in St-Hilaire.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Hilaire, (County of Rouville), December 30, 1960.

J.-EUGÈNE LÉTOURNEAU,
*Secretary-Treasurer.*

R.R. No. 1,
St-Hilaire, (Rouville), P.Q.
Telephone: FO. 7-5141. 56173

## Cité d'Alma
### Comté de Lac St-Jean

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, J.-C. Moisan, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Alma, Lac St-Jean, jusqu'à 3.00 heures de l'après-midi, lundi, le 23 janvier 1961, pour l'achat de $555,000.00 d'obligations de la cité d'Alma, comté de Lac St-Jean, datées du 1er février 1961 et remboursables par séries du 1er février 1962 au 1er février 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement, les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt, tel que modifié: N° 237 — $555,000.00 — aqueduc, drainage, voirie, trottoirs, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er février 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $555,000.00 — 20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er février 1962 | $15,000.00 |
| 1er février 1963 | 16,000.00 |
| 1er février 1964 | 17,000.00 |
| 1er février 1965 | 18,000.00 |
| 1er février 1966 | 19,000.00 |
| 1er février 1967 | 20,000.00 |
| 1er février 1968 | 21,000.00 |
| 1er février 1969 | 23,000.00 |
| 1er février 1970 | 24,000.00 |

## City of Alma
### County of Lake St. John

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-C. Moisan, secretary-treasurer, City Hall, Alma, Lake St. John, until 3.00 o'clock p.m., on Monday, January 23, 1961, for the purchase of an issue of $555,000.00 of bonds for the city of Alma, county of Lake St. John, dated February 1st, 1961, and redeemable serially from February 1st, 1962 to February 1st, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law, as modified: No. 237 — $555,000.00 — aqueduct, drainage, roads, sidewalks, etc.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from February 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $555,000.00 — 20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| February 1st, 1962 | $15,000.00 |
| February 1st, 1963 | 16,000.00 |
| February 1st, 1964 | 17,000.00 |
| February 1st, 1965 | 18,000.00 |
| February 1st, 1966 | 19,000.00 |
| February 1st, 1967 | 20,000.00 |
| February 1st, 1968 | 21,000.00 |
| February 1st, 1969 | 23,000.00 |
| February 1st, 1970 | 24,000.00 |

| | |
|---|---|
| 1er février 1971 | $26,000.00 |
| 1er février 1972 | 27,000.00 |
| 1er février 1973 | 29,000.00 |
| 1er février 1974 | 30,000.00 |
| 1er février 1975 | 32,000.00 |
| 1er février 1976 | 34,000.00 |
| 1er février 1977 | 36,000.00 |
| 1er février 1978 | 38,000.00 |
| 1er février 1979 | 41,000.00 |
| 1er février 1980 | 43,000.00 |
| 1er février 1981 | 46,000.00 |

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Alma.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, ainsi qu'au bureau principal à Toronto, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1968 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1969 inclusivement, si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1971 inclusivement, si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 janvier 1961, à 3.00 heures p.m., à l'Hôtel de Ville d'Alma.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Alma, (Comté de Lac St-Jean), ce 30 décembre 1960.

*Le Secrétaire-trésorier,*
J.-C. MOISAN.

Hôtel de Ville,
Alma, (Lac St-Jean), P.Q.
Téléphone: NOR. 2-3779. 56177-o

---

**Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Murdochville**
Comté de Gaspé-Nord

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gabriel Bernard, N.P., secrétaire-trésorier, 683, 4ème rue, Murdochville, comté de Gaspé-Nord, jusqu'à 4.30 heures de l'après-midi, mardi, le 24 janvier 1961, pour l'achat de $231,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Murdochville, comté de Gaspé-Nord, datées du 1er février 1961 et remboursables par séries du 1er février 1962 au 1er février 1981 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6% par année, payable semi-annuellement les 1er février

| | |
|---|---|
| February 1st, 1971 | $26,000.00 |
| February 1st, 1972 | 27,000.00 |
| February 1st, 1973 | 29,000.00 |
| February 1st, 1974 | 30,000.00 |
| February 1st, 1975 | 32,000.00 |
| February 1st, 1976 | 34,000.00 |
| February 1st, 1977 | 36,000.00 |
| February 1st, 1978 | 38,000.00 |
| February 1st, 1979 | 41,000.00 |
| February 1st, 1980 | 43,000.00 |
| February 1st, 1981 | 46,000.00 |

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Alma.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec, as well as at the head office in Toronto, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to February 1st, 1968 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1969 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1971 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Québec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date: however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Monday, January 23, 1961, at 3.00 o'clock p.m., in the City Hall, Alma.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Alma, (County of Lake St. John), December 30, 1960.

J.-C. MOISAN,
*Secretary-Treasurer.*

City Hall,
Alma, (Lake St. John), P.Q.
Telephone: NOR. 2-3779. 56177

---

**The school commissioners for the municipality of Murdochville**
County of Gaspé-North

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gabriel Bernard, N.P., secretary-treasurer, 683, 4th St., Murdochville, county of Gaspé-North, until 4.30 o'clock p.m., on Tuesday, January 24, 1961, for the purchase of an issue of $231,000.00 of bonds for the school commissioners for the municipality of Murdochville, county of Gaspé-North, dated February 1st, 1961, and redeemable serially from February 1st, 1962 to February 1st, 1981 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st

et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 19 septembre 1960, telle que modifiée — construction d'une annexe à l'école et d'une résidence pour les religieuses.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er mars 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement — $231,000.00 — 20 ans*

| *Année* | | *Capital* |
|---|---|---|
| 1er février 1962 | x | $32,500.00 |
| 1er février 1963 | x | 34,500.00 |
| 1er février 1964 | x | 36,500.00 |
| 1er février 1965 | | 4,500.00 |
| 1er février 1966 | | 5,000.00 |
| 1er février 1967 | | 5,000.00 |
| 1er février 1968 | | 5,500.00 |
| 1er février 1969 | | 5,500.00 |
| 1er février 1970 | | 6,000.00 |
| 1er février 1971 | | 6,500.00 |
| 1er février 1972 | | 7,000.00 |
| 1er février 1973 | | 7,500.00 |
| 1er février 1974 | | 7,500.00 |
| 1er février 1975 | | 8,000.00 |
| 1er février 1976 | | 8,500.00 |
| 1er février 1977 | | 9,000.00 |
| 1er février 1978 | | 9,500.00 |
| 1er février 1979 | | 10,000.00 |
| 1er février 1980 | | 11,000.00 |
| 1er février 1981 | | 11,500.00 |

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $102,300.00, accordé par le gouvernement provincial et payable en trois versements de $34,100.00 chacun, de 1962 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Murdochville, comté de Gaspé-Nord.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er février 1968 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er février 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er février 1971 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 24 janvier 1961, à 4.30 heures de l'après-midi, à 683, 4ème rue, Murdochville, comté de Gaspé-Nord.

of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated September 19, 1960 — as modified — construction of a wing on the school and a residence for the religious.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from March 1st, 1961.

The table of redemption is as follows:

*Table of redemption — $231,000.00 — 20 years*

| *Year* | | *Capital* |
|---|---|---|
| February 1st, 1962 | x | $32,500.00 |
| February 1st, 1963 | x | 34,500.00 |
| February 1st, 1964 | x | 36,500.00 |
| February 1st, 1965 | | 4,500.00 |
| February 1st, 1966 | | 5,000.00 |
| February 1st, 1967 | | 5,000.00 |
| February 1st, 1968 | | 5,500.00 |
| February 1st, 1969 | | 5,500.00 |
| February 1st, 1970 | | 6,000.00 |
| February 1st, 1971 | | 6,500.00 |
| February 1st, 1972 | | 7,000.00 |
| February 1st, 1973 | | 7,500.00 |
| February 1st, 1974 | | 7,500.00 |
| February 1st, 1975 | | 8,000.00 |
| February 1st, 1976 | | 8,500.00 |
| February 1st, 1977 | | 9,000.00 |
| February 1st, 1978 | | 9,500.00 |
| February 1st, 1979 | | 10,000.00 |
| February 1st, 1980 | | 11,000.00 |
| February 1st, 1981 | | 11,500.00 |

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $102,300.00 granted by the Provincial Government and payable in three instalments of $34,100.00 each, from 1962 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Murdochville, county of Gaspé-North.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemably by anticipation prior to February 1st, 1968 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to February 1st, 1969 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to February 1st, 1971 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, January 24, 1961, at 4.30 o'clock p.m., at 683, 4th St., Murdochville, county of Gaspé-North.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Murdochville, (Comté de Gaspé-Nord), ce 3 janvier 1961.

*Le Secrétaire-trésorier,*
GABRIEL BERNARD, N.P.

Adresse postale: Case postale 1180,
Murdochville, (Gaspé-Nord), P.Q.
Téléphone: 2343. 56178-o

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Murdochville, (County of Gaspé-North), January 3, 1961.

GABRIEL BERNARD, N.P.,
*Secretary-Treasurer.*

Postal address: Post Office Box 1180,
Murdochville, (Gaspé-North), P.Q.
Telephone: 2343. 56178

## Ventes pour taxes

### Commission des écoles de Saint-Honoré

District de Chicoutimi

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-et-un décembre 1960, à ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la commission des écoles de Saint-Honoré et à la municipalité du village ou de la paroisse de Saint-Honoré selon le cas, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du couvent de Saint-Honoré, lieu ordinaire des séances de la commission scolaire, le VINGT-QUATRE JANVIER 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Toutefois, seront exclus de la vente les immeubles sur lesquels les taxes scolaires et municipales imposées avant le 31 décembre 1958 auront été payées, avec intérêts et frais, avant la vente.

1. Jean-Marie Boudreault.— Le lot 12-C, rang 9, canton Simard, sous billet de location.
2. Paul-Émile Desbiens.— Le lot 18, rang 9, canton Simard, sous billet de location, avec réserve des servitudes concédées à la Compagnie Électrique du Saguenay par acte déposé au bureau d'enregistrement à Chicoutimi, le 29 avril 1954 sous le numéro 121,179.
3. William Desbiens.— Les lots 16 et 17, rang 9, canton Simard, avec réserve des servitudes à la Compagnie Électrique du Saguenay par acte déposé à Chicoutimi, le 23 août 1954, sous le numéro 121,128.
4. Jean-Eudes Gagnon.— Le lot 28, rang 8, canton Simard.
5. Madame Hermel Tremblay.— Les lots 8 et 9, rang 9, canton Simard.
6. Jean-Baptiste Lespérance.— Lots blocs E et F, rang 7, canton Simard, sous billet de location.
7. Paul Boulianne.— Le lot 62, rang 7, canton Tremblay, à titre très précaire.
8. Maurice Tremblay.— Un terrain faisant partie du résidu non subdivisé du lot 76, rang 8, canton Tremblay, mesurant 50 pieds de largeur du sud au nord, sur 100 pieds de profondeur de l'ouest à l'est, borné; à l'ouest par le chemin public; à l'est par le terrain de Raoul Gaudreault; au sud par le résidu du terrain appartenant à Ludger-H. Petit en suivant une ligne parallèle à la ligne nord d'un terrain appartenant à la Compagnie du Téléphone Saguenay-Québec ou représentants, cette ligne parallèle étant distance de 30 pieds vers le nord; au nord, encore par le résidu du terrain de Ludger-H. Petit ou représentants.
9. Alfred Desrosiers.— Le lot 54, rang 10, canton Tremblay, sous billet de location.
10. Gonzague Tremblay.— Les lots 58 et 59, rang 10, canton Tremblay.
11. Gérard Jetté.— *a*) La demie sud des lots 69 et 70, rang 8, canton Tremblay;
*b*) La demie nord des lots 69 et 70, rang 8, canton Tremblay, sous billet de location.
12. Georges-Henri Tremblay.— Le lot 73, rang 8, canton Tremblay, sous billet de location.

Les lots ou parties de lots ci-dessus désignés sont, suivant le cas, des cadastres du canton Tremblay ou du canton Simard.

## Sales for Taxes

### School Commission of Saint-Honoré

District of Chicoutimi

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission, by a decision dated the twenty-first day of December, 1960, has ordered the undersigned, in conformity with the provisions of section VII of the Quebec Municipal Commission Act (R.S.Q. 1941, chapter 207) to sell the immoveables hereinafter designated in payment of the arrears of taxes due to the school commission of Saint-Honoré and to the municipality of the village or of the parish of St-Honoré, whatever the case may be, with interest and costs, and that consequently the said immoveables will be sold by public auction in the convent auditorium of Saint-Honoré, the usual location of school commission meetings, on the TWENTY-FOURTH day of JANUARY, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

However, the immoveables on which the school and municipal taxes imposed before December 31, 1958 will have been payed, with interest and costs before the sale, will be excluded from the sale.

1. Jean-Marie Boudreault.— Lot 12-C, range 9, township of Simard, under ticket of location.
2. Paul-Émile Desbiens.— Lot 18, range 9, township of Simard, under ticket of location, with the reservation of the servitudes ceded to the Saguenay Electric Company by a deed filed at the registry office in Chicoutimi on April 29, 1954 under number 121,179.
3. William Desbiens.— Lots 16 and 17, range 9, township of Simard, with the reservation of the servitudes belonging to the Saguenay Electric Company by a deed filed in Chicoutimi on August 23, 1954, under number 121,128.
4. Jean-Eudes Gagnon.— Lot 28, range 8, township of Simard.
5. Mrs. Hermel Tremblay.— Lots 8 and 9, range 9, township of Simard.
6. Jean-Baptiste Lespérance.— Lots blocks E and F, range 7, township of Simard, under ticket of location.
7. Paul Boulianne.— Lot 62, range 7, township of Tremblay, with a very dubious title.
8. Maurice Tremblay.— A terrain forming a part of the undivided remainder of lot 76, range 8, township of Tremblay, measuring 50 feet in width from south to north, by 100 feet in depth from west to east, bounded: on the west by the public road; on the east by the land belonging to Raoul Gaudreault; on the south by the remainder of the land belonging to Ludger-H. Petit and following a parallel line to the north line of a terrain belonging to the Saguenay-Quebec Telephone Company or representatives, said parallel line being at a distance of 30 feet to the north; on the north, also by the remainder of the land of Ludger-H. Petit or representatives.
9. Alfred Desrosiers.— Lot 54, range 10, township of Tremblay, under ticket of location.
10. Gonzague Tremblay.— Lots 58 and 59, range 10, township of Tremblay.
11. Gérard Jetté.— *a*) The south half of lots 69 and 70, range 8, township of Tremblay;
*b*) The north half of lots 69 and 70, range 8, township of Tremblay, under ticket of location.
12. Georges-Henri Tremblay.— Lot 73, range 8, township of Tremblay, under ticket of location.

The lots or parts of lots hereinabove designated, as the case may be, are in the cadaster of the township of Tremblay or the township of Simard.

Ces immeubles seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, s'il y en a, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Honoré, ce vingt-trois décembre 1960.

*Le Secrétaire-trésorier,*
FRANCIS DUFOUR.

56108-53-2-o

These immoveables will be sold with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, if any, and with all the servitudes, active and passive, apparent or unapparent which might affect them.

The adjudication price of each of these immoveables are payable immediately.

The sale will also be subject to the right of withdrawal and to other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Honoré, this twenty-third day of December, 1960.

FRANCIS DUFOUR,
*Secretary-Treasurer.*

56108-53-2

## Municipalité du canton Taché

Comté de Jonquière-Kénogami

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-et-un décembre 1960, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de la section VII de la Loi de la Commission municipale de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 207) de vendre les immeubles ci-dessous désignés pour satisfaire au paiement des arrérages de taxes dues à la corporation municipale du canton Taché (St-Nazaire), à la commission scolaire de canton Taché (St-Nazaire) ainsi que les répartitions dues à la corporation des Syndics de la paroisse de St-Nazaire, avec intérêts et frais, et qu'en conséquence lesdits immeubles seront vendus par encan public dans la salle du collège de canton Taché (St-Nazaire) le VINGT-CINQ JANVIER 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

1. J.-M. Martel.— Le lot 35, rang 8, canton Taché, sous billet de location.
2. Madame Napoléon Martel.— Le lot 33, rang 8, canton Taché, sous billet de location.
3. Dominique Martel.— Le lot 34, rang 8, canton Taché, sous billet de location.

Lesdits lots seront vendus avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, et avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes pouvant les affecter.

Les versements non échus des taxes municipales consolidées, s'il en est, seront à la charge de l'acquéreur.

Le prix d'adjudication de chacun de ces immeubles sera payable immédiatement.

La vente sera en outre sujette au droit de retrait et aux autres dispositions de la Loi de la Commission municipale de Québec.

Donné à Saint-Nazaire, ce vingt-et-un décembre 1960.

*Le Secrétaire-trésorier,*
J. A. TREMBLAY.

56110-53-2-o

## Municipality of the township of Taché

County of Jonquière-Kénogami

Public notice is hereby given that the Municipal Commission of Quebec, by a decision dated the twenty-first day of December, 1960, has ordered that the undersigned, in conformity with the provisions of section VII of the Municipal Commission Act of Quebec (R.S.Q., 1941, chapter 207) to sell the immoveables hereinafter designated in payment of the arrears of taxes due to the municipal corporation of the township of Taché (St-Nazaire), to the school commission of the township of Taché (St-Nazaire) as well as the assessments due to the corporation of the trustees of the parish of St-Nazaire, with interest and costs, and consequently the said immoveables will be sold by public auction in the auditorium of the college of the township of Taché (St-Nazaire), on the TWENTY-FIFTH day of JANUARY, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

1. J.-M. Martel.— Lot 35, range 8, township of Taché, under ticket of location.
2. Mrs. Napoléon Martel.— Lot 33, range 8, township of Taché, under ticket of location.
3. Dominique Martel.— Lot 34, range 8, township of Taché, under ticket of location.

The said lots will be sold with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, and with all the servitudes, active and passive, apparent or unapparent which may affect them.

The unmatured payment of consolidated municipal taxes, if any, will be charged to the acquirer.

The adjudication price of each of these immoveables will be payable immediately.

The sale will also be subject to the right of withdrawal and to other provisions of the Quebec Municipal Commission Act.

Given at Saint-Nazaire, this twenty-first day of December, 1960.

J. A. TREMBLAY,
*Secretary-Treasurer.*

56110-53-2

## Municipalité du comté de Témiscouata

Avis public est par le présent donné par le soussigné, J.-Alp. Langlais, N.P., secrétaire-trésorier de la municipalité du comté de Témiscouata, que JEUDI, le NEUVIÈME jour de MARS mil neuf cent soixante et un, à DIX heures de l'avant-midi, heure de l'Atlantique, à la salle du conseil municipal, au Centre des Loisirs, à Notre-Dame-du-Lac, chef-lieu du comté, seront vendus à l'enchère publique les immeubles ci-après désignés pour non paiement des taxes municipales, scolaires, frais et charges dûs sur chacun de ces immeubles, à moins que lesdites taxes, frais et charges ne soient payés avant la vente avec les frais encourus, savoir:

## Municipality of the county of Témiscouata

Public notice is hereby given by the undersigned, J.-Alp. Langlais, N.P., secretary-treasurer for the municipality of the county of Témiscouata, that on THURSDAY, the NINTH day of MARCH, one thousand nine hundred and sixty-one, at TEN o'clock in the forenoon, Atlantic Time, in the Municipal Council Room, in the Recreational Center, at Notre-Dame-du-Lac, county seat, the immoveables hereinafter designated shall be sold by public auction for non-payment of municipal and school taxes, costs and charges due on each of these immoveables, unless the said taxes, costs and charges shall have been paid, plus costs incurred before the sale to wit:

Corporation scolaire de St-Juste-du-Lac — School Corporation of St-Juste-du-Lac

| Nom des propriétaires — Name of Owners | Occupation | Adresse — Address | Superficie — Area | N° du lot — Lot No. | Cadastre | Rg — R'ge | Taxes mun. — Mun. taxes | Taxes scol. — Sch. taxes | Frais — Costs | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Roger Guérette... | Cultivateur-Farmer. | St-Juste-du-Lac. | 87..... | 7..... | Seign. du Lac Témiscouata. | 4..... | $25.00 | $63.98 | $ 1.50 | $90.48 |
| Jean-Léon Ouellet. | " | 7542, Châteaubriand Mtrl..... | 92..... | 9..... | | 8..... | 20.98 | 39.02 | 1.09 | 61.09 |
| Roger St-Onge.... | " | St-Juste-du-Lac..... | 84 1/2..... | P. 10 et-and 11. | Seign. of Lake Témiscouata. | 9..... | 33.06 | 103.53 | 3.50 | 140.09 |
| Roland Levasseur | " | " | 111..... | 8..... | " | 6..... | 22.68 | 41.39 | 1.25 | 65.32 |
| Jacques Bérubé... | " | " | 111..... | 15..... | " | 6..... | 19.14 | 28.71 | 0.20 | 40.05 |
| Roland Bérubé... | " | " | 111..... | 18..... | " | 6..... | 21.48 | 39.20 | 0.23 | 60.91 |
| Arthur Ouellet.... | " | " | 2..... | P. 18.. | " | 4..... | 18.20 | 18.60 | 1.85 | 38.65 |
| Lucien Lord..... | " | " | 84..... | 2..... | " | 9..... | 51.80 | 77.80 | 6.76 | 136.36 |
| Louis Ouellet..... | " | " | 1..... | P. 6... | " | 9..... | 14.40 | 23.94 | 2.01 | 40.35 |
| Romuald Lepage.. | " | " | 83 1/2..... | 10..... | " | 9..... | 46.05 | 72.42 | 3.97 | 122.44 |
| Eddy Thibault... | " | " | 1..... | P. 15.. | " | 8..... | 24.80 | 39.57 | 2.65 | 67.02 |
| Camille Ouellet... | " | 225, Ave Grandville Valleyfield, P.Q. | 111 | 2 | | 6 | 53.76 | 89.37 | 4.66 | 147.79 |

Corporation municipale de Ste-Rose-du-Dégelé — Municipal corporation of Ste-Rose-du-Dégelé

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Philippe Pelletier | Cultivateur-Farmer. | Ste-Rose-du-Dégelé..... | 45..... | 179A.. | Ste-Rose-du-Dégelé.... | 2..... | 4.00 | 6.00 | 0.99 | 10.99 |
| David Beaulieu... | Cheminot-Trackman.. | " | 1/4a..... | P. 37.. | " | 1..... | 16.00 | 24.00 | 1.00 | 41.00 |
| François-P. Michaud..... | Chauffeur-Stoker..... | " | 1/4a..... | P. 41.. | " | 1..... | 94.20 | 66.88 | 1.25 | 162.33 |
| Joseph-N. Dubé.. | Cultivateur-Farmer. | " | 90..... | P. 66, 67, 68 | " | 1..... | 28.00 | 42.00 | 0.99 | 70.99 |

Corporation municipale de St-Louis-du-Ha! Ha! — Municipal corporation of St-Louis-du-Ha! Ha!

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Ludger Ouellet... | Journalier-Day-labourer. | St-Louis-du-Ha! Ha!.... | 1/2 arp.... | P. 65.. | Canton-town. Armand | B..... | 13.39 | 18.36 | ..... | 31.75 |

Corporation scolaire de Ste-Rose-du-Dégelé — School corporation of Ste-Rose-du-Dégelé

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Joseph-N. Dubé.. | Cultivateur-Farmer. | Ste-Rose-du-Dégelé..... | 125..... | A-1... | Seign. | A..... | ..... | 9.00 | ..... | 9.00 |
| Joseph-N. Dubé.. | " | " | 157..... | 1..... | du Lac | A..... | 6.25 | 18.00 | 0.25 | 24.50 |
| Hervé-S. Lavoie.. | " | " | 100..... | 14.... | Témiscouata-Seign. of Lake Témiscouata. | B..... | 6.75 | 18.00 | 0.50 | 25.25 |

Corporation scolaire (Dissidente) de Rivière-Bleue (Pied-du-Lac)
School corporation (Dissident) of Rivière-Bleue (Pied-du-Lac)

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| François Thibault. | Cultivateur-Farmer. | Pied-du-Lac | 100' x 150' | A-38 et-and A-39 | Cabano | 12.... | ..... | 37.50 | ..... | ..... |
| François Thibault. | " | " | 50' x 150' | A-37. | " | 12.... | ..... | 6.00 | 0.35 | 6.35 |
| Amable Thibault | " | " | 100..... | 3..... | Packington.... | 2..... | ..... | 42.50 | ..... | 42.50 |
| Amable Thibault | " | " | 100..... | 5..... | " | 2..... | ..... | 34.00 | 0.35 | 34.35 |
| Pamphile Fontaine..... | " | " | 150..... | 3/4 de-of 4 . | Cabano | 10.... | 4.70 | 34.00 | ..... | 38.70 |
| Pamphile Fontaine..... | " | " | 100..... | 1/4-4 et-and 1/2-5 | " | 10.... | 5.00 | 42.50 | ..... | 47.50 |
| Pamphile Fontaine..... | " | " | 100..... | 3..... | | 10.... | 11.00 | 93.50 | 0.35 | 104.85 |
| André Goulet.... | " | " | 75' x 100'.. | P. de-of B | " | 12.... | ..... | 32.00 | 0.35 | 32.35 |

Municipalité de St-Joseph-de-la-Rivière-Bleue — Municipality of St-Joseph-de-la-Rivière-Bleue

| Nom des propriétaires — Name of Owners | Occupation | Adresse — Address | Superficie — Area | N° du lot — Lot No. | Cadastre | Rg — R'ge | Taxes mun. — Mun. taxes | Taxes scol. — Sch. taxes | Frais — Costs | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Évangéliste Bossé | Journalier-Day-labourer | R.-Bleue | | P. de of 1 | Botsford | 1 | 50.90 | 27.95 | | 78.85 |
| Hervé Desrosiers | Cultivateur-Farmer | " | | 24 | " | 6 | 57.87 | 50.50 | | 108.37 |
| Charles-Aimé Plourde | " | " | | 25 | " | 7 | 36.20 | 18.89 | | 55.09 |
| Léopold Nadeau | " | " | | 1/2 S. 9a et and 9b | " | 1 | 112.75 | 33.75 | | 146.50 |
| Léopold Nadeau | " | " | | 24 | " | 2 | 20.00 | 11.25 | | 31.25 |
| Lucien Lagacé | " | " | | 52 | Estcourt | 7 | 71.71 | 91.95 | | 163.66 |
| Ovila St-Pierre | " | " | | 44 | " | 8 | 56.05 | 54.05 | | 110.10 |
| Pierre St-Onge | " | " | 100' x 100' | P. de of 62 | " | 5 | 6.20 | 7.45 | | 13.65 |

Municipalité de St-Marc-du-Lac-Long — Municipality of St-Marc-du-Lac-Long

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Omer Boutin | Journalier-Day-labourer | Les Étroits | 85' x 85' | P. de of 38-B | Packington | 1 | 16.77 | 30.88 | | 47.65 |

Corporation scolaire de St-Godard-de-Lejeune — School corporation of St-Godard-de-Lejeune

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Irenée Caron | Cultivateur-Farmer | N.-D.-du-Lac | 100 acr. | 12 | Auclair | 2 | 44.50 | 94.40 | 0.45 | 139.35 |
| Joseph Langlais | " | " | 100 " | 6 | " | 2 | 17.25 | 34.80 | 0.45 | 52.50 |
| Mme-Mrs. Vve-w. Louis Martin | " | St-Épiphane | 100 " | 10 | " | 2 | 46.50 | 138.60 | 0.45 | 185.55 |
| Fernand Lebel | " | Ste-Rose-du-Dégelé | 100 " | 23 | " | 2 | 20.00 | 40.60 | 0.45 | 61.05 |
| Fernand Lebel | " | " | 100 " | 17 | " | 1 | 19.50 | 52.20 | 0.45 | 72.15 |
| Albert Côté | " | Lejeune | 100 " | 22 | " | 2 | 39.75 | 81.70 | 0.45 | 121.90 |

Municipalité de St-Dominique-du-Lac — Municipality of St-Dominique-du-Lac

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Lionel Langlais | Cultivateur-Farmer | St-Juste-du-Lac | 89 acr. | 1 | Témis. | 3 | 28.00 | 25.55 | 0.95 | 54.50 |
| Lionel Langlais | " | " | 89 " | 12 | " | 4 | 34.38 | 35.95 | 1.35 | 72.18 |
| Yvon Dubé | " | " | 111 " | 13 | " | 6 | 46.96 | | 1.65 | 48.61 |
| Gabriel Ouellet | " | " | 70 " | 10 | " | 1 | 76.88 | 29.66 | 2.10 | 108.64 |
| Gabriel Ouellet | " | " | 61 " | 14 | " | 2 | 15.28 | | 0.60 | 15.88 |
| Jos.-E. Côté | " | " | 118 " | 28 | " | 3 | 28.32 | | 1.20 | 29.52 |
| Victorien Lord | " | " | 89 " | 14 | " | 4 | 38.04 | | 0.50 | 38.54 |
| Aurèle Veilleux | " | " | 100 " | 29 | " | 3 | 43.12 | 22.68 | 1.95 | 67.75 |
| Maurice Veilleux | " | " | 89 " | 16 | " | 4 | 39.08 | | 1.30 | 40.38 |

Municipalité de St-Benoît-Abbé — Municipality of St-Benoît-Abbé

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Adolphe Albert | Cultivateur-Farmer | St-Benoît-Abbé | 100 acr. | 3 | Robinson | 4 | 34.79 | 110.64 | 1.75 | 147.18 |
| Roger Beaulieu | " | " | 80 " | 7 | " | 11 | 167.47 | 111.24 | 5.55 | 284.26 |
| Edmond Boucher | " | " | 100 acr. | 3 | " | 6 | 25.20 | 96.30 | 1.25 | 122.75 |
| Patrick Dubé | " | " | 100 " | 27 | " | 8 | 40.23 | 26.82 | 2.00 | 69.05 |
| Patrick Dubé | " | " | 100 " | 28 | " | 8 | 115.83 | 97.22 | 5.75 | 218.80 |
| Cyrille Ducase | " | " | 100 " | 9 | Packington | 4 | 114.46 | 154.22 | 5.70 | 274.38 |
| L.-P. Payard | Bourgeois-Gentleman | Clairs, N.-B. | (12 acr. | P. 6, 7 et- and 8, s.-o.-s.-w. ch. rd.) | " | 6 | 48.00 | 118.08 | 2.40 | 168.48 |
| Gaston Malenfant | Cultivateur-Farmer | St-Bénoit-Abbé | 100 acr. | 34 | " | 5 | 18.40 | 38.80 | 0.90 | 58.10 |
| Georges St-Pierre | " | " | 100 " | 34 | " | 8 | 146.61 | 97.74 | 5.43 | 249.78 |
| René Saucier | " | " | 100 " | 5 | " | 6 | 54.54 | 59.47 | 2.72 | 116.71 |
| Isidore Malenfant | " | " | 100 " | 36 | " | 5 | 40.99 | 125.72 | 2.04 | 168.75 |
| Isidore Malenfant | " | " | 100 " | 37 | " | 5 | 19.24 | 18.72 | 0.96 | 38.92 |
| Renaud Therriault | " | " | 100 " | 29 | " | 5 | 37.08 | 127.31 | 1.85 | 166.24 |
| Renaud Therriault | " | " | 100 " | 29 | " | 5 | 13.76 | 30.11 | 0.68 | 44.55 |

Municipalité de St-Émile d'Auclair — Municipality of St-Émile d'Auclair

| Nom des propriétaires — Name of Owners | Occupation | Adresse — Address | Superficie — Area | N° du lot — Lot No. | Cadastre | Rg — R'ge | Taxes mun. — Mun. taxes | Taxes scol. — Sch. taxes | Frais — Costs | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Joseph Boucher... | Cultivateur-Farmer..... | St-Émile d'Auclair... | 100 acr.... | 36.... | Auclair . | o.-w. . | 24.00 | ..... | 1.49 | 25.49 |
| Joseph Boucher... | " | " | 100 " ... | 37.... | " | " | 10.50 | ..... | 0.50 | 11.00 |
| Joseph Boucher... | " | " | 100 " ... | 38.... | " | " | 16.50 | ..... | 0.80 | 17.30 |
| Patrick Cyr..... | " | " | 100 " ... | 43 et-and 44... | " | " | ..... | 8.90 | 1.07 | 9.97 |
| Isidore Damboise. | " | " | 100 " ... | 24.... | " | XI... | 19.50 | ..... | 1.30 | 20.80 |
| Isidore Damboise. | " | " | 100 " ... | 41.... | " | XI... | 20.25 | ..... | 1.00 | 21.25 |
| Bélonie Lavallière. | " | " | 100 " ... | 35.... | " | XI... | 24.00 | ..... | 1.40 | 25.40 |
| Guillaume Morin. | " | " | 100 " ... | 44.... | " | XI... | 23.00 | ..... | 1.10 | 24.10 |
| Guillaume Morin. | " | " | 100 " ... | 45.... | " | XI... | 26.19 | 21.60 | 2.37 | 50.16 |
| Laurent Roy..... | Épicier-Grocer. | " | 150' x 200'. | P. 49. | " | XI... | ..... | 9.45 | 1.01 | 10.46 |
| Paul-Émile Caron. | Cultivateur-Farmer..... | " | 100 acr. .. | 46.... | " | XII... | 13.50 | ..... | 0.90 | 14.40 |
| Venant Martin... | Garagiste-Garage-keeper. | " | 100 " ... | 49.... | " | XII... | 21.00 | 37.80 | 3.80 | 62.50 |
| Mme-Mrs. Joseph Lebrun, fils-son.. | | " | 75' x 50'... | P. 42.. | " | XIII . | 15.00 | 27.00 | 3.84 | 45.84 |
| Hervé Caron..... | Cultivateur-Farmer. | " | 100 acr.... | 48.... | " | XIII . | 27.00 | ..... | 1.70 | 28.70 |
| Hervé Caron..... | " | " | 100 " ... | 49.... | " | XIII . | 13.50 | ..... | 0.65 | 14.15 |
| Albert Parent.... | Courrier-Mailman. | " | 75' x 75'... | P. 41.. | " | XIII . | 31.65 | ..... | 2.23 | 33.88 |
| J. P. Camille Ouellet.. | Cultivateur-Farmer. | " | 100 acr.... | 34.... | " | XIV.. | 14.00 | 43.20 | 4.49 | 61.69 |
| Jean-Noël Saindon | " | " | 100 " ... | 46.... | " | XV... | 25.50 | ..... | 1.55 | 27.05 |
| Armand Lévesque. | " | " | 150 " ... | 61 et-and 62... | " | XIV.. | 23.65 | 21.60 | 2.77 | 48.02 |

Municipalité de Saint-Honoré — Municipality of Saint-Honoré

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Joseph Dumont... | ..... | St-Honoré... | 100 acr.... | 18.... | No 18... | XI... | 61.20 | 171.50 | 1.00 | 233.70 |
| Arthur Dumont.. | ..... | " ... | 107' x 259'. | 37.... | No 37A. | C..... | 51.20 | 110.85 | 1.00 | 163.05 |

En foi de quoi, j'ai signé à la Rivière-Bleue, ce vingt-septième jour de décembre mil neuf cent soixante.

*Le Secrétaire-trésorier, C.M.C.T.,*
J.-ALP. LANGLAIS, N.P.

56149-1-2-o

In witness whereof, I signed at Rivière-Bleue, this twenty-seventh day of December, one thousand nine hundred and sixty.

J.-ALP. LANGLAIS, N.P.,
*Secretary-Treasurer, C.M.C.T.*

56149-1-2

## Ventes par shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

### ARTHABASKA

*Fieri Facias de Terris*
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, N° 15 430. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* PIERRE-JULIEN DESRUISSEAUX, cultivateur, ci-devant de Ste-Jeanne-d'Arc, comté de Drummond, et maintenant domicilié à 3705 Montée St-Charles, Beaconsfield, ville Jacques-Cartier, défendeur, et J. NESTOR HAMEL, ès-qualité syndic, mis-en-cause.

« Une terre, avec bâtisses dessus construites, contenant soixante-neuf acres en superficie, borné au nord-ouest par la propriété de Madame Adolphe Caya, ou représentants, appartenant aujourd'hui à M. Olivier Parenteau, au sud-est

## Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

### ARTHABASKA

*Fieri Facias de Terris*
District of Arthabaska

Superior Court, No. 15 430. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff, *vs* PIERRE-JULIEN DESRUISSEAUX, farmer, formerly of Ste-Jeanne-d'Arc, county of Drummond, and now domiciled at 3705 Montée St-Charles, Beaconsfield, town of Jacques-Cartier, defendant, and J. NESTOR HAMEL, in his quality as trustee, mis-en-cause.

"A farm, with buildings thereon constructed, having an area of sixty-nine acres, bounded on the northwest by the property of Mrs. Adolphe Caya, or representatives, now belonging to Olivier Parenteau, on the southeast by another

par une autre partie du lot trois cent quatre-vingt-dix ci-après mentionnée appartenant ci-devant à M. Octave Therrien, ou représentants, et aujourd'hui à M. Elphège Robidas ou représentants, au sud-ouest par le fronteau du huitième rang et au nord-est par le chemin du septième rang, ladite terre étant connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Wickham, comté de Drummond, comme étant le tiers nord-ouest du lot trois cent quatre-vingt-dix (1/3 N.O. 390), sujet cependant le susdit immeuble au droit de passage établi en faveur de la Compagnie Southern Canada Power Co., pour ses lignes de transmission de l'énergie électrique par un acte enregistré sous le numéro 122,831, et sujet également à une réserve de droits de mines et minerais établie en faveur de British American Land Co., aux termes d'un acte de vente enregistré sous le numéro 33992 B45. »

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Ste-Jeanne d'Arc, comté de Drummond, le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER 1961 à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, ce 7 décembre 1960. 55980-51-2-o

part of lot three hundred and ninety hereinafter mentioned belonging formerly to Octave Therrien, or representatives, and now to Elphège Robidas or representatives, on the southwest by the boundary line of the eighth range and on the northeast by the road of the seventh range, the said farm being known and designated in the official plan and book of reference for the cadaster of Wickham township, county of Drummond, as being the northwest third of lot three hundred and ninety (1/3 N.W. 390), above-mentioned immoveable, however, being subject to the right of way established in favor of the company Southern Canada Power Co., for its transmission lines of electric energy by a deed registered under number 122,831, and also subject to a reservation of mining and mineral rights established in favor of British American Land Co., in the terms of a deed of sale registered under number 33992 B45."

To be sold at the door of the parochial church of Ste-Jeanne d'Arc, county of Drummond, on the NINETEENTH day of JANUARY, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

FÉLIX HOULE,
*Sheriff.*

Sheriff's Office,
Arthabaska, December 7, 1960. 55980-51-2

## JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, N° 15382. J. H. ROLAND VILLEMAIRE, vendeur de St-Roch de l'Achigan, district de Joliette, demandeur, *contre* LÉANDRE RACETTE, de St-Lin des Laurentides, district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

« Une terre située en la paroisse de St-Lin, contenant environ quatre-vingt-dix arpents en superficie, bâtie de maison et dépendances, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Lin, comme étant le lot numéro mille six cent quarante huit (1648) ».

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de St-Lin, district de Joliette, le MERCREDI, DIX-HUITIÈME jour du mois de JANVIER 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*

Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, ce 12 décembre 1960. 55999-51-2-o

## JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 15382. J. H. ROLAND VILLEMAIRE, salesman, of St-Roch de l'Achigan, district of Joliette, plaintiff, *against* LÉANDRE RACETTE, of St-Lin des Laurentides, district of Joliette, defendant.

As belonging to the defendant:

"A farm situated in the parish of St-Lin, containing about ninety arpents in area, with a house and dependencies built thereon, known and designated on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Lin, as being lot number one thousand six hundred and forty-eight (1648)".

To be sold at the church door of the parish of St-Lin, district of Joliette, WEDNESDAY, the EIGHTEENTH day of the month of JANUARY, 1961, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
*Sheriff.*

Sheriff's Office,
Joliette, December 12, 1960. 55999-51-2

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 509 892. GASTON JODOIN, gentilhomme de Longueuil, district de Montréal, demandeur, *contre* PAUL ANDRÉ DÉSORMEAUX, gentilhomme de Ste-Julienne, district de Joliette.

Comme appartenant au défendeur:

« Un morceau de terre connu et désigné comme étant une partie du lot de terre deux cent trois (ptie 203) de cadastre de la paroisse de Ste-Julienne, étant de forme irrégulière, comprend tout le terrain en dedans d'une ligne imaginaire qui partirait d'un point sur le côté sud d'un chemin dont il est fait mention ci-après à une distance de soixante pieds (60′) à l'est de la route 18, allant dans une direction est, en droite ligne une distance de quatre-vingts pieds (80′) de là, tournant à angle droit vers le nord, une distance de soixante-dix-huit pieds (78′) pour atteindre le chemin conduisant au lac, de là, tournant vers

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 509 892. GASTON JODOIN, gentleman of Longueuil, district of Montreal, plaintiff, *against* PAUL ANDRÉ DESORMEAUX, gentleman of Ste-Julienne, district of Joliette.

As belonging to the defendant:

"A lot of land known and designated as being a part of lot of land two hundred and three (Pt. 203) of the cadaster of the parish of Ste-Julienne, being of irregular form, comprises all the land within an imaginary line which would start from a point on the south side of a road mention of which is made hereinafter at a distance of sixty feet (60′) on the east of route 18, going in an easterly direction, in a straight line for a distance of eighty feet (80′) thence, turning at a right angle towards the north, for a distance of seventy-eight feet (78′) to reach the road leading to the lake, thence, turning towards the

l'ouest, le nord-ouest et le sud, en suivant le bord de ce chemin, jusqu'au point de départ, soit une distance approximative de cent dix pieds (110′) ce morceau de terre est borné comme suit: au sud et à l'est, par autres parties du même lot appartenant à Adolphe Dufour, au nord, nord-ouest et à l'ouest par le même chemin conduisant de la route 18 au lac. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Julienne, district de Joliette, le JEUDI, DIX-NEUVIÈME jour du mois de JANVIER 1961, à ONZE heures de l'avant-midi.

*Le Shérif,*
ROLAND PERRAULT.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 12 décembre 1960. 56000-51-2-o

west, the northwest and the south, by following the edge of the road, to the point of departure, that is an approximate distance of one hundred and teen feet (110′) this piece of land is bounded as follows: on the south and on the east, by other parts of the same lot belonging to Adolphe Dufour, on the north, northwest and on the west by the same road leading from route 18 to the lake."

To be sold at the door of the parish church of Ste-Julienne, district of Joliette, on THURSDAY, the NINETEENTH day of the month of JANUARY, 1961, at ELEVEN o'clock, in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
*Sheriff.*

Sheriff's Office,
Joliette, December 12, 1960. 56000-51-2

## KAMOURASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 18359. MONTCALM SIMARD, demandeur; *vs* DAVID LÉVESQUE,

défendeur.

« Un terrain mesurant une largeur de cent pieds (100′), par une profondeur de cent pieds, borné au nord-est à Jos. P. Ouellet, au sud-est à Émilien Ouellet, au sud-ouest à Georges Gagnon ou représentants et au nord-ouest au chemin public, lequel terrain fait partie du lot numéro soixante-quatre (p. de 64) du cadastre officiel du canton Estcourt, dans le sixième rang, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de Rivière-Bleue, comté de Témiscouata, le HUITIÈME jour de FÉVRIER 1961 à DEUX heures de l'après-midi, de cette localité dans le temps et à la date indiqués.

*Le Shérif,*
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
le 23 décembre 1960. 56148-1-2

[Première insertion le 7 janvier 1961]

## KAMOURASKA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 18359. MONTCALM SIMARD, plaintiff; *vs* DAVID LÉVESQUE, defendant.

"A lot of land measuring in width one hundred feet (100′), by a depth of one hundred feet, bounded on the northeast by Jos. P. Ouellet, on the southeast by Émilien Ouellet, on the southwest by Georges Gagnon or representatives and on the northwest by the public highway, which lot of land forms part of lot number sixty-four (Pt. 64) of the official cadaster of the township of Estcourt, in the sixth range, with the buildings thereon erected; circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of Rivière-Bleue, county of Témiscouata, on the EIGHTH day of FEBRUARY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon, in this locality at the time and on the date indicated.

MAURICE MORIN,
*Sheriff.*

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
December 23, 1960. 56148-1-2-o

[First insertion: January 7, 1961]

## MÉGANTIC

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
District de Mégantic

Cour de Magistrat, N° 4206. ALCIDE DUSSAULT, commerçant, domicilié à Black Lake, district de Mégantic, demandeur, *vs* CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE DE MÉGANTIC INC., corps légalement constitué ayant un bureau d'affaires à Plessisville, district de Mégantic, défenderesse.

1° « Le lot numéro vingt-trois (N° 23) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

2° « Le lot numéro trente-et-un (N° 31) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

3° « Le lot numéro quarante-quatre (N° 44) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

## MÉGANTIC

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
District of Mégantic

Magistrate's Court, No. 4206. ALCIDE DUSSAULT, tradesman, domiciled at Black Lake, district of Mégantic, plaintiff, *vs* CONSTRUCTION IMMOBILIÈRE DE MÉGANTIC INC., legally incorporated body having a business office at Plessisville, district of Mégantic, defendant.

1. "Lot number twenty-three (No. 23) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and fourty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande."

2. "Lot number thirty-one (No. 31) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande."

3. "Lot number forty-four (No. 44) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande."

4° « Le lot numéro quarante-huit (N° 48) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

5° « Le lot numéro quarante-neuf (N° 49) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

6° « Le lot numéro cinquante-et-un (N° 51) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

7° « Le lot numéro cinquante-deux (N° 52) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

8° « Le lot numéro cinquante-cinq (N° 55) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

9° « Le lot numéro cinquante-six (N° 56) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

10° « Le lot numéro cinquante-sept (N° 57) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

11° « Le lot numéro cinquante-neuf (N° 59) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

12° « Le lot numéro cent douze (N° 112) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

13° « Le lot numéro cent vingt-huit (N° 128) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

14° « Le lot numéro cent vingt-neuf (N° 129) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

15° « Le lot numéro cent trente (N° 130) connu et désigné comme étant la subdivision du lot numéro quatre cent quarante-quatre (N° 444) au cadastre officiel pour le canton d'Irlande. »

Tous les lots ci-dessus décrits, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré du Lac Noir (Black Lake), le DIXIÈME jour de FÉVRIER 1961 à DEUX heures de l'après-midi.

*Le Shérif,*
LOUIS CAMIRÉ.

Bureau du Shérif,
Thetford Mines, le 29 décembre 1960. 56168-1-2-o

---

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
District de Mégantic

Cour Supérieure, N° 1881. J. E. LAFLAMME, plombier, domicilié à Thetford Mines, district de Mégantic, demandeur, *vs* GUY ROY, résidant à Thetford Mines, district de Mégantic, défendeur.

1° « Un emplacement situé à Thetford Mines, sur la rue Clavet, connu et désigné comme étant le lot numéro six de la subdivision du lot numéro vingt-quatre-D (N° 24-D-6) au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Thetford, circonstances et dépendances sous la réserve des

4. "Lot number forty-eight (No. 48) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande."

5. "Lot number forty-nine (No. 49) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande."

6. "Lot number fifty-one (No. 51) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande."

7. "Lot number fifty-two (No. 52) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande."

8. "Lot number fifty-five (No. 55) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande".

9. "Lot number fifty-six (No. 56) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande".

10. "Lot number fifty-seven (No. 57) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande".

11. Lot number fifty-nine (No. 59) known and designated as being subdivision four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande".

12. "Lot number one hundred and twelve (No. 112) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande".

13. "Lot number one hundred and twenty-eight (No. 128) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande".

14. "Lot number one hundred and twenty-nine (No. 129) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande."

15. "Lot number one hundred and thirty (No. 130) known and designated as being subdivision of lot number four hundred and forty-four (No. 444) on the official cadaster for the township of Irlande."

All the lots above described, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, mines and mining rights to belong to whom it may concern.

To be sold at the parochial church door of Saint-Désiré of Black Lake on the TENTH day of FEBRUARY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

LOUIS CAMIRÉ,
*Sheriff.*

Sheriff's Office,
Thetford Mines, December 29, 1960. 56168-1-2

---

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
District of Mégantic

Superior Court, No. 1881. J. E. LAFLAMME, plumber, domiciled at Thetford Mines, district of Mégantic, plaintiff, *vs* GUY ROY, residing at Thetford Mines, district of Mégantic, defendant.

1. "An emplacement situated in Thetford Mines, on Clavet St., known and designated as being lot number six in the subdivision of lot number twenty-four-D (No. 24-D-6) in the official cadaster for the fourth range of the township of Thetford, circumstances and depen-

mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit. »

2° « Un emplacement situé à Thetford Mines, sur la rue Clavet, connu et désigné comme étant le lot numéro sept de la subdivision du lot numéro vingt-quatre-D (N° 24-D-7) au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Thetford, circonstances et dépendances sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit. »

3° « Un emplacement situé à Thetford Mines, sur la rue Clavet, connu et désigné comme étant le lot numéro huit de la subdivision du lot numéro vingt-quatre-D (N° 24-D-8) au cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Thetford, circonstances et dépendances sous la réserve des mines et droits de mines pour appartenir à qui de droit. »

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse Ste-Marthe, en la cité de Thetford Mines le HUITIÈME jour de FÉVRIER 1961 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
Thetford Mines, LOUIS CAMIRÉ.
le 28 décembre 1960. 56169-1-2-o

dencies under mining reservation and rights to belong to whom it may concern."

2. "An emplacement situated in Thetford Mines, on Clavet street, known and designated as being lot number seven of the subdivision of lot number twenty-four-D (No. 24-D-7) in the official cadaster for the fourth range of the township of Thetford, circumstances and dependencies under mining reservation and mining rights to belong to whom it may concern."

3. "An emplacement situated in Thetford Mines, on Clavet street, known and designated as being lot number eight of the subdivision of lot number twenty-four-D (No. 24-D-8) in the official cadaster for the fourth range of the township of Thetford, circumstances and dependencies under mining reservation and mining rights to belong to whom it may concern."

To be sold at the door of the church of the parish of Ste-Marthe, in the city of Thetford Mines on the EIGHTH day of FEBRUARY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, LOUIS CAMIRÉ,
Thetford Mines, *Sheriff*.
December 28, 1960. 56169-1-2

## MONTMAGNY

*Fieri Facias de Terris*
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, N° 8573. { BISCUITS MONTMAGNY INC., corporation et corps politique dûment incorporé suivant la loi, ayant son bureau chef et principale place d'affaires en les cité et district de Montmagny, demandeur, *vs* M. ROLAND BOUTIN, Buckland, Comté de Bellechasse, défendeur.

« Un emplacement situé dans le village de Buckland, comté de Bellechasse, contenant 75 pieds de largeur au chemin public sur 135 pieds de profondeur, du nord au sud, étant connu au cadastre officiel comme Ptie lot 3-B, 10ième rang sud-est canton Buckland, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de Buckland, comté de Bellechasse, VENDREDI, le VINGTIÈME jour de JANVIER 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

*Le Shérif*,
Bureau du Shérif, CHS-OMER BERNIER.
Montmagny, le 12 décembre 1960. 55997-51-2-o

## MONTMAGNY

*Fieri Facias de Terris*
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 8573. { BISCUITS MONTMAGNY INC., corporation and body politic duly incorporated according to the law, having its head office and chief place of business in the city and district of Montmagny, plaintiff, *vs* M. ROLAND BOUTIN, Buckland, Bellechasse County, defendant.

"An emplacement situated in the village of Buckland, Bellechasse County, measuring 75 feet in width on the public road by 135 feet in depth, from north to south, being known in the official cadaster os Part lot 3-B, 10th range south-east, Buckland township, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of Buckland, Bellechasse county, on FRIDAY, the TWENTIETH day of JANUARY, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

CHS-OMER BERNIER,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
Montmagny, December 12, 1960. 55997-51-2

*Fieri Facias de Terris et de Bonis*
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, N° 96-472. { DAME YVETTE BERNIER FRÉGEAU, de la cité de Lévis, y faisant affaire comme marchand épicier licencié, sous les nom et raison sociale de « Lucien Frégeau Enr », demanderesse, *versus* AGENARD BLANCHET, de Saint-Pamphile, comté de L'Islet, défendeur.

« Un emplacement de terrain, mesurant 215 pieds du nord au sud, par 235 pieds, de l'est à l'ouest, connu comme faisant partie du lot N° 14A (Partie 14 a) du rang A du canton Dionne, borné au nord par la route des Pelletier, à l'ouest à la route Elgin, au sud et à l'est par Raymond Pelletier, sans bâtisse, mais avec appartenances et dépendances ».

*Fieri Facias de Terris et de Bonis*
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 96-472. { DAME YVETTE BERNIER FRÉGEAU, of the city of Lévis, carrying on business there as a licenced merchant in groceries under the name and style of "Lucien Frégeau Enr" plaintiff *versus* AGENARD BLANCHET, of Saint-Pamphile, county of L'Islet, defendant.

"An emplacement of land, measuring 215 feet from North to south, by 235 feet from east to west, known as forming part of lot No. 14A (Part 14 a) of range A of the Dionne township, bounded on the north by the route "des Pelletier", on the west, by the route Elgin, on the south and on the east, by Raymond Pelletier, without building, but with appurtenances and dependencies".

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Pamphile, comté de L'Islet, SAMEDI, le VINGT et UNIÈME jour de JANVIER 1961 à TROIS heures de l'après-midi.

*Le Shérif,*
CHS-OMER BERNIER.

Bureau du Shérif,
Montmagny, le 12 décembre 1960. 55998-51-2-o

To be sold at the church door of Saint-Pamphile, county of L'Islet, SATURDAY, on the TWENTY-FIRST day of JANUARY, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

CHS-OMER BERNIER,
*Sheriff.*

Sheriff's Office,
Montmagny, December 12, 1960. 55998-51-2

## RIMOUSKI

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 24,825. { SOCIÉTÉ COOP. AGRICOLE DE STE-CÉCILE DU BIC, corps légalement constitué suivant la Loi des Syndicats Coopératifs, ayant sa place d'affaires à Bic district de Rimouski, demanderesse; *vs* LA CIE DE BOIS DU BIC INC, *alias* BIC LUMBER INC, corps politique incorporé ayant une place d'affaires à Bic et une autre à Rimouski, district de Rimouski, défenderesse.

Un terrain situé en le village de Bic, mesurant cent cinquante (150) pieds de largeur en front, à la rue St-Jean-Baptiste, et même largeur prise en même sens en tous points de la profondeur qu'il y a à partir de la rue St-Jean-Baptiste à aller au terrain du chemin de fer (Canadian National Railways), mesure anglaise, borné au nord-ouest aux terrains dudit Chemin de Fer (C.N.R.) au sud-est, en front, à la rue St-Jean-Baptiste, au nord-est au terrain baillé à Irène Michaud et maintenant occupé par Joseph Michaud, et au sud-ouest au terrain de Antonio Bélanger représentant Germain Parent, ledit terrain étant une partie des lots numéros cent trente-six et cent quarante (P. Nos 136-140) au cadastre officiel pour la paroisse de Ste-Cécile du Bic, comté de Rimouski, avec bâtisses dessus construites, circonstances, dépendances et accessoires. Le tout sujet à une rente annuelle de $26.50 dû à la succession de l'Abbé Adhemar Gagnon, suivant bail emphythéotique effectant les cents pieds est de l'immeuble passé le 12 novembre 1945 enregistré à Rimouski, sous le numéro 77,721 le 14 décembre 1945 de même que suivant correction contenue dans la vente de l'Abbé Gagnon à Bellavance et J. Camille Rioux le 8 novembre 1949, et enregistré à Rimouski sous le numéro 87,689.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Cécile du Bic, le VINGTIÈME jour de JANVIER, 1961, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

*Le Député-Shérif,*
JACQUES MARTIN.

ngreau du Shérif,
Rimouski, 12 décembre 1960. 55981-51-2-o

## RIMOUSKI

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 24,825. { SOCIÉTÉ COOP. AGRICOLE DE STE-CÉCILE DU BIC, a body legally incorporated according to the Cooperative Syndicates' Act, having its place of business at Bic, district of Rimouski, plaintiff; *vs* LA CIE DE BOIS DU BIC INC, *alias* BIC LUMBER INC, a body politic and incorporated having its place of business at Bic and another at Rimouski, district of Rimouski, plaintiff.

A lot of land situated in the village of Bic, measuring one hundred and fifty (150) feet in width or in frontage, from St-Jean Baptiste Street, and the same width taken in the same direction at all points from the depth there is starting from St-Jean-Baptiste Street as far as the lot of land of the railroad (Canadian National Railways), English measure, bounded on the northwest by the lots of the said railway (C.N.R.) on the southeast, in front, by St. Jean Baptiste Street, on the northeast by the lot leased to Irène Michaud and presently occupied by Joseph Michaud, and on the southwest by the land of Antonio Bélanger, representing Germain Parent, the said lot of land being a part of lots numbers one hundred and thirty-six and one hundred and forty (Pt. Nos. 136-140) on the official cadaster for the parish of Ste-Cécile du Bic, county of Rimouski, with buildings thereon erected, circumstances, dependencies and accessories. The whole subject to an annual rent if $26.50 due to the estate of the Rev. Father Adhemar Gagnon, in accordance with the emphyteutic lease affecting the one hundred feet east of the immoveable passed on the 12th day of November, 1945 registered at Rimouski, under number 77,721 on the 14th day of December, 1945 as well as the correction contained in the sale of the Rev. Father Gagnon to Bellavance and J. Camille Rioux, on November 8, 1949, and registered at Rimouski, under number 87,689.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Cécile du Bic, on the TWENTIETH day of JANUARY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic Time).

JACQUES MARTIN,
*Deputy-Sheriff.*

Sheriff's Office,
Rimouski, December 12, 1960. 55981-51-2

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
Canada — Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 24,109. { LORENZE OUELLET, bourgeois, ci-devant, de la ville de Rimouski, dit district, et maintenant domicilié à 218 Sheraton-Drive, Montréal-Ouest, district de Montréal, demandeur; *vs* ROSAIRE GAGNÉ, ci-devant barbier, d'Amqui et maintenant de St-Léon-le-Grand, district de Rimouski, défendeur.

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
Canada — Province of Quebec
District of Rimouski

Superior Court, No. 24,109. { LORENZE OUELLET, gentleman, formerly of the town of Rimouski, said district, and now domiciled at 218 Sheraton-Drive, Montreal-West, district of Montreal, plaintiff; *vs* ROSAIRE GAGNÉ, formerly a barber, of Amqui, and now of St-Léon-le-Grand, district of Rimouski, defendant.

Le lot n° cent-cinquante-neuf, dix-neuf (159-19), Amqui village, cadastre officiel de St-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, à charge d'une rente foncière de $25.00 par année à Caus Picard.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, le SEPTIÈME jour de FÉVRIER 1961, à DEUX heures de l'après-midi (heure de l'Atlantique).

*Le Député-Shérif,*
JACQUES MARTIN.

Bureau du Shérif,
Rimouski, 3 janvier 1961. 56182-1-2-o

Lot number one hundred and fifty-nine, nineteen (159-19), Amqui village, official cadaster of St-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, subject to a land rent of $25.00 a year payable to Caus Picard.

To be sold at the door of the parish church of St-Benoit-Joseph-Labre-d'Amqui, on the SEVENTH day of FEBRUARY, 1961, at TWO o'clock in the afternoon (Atlantic time).

JACQUES MARTIN,
*Deputy-Sheriff.*

Sheriff's Office,
Rimouski, January 3, 1961. 56182-1-2

## ROUYN-NORANDA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
District de Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, N° 4448. THE WESTERN SAVINGS and LOAN ASSOCIATION, corporation ayant son bureau-chef à Winnipeg, Manitoba, demanderesse, *versus* WALTER KRANCEVIC, hôtelier, domicilié à 9 rue Principale, Rouyn, P.Q., défendeur dans l'instance en cours: Une hôtelerie, située aux numéros 5-9 rue Principale, Rouyn, P.Q., ou plus précisément:

« Un certain lopin de terre connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent vingt-trois (523), ainsi que la partie sud-est du lot cinq cent vingt-quatre (524) du bloc quarante et un (41), selon les plan et cadastre officiels pour le canton de Rouyn ladite portion sud-est, étant décrite plus précisément comme suit:

« Un lopin de terre de forme pentagonale irrégulière, bornée vers le nord par une ruelle (numéro 228); vers le nord-est par une autre ruelle (numéro 533); vers le sud-est par ledit lot numéro 523; vers le sud-ouest, en avant, par l'avenue principale (numéro 534) et vers le nord-ouest, sur une longueur de soixante-neuf pieds et quatre-vingt-trois centièmes de pied (69.83′) par le résidu du lot cinq cent vingt-quatre (524); mesurant quarante pieds (40′) de largeur en avant sur l'Avenue Principale et la même largeur de quarante pieds (40′) à une distance de soixante-neuf pieds et quatre-vingt-trois centièmes (69.83′) commençant à la ligne de démarcation sur ladite Avenue Principale. La ligne séparative entre les parties nord-ouest et sud-est dudit lot cinq cent vingt-quatre (524) étant déterminée en vertu d'un arpentage fait le 7 novembre 1938 par J. Hector Paquin, arpenteur, dont copie est déposée avec un acte de vente passé devant le notaire Edmond Comtois, en date du 22 juillet 1944, sous les minutes numéro 3257 dudit notaire et enregistré sous le numéro 27888. »
ainsi que les bâtisses y érigées, équipement, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu « en bloc » aux portes de l'église paroissiale St-Joseph de Rouyn, P.Q., MARDI le DIX-SEPTIÈME jour de JANVIER 1961 à TROIS heures de l'après-midi.

*Le Shérif,*
J. H. CHARBONNEAU.

Bureau du Shérif,
Rouyn, le 12 décembre 1960. 55982-51-2-o

## ROUYN-NORANDA

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
District of Rouyn-Noranda

Superior Court, No. 4448. THE WESTERN SAVINGS and LOAN ASSOCIATION, a corporation having its head office in Winnipeg, Manitoba, plaintiff, *versus* WALTER KRANCEVIC, hotelkeeper, residing at 9 Main Avenue, Rouyn, P.Q., defendant in continued suit: A hotel property situated at numbers 5-9 Main Avenue, Rouyn, P.Q. or more precisely:

"That certain parcel of land known and designated as lot number five hundred and twenty-three (523), with the southeastern portion of lot number five hundred and twenty-four (524) of block forty-one (41) according to the official plan and book of reference for the township of Rouyn, the said southeastern portion being more fully described as being:

"A tract of land of irregular pentagonal form being bounded towards the north by a lane (number 228); towards the northeast by another lane (number 533); towards the southeast by the aforesaid lot number 523; towards the southwest, in front, by Main Avenue (number 534) and towards the northwest, for a length of sixty-nine feet eighty-three hundredths of a foot (69.83′) by the residue of said lot number five hundred and twenty-four (524); measuring forty feet (40′) in width, in front, on Main Avenue and the same width of forty (40′) feet at a distance of sixty-nine feet and eighty-three hundredths of a foot (69.83′) starting from the front boundary line on Main Avenue. The boundary line between the northwest and southeast parts of the said lot number five hundred and twenty-four (524) being established by virtue of a survey made on November 7th, 1938 by J. Hector Paquin, land surveyor, a copy of which is deposited with a deed of sale passed before Edmond Comtois, notary, on July 22nd, 1944, under his minute number 3257, duly registered under number 27888."
both with the buildings thereon erected, together with all equipment, rights, members and appurtenances."

To be sold "as a whole" at the door of St. Joseph parish church Rouyn, P.Q., on TUESDAY, the SEVENTEENTH day of JANUARY, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

J. H. CHARBONNEAU,
*Sheriff.*

Sheriff's Office,
Rouyn, December 12th, 1960. 55982-51-2-o

## TÉMISCAMINGUE

*Fieri Facias de Terris*
District de Témiscamingue
Province de Québec

Cour Supérieure, N° 1437. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur requérant, *vs* LÉO LANCTÔT, défendeur intimé.

Une ferme à Guérin, comté de Témiscamingue, composée des lots de terre connus et désignés sous les numéros vingt-trois et vingt-quatre dans le premier rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton Guérin, (23, 24) contenant respectivement cent six acres et quarante centièmes et cent six acres et quarante-cinq centièmes en superficie plus ou moins.

Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec maison et bâtiments dessus construites, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Guérin, P.Q., le QUINZIÈME jour de FÉVRIER 1961 à DIX heures de l'avant-midi.

*Le Député-Shérif*,
D. H. LAMARCHE.

Bureau du Shérif,
Ville Marie, P.Q.,
le 30 décembre 1960.

56180-1-2-o

## TÉMISCAMINGUE

*Fieri Facias de Terris*
District of Témiscamingue
Province of Quebec

Superior Court, No. 1437. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, plaintiff petitioner *vs* LÉO LANCTÔT, defendant respondent.

A farm in Guérin, county of Témiscamingue, composed of the lots of land known and designated under the numbers twenty-three and twenty-four on the first range in the official plan and book of reference for the township of Guérin, (23, 24) containing, respectively, one hundred and six and four-hundredths acres and one hundred and six and forty-five hundredths acres in area, more or less.

The whole as it is presently found, with a house and buildings thereon constructed, circumstances and dependencies and the servitudes which may affect it.

To be sold at the door of the parochial church of Guérin, P.Q., on the FIFTEENTH day of FEBRUARY, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

D. H. LAMARCHE,
*Deputy-Sheriff*.

Sheriff's Office,
Ville Marie, P.Q.,
December 30, 1960.

56180-1-2

## TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, N° 22660. { ARTHUR PROVENCHER, commerçant, de St-Célestin, district de Nicolet, demandeur, *vs* FRANÇOIS (dit FRANK) HILL, du rang des Grandes Prairies, Ste-Marthe, Cap-de-la-Madeleine, district de Trois-Rivières, défendeur,

« Un terrain ayant front sur le rang des Grandes Prairies, de la paroisse de Ste-Marthe du Cap-de-la-Madeleine, mesurant cent vingt-cinq pieds anglais (125) par deux cents pieds anglais (200) de profondeur, faisant partie du lot cinq cent trente et un (P. 531) du cadastre de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain et borné comme suit: en front, vers le nord ouest, sur une largeur de cent vingt-cinq pieds, par le chemin des Grandes Prairies, en profondeur, vers le sud-est, sur la même largeur, par le terrain restant au vendeur; joignant au nord-est le terrain de Jacques Gladu et au sud-ouest le terrain du vendeur et qui devra servir à faire un chemin, avec maison dessus construite et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse Ste-Madeleine, du Cap-de-la-Madeleine, MERCREDI, le HUITIÈME jour du mois de FÉVRIER, mil neuf cent soixante et un, à TROIS heures de l'après-midi.

*Le Shérif*,
L. P. MERCIER.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières,
le 27 décembre 1960.

56176-1-2-o

## TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 22660. { ARTHUR PROVENCHER, tradesman, of St-Célestin, district of Nicolet, plaintiff, *vs* FRANÇOIS (dit FRANK) HILL, of des Grandes Prairies range, Ste-Marthe, Cap-de-la-Madeleine, district of Trois-Rivières, defendant.

"A lot of land having frontage on des Grandes Prairies range, of the parish of Ste-Marthe du Cap-de-la-Madeleine, measuring one hundred and twenty-five English feet (125) by two hundred English feet (200) in depth, forming part of lot five hundred and thirty-one (Pt. 531) of the cadaster for the parish of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain and bounded as follows: in front, on the northwest, on a width of one hundred and twenty-five feet, by the des Grandes Prairies road, in depth, on the southeast, on the same width, by the lot of land remaining to the vendor; joining on the northeast the land of Jacques Gladu and on the southwest the lot of land of the vendor and which shall serve as a road, with house thereon erected and dependencies."

To be sold at the door of the church of the parish of Ste-Madeleine, of Cap-de-la-Madeleine, WEDNESDAY, the EIGHTH day of the month of FEBRUARY, one thousand nine hundred and sixty-one, at THREE o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER,
*Sheriff*.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières,
December 27, 1960.

56176-1-2

# Arrêté en Conseil

## Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2280

Québec, le 9 décembre 1960.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT certaines modifications au Tarif des honoraires des notaires de la Province de Québec

ATTENDU QU'il y a lieu de corriger, préciser et ajuster quelques clauses du Tarif des honoraires des notaires de la Province de Québec, actuellement en vigueur depuis le 19 mai 1957;

ATTENDU QUE la Chambre des Notaires a approuvé les modifications audit Tarif à sa troisième session du XXXe Triennat tenu à Montréal les 16, 17 et 18 juin 1959;

ATTENDU QUE lesdites modifications sont faites en conformité de l'article 23 de la Loi du Notariat (1-2 Elizabeth II, chapitre 54).

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Procureur général:

QUE les modifications au Tarif des Notaires de la Province de Québec approuvées par la Chambre des Notaires le 18 juin 1959 et dont copies certifiées du texte français et du texte anglais sont annexées à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil, soient approuvées; et qu'à l'instance de la Chambre des notaires ledit Tarif, tel que modifié, soit publié dans ses versions françaises et anglaises dans deux numéros consécutifs de la *Gazette officielle de Québec*, et qu'il entre en vigueur quinze jours après la dernière publication dans ladite *Gazette officielle de Québec*.

L. DÉSILETS,
*Greffier du Conseil Exécutif.*

Modifications au Tarif des Notaires de la Province de Québec, approuvées par la Chambre des Notaires à sa troisième session du XXXe Triennat qui a été tenue à Montréal les 16, 17 et 18 juin 1959.

### CHAPITRE I

*Section II*

3° Ajouter le mot « demi » avant le mot heure, de manière à ce que ce paragraphe se lise désormais comme suit:

Pour chaque demi-heure consacrée à la préparation des ajustements, si le notaire en est requis, ainsi qu'à la préparation de la déclaration statutaire dans le cas de la vente en bloc ..... $ 5.00

### CHAPITRE II

#### EXAMEN DES TITRES

Lire « *Honoraires supplémentaires* », au lieu de « Honoraiers supplémentaiers ».

### CHAPITRE III

#### BAUX

Biffer les mots, au bas de la page 2, « période de renouvellement comprise. », de manière que cette ligne se lise maintenant comme suit:

Le tout basé sur le loyer total prévu.

De plus, à la page 4, le paragraphe « *d* » du même chapitre a été modifié, de manière à ce qu'il se lise maintenant comme suit:

*d*) Pour tous les baux de nature commerciale, tels que baux de magasin, de maison de chambres ou de maison de rapport, d'entrepôts et autres édifices commerciaux, les honoraires seront basés sur le loyer total prévu, savoir:

1° jusqu'à $50,000: $1.50 par $1,000, avec minimum de $25.00;
2° sur l'excédent de $50,000, jusqu'à $500,000: $1.00 par $1,000;
3° sur l'excédent de $500,000: 50 cents par $1,000;

Quand le bail comporte un privilège ou une option de renouvellement, des honoraires supplémentaires seront basés sur le loyer total prévu pour telle période de renouvellement, au tarif de 25 cents par $1,000, avec minimum de $10.00.

Pour les bordereaux, voir les honoraires prévus au Chapitre XVI.

Résiliation: de $5 à $25, selon l'importance du bail résilié.

Pour tout avis au locataire ..... $ 2.00
Congé à un locataire ..... 5.00
plus les frais de signification.

### CHAPITRE IV

Ajouter comme titre à ce chapitre:

#### QUITTANCE, MAINLEVÉE

Biffer l'alinéa:

« S'il s'agit d'une simple mainlevée, l'honoraire sera de 50% de celui prévu pour une quittance du montant libéré, avec minimum de $5. », pour le remplacer par le suivant:

S'il s'agit d'une simple mainlevée, l'honoraire sera basé sur la valeur réelle de l'immeuble libéré, avec minimum de $5.

# Order in Council

## Order in Council Executive Council Chamber

Number 2280

Quebec, December 9, 1960.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain amendments to the tariff of fees for notaries of the Province of Quebec

WHEREAS it is deemed expedient to correct, define and adjust certain clauses of the tariff of fees for notaries of the Province of Quebec, presently in force since May 19, 1957;

WHEREAS that, the Board of Notaries has approved the amendments to the said Tariff at its third session of the XXXieth Tricennial held in Montreal on June 16, 17 and 18, 1959;

WHEREAS the said amendments are made in accordance with article 23 of the Notarial Act (1-2 Elizabeth II, chapter 54).

IT IS THEREFORE ORDAINED that, upon the recommendation of the Honourable the Attorney General:

THAT the amendments to the tariff of fees for Notaries of the Province of Quebec approved by the Board of Notaries on June 18, 1959 and of which certified copies of the French text and the English text are annexed to the recommendation on which are based the present Order in Council be approved; and that, at the instance of the Board of Notaries, the said tariff, in its French and English versions, as amended, be published in two consecutive numbers of the *Quebec Official Gazette* and that it enters into force fifteen days after the last publication in the said *Quebec Official Gazette*.

L. DÉSILETS,
*Clerk of the Executive Council.*

Amendments to the tariff of fees for Notaries of the Province of Quebec, approved by the Board of Notaries at its third session of the XXXieth Tricennial which was held at Montreal on June 16, 17 and 18, 1959.

### CHAPTER I

*Section II*

3. Add the word "half" before the word "hour", so that this paragraph will read as follows:

"For each half hour employed for the preparation of adjustments, if the Notary is so required, and for the preparation of the Statutory Declaration in the case of a bulk sale..... $5.00

### CHAPTER II

EXAMINATION OF TITLE

Lire "*Honoraires supplémentaires*", au lieu de "Honoraiers supplémentaiers" (French version only)

### CHAPTER III

LEASES

Erace the words at the bottom of Page 3, renewal period included, so that this line now reads as follows:

The whole based on the total rental stipulated.

Moreover, on page 4, paragraph "*d*" of the same chapter has been amended, so that it now reads as follows:

*d*) For all leases of a commercial nature, such as leases for stores, rooming houses or apartment houses, warehouses and other commercial buildings, fees shall be based on the total rental stipulated, namely:

1. Up to $50,000: $1.50 per $1,000, with a minimum of $25.00;
2. Over $50,000, up to $500,000: $1.00 per $1,000;
3. Over $500,000: 50 cents per $1,000.

When the lease carries a privilege or an option for renewal, supplementary fees shall be based on the total rental stipulated for such a renewal period, at a rate of 25 cents per $1,000, with a minimum of $10.00.

For statements, see fees stipulated in Chapter XVI.

Cancellation: from $5 to $25, according to importance of the cancelled lease.

For each notice to a lessee..... $2.00
Notice to leave to a lessee..... 5.00
plus notification fees.

### CHAPTER IV

Add as title to this chapter:

"ACQUITTANCES, MAINLEVÉES.—"

Erase the paragraph:

"For a simple mainlevée, the fee shall be 50% of the fee for acquittance of the amount involved, with a minimum fee of $5.", to replace it by the following:

For a simple mainlevée, the fee shall be based on the real value of the released property, with a minimum of $5.

### Chapitre IX

#### Marchés et devis

Biffer les mots « seront les mêmes que ceux établis au Chapitre I, section 1 », ainsi que « En plus, les honoraires suivants », de même « Pour le préambule et exposé, selon leur importance ..... $ 10.00 à $ 50.00

de manière à lire maintenant ce qui suit:

Les honoraires, basés sur la considération stipulée dans l'acte, seront de $1.00 par $1,000. jusqu'à $500,000, et de 50 cents par $1,000 supplémentaires, avec un minimum de $25.00.

### Chapitre X

Ajouter comme titre à ce chapitre:

« Notifications, sommations, mises en demeure, offres réelles »

La dernière ligne est remplacée par ce qui suit:

Pour chaque heure consacrée à la signification ..... $10.00

### Chapitre XIX

#### Actes de fiducie (Trust Deed) pour l'émission d'obligations

La dernière ligne de la subdivision « Procès-verbal de destruction d'obligations » est remplacée par la suivante:

Pour chaque heure de vacation ..... $10.00

Au haut de la page 10, lire comme titre:

« Quittance ou mainlevée d'un acte de fiducie » au lieu de

« Quittance d'un acte de fiducie ».

Et de plus, à la suite de ce même titre, biffer la ligne suivante:

« 50 cents du $1,000, avec maximum de $1,500, », pour le remplacer par les suivantes:

« Pour la quittance, 50 cents du $1,000, avec minimum de $15.00.

S'il s'agit d'une mainlevée, l'honoraire sera basé sur la valeur réelle de l'immeuble libéré, avec minimum de ..... $10.00

### Chapitre XX

#### Tutelles, curatelles, autorisations, etc.

La dernière ligne est remplacée par ce qui suit:

Pour chaque heure de vacation consacrée à la signification de l'avis ..... $10.00

Si la tenue du Conseil de famille se prolonge au delà d'une heure, pour chaque heure ou fraction d'heure supplémentaire ..... $10.00

### Chapitre XXII

#### Actes de composition, atermoiements et autres actes d'arrangements entre créanciers et débiteurs, nomination de séquestre

Le chiffre de $5.00 au bout du dernier alinéa est remplacé par le chiffre ..... $10.00

### Chapitre XXV

#### Actes de partage, de liquidation, de reddition de comptes

Le chiffre de $5.00 au bout de la deuxième ligne est remplacé par le chiffre ..... $10.00

### Chapitre XXVII

#### Inventaire, rapport de praticiens, bénéfice d'inventaire

Le chiffre de $5.00, au bout des deuxième et cinquième lignes est remplacé par le chiffre ... $10.00

### Chapitre XXIX

#### Impôt sur le Revenu

La deuxième ligne est annulée et remplacée comme suit:

Pour chaque heure employée à la préparation, en plus de la première heure ..... $10.00

### Chapitre XXX

#### Honoraires spéciaux

à 2° *b*), biffer l'article « la » précédant le mot « requisition », de manière à lire désormais ce qui suit:

Pour tout acte préparé sur requisition et auquel il n'est pas donné suite, la moitié de l'honoraire prévu pour tel acte, avec minimum de ..... $ 5.00

à 4°, ajouter « s » au mot prévu, de manière à lire désormais ce qui suit:

Pour préparation des conventions ou documents sommaires, non autrement prévus, selon l'importance ..... $5.00 à $25.00

## Chapter IX

### Construction contracts and specifications

Erase the words "are the same as those established in Chapter I, section 1", as well as "as the following additional fees", as well as "For the preamble and statement, according to their importance ..... $10.00 to $50.00

so as to now read as follows:

The fees, based upon stipulations considered in the Act, shall be $1.00 per $1,000. up to $500,000, and 50 cents per each supplementary $1,000, with a minimum of $25.00.

## Chapter X

Add as title to this chapter:

"Notifications, summons, putting in default, Legal Tenders"

The last line is replaced by the following:

For each hour required for the signification ..... $10.00

## Chapter XIX

### Trust Deeds Relative to the Issue of Bonds

The last line of the subdivision "Procès-Verbal of Destruction of Bonds" is replaced by the following:

For each hour of attendance ..... $10.00

At the top of Page 10, read as title:

"Acquittance or Mainlevée of a Trust Deed" instead of

"Acquittance of a Trust Deed".

And moreover, following this same title, erase the following line:

"50 cents per $1,000, with a maximum of $1,500", to replace it by the following:

"For the acquittance, 50 cents per $1,000, with a minimum of $15.00.

In the case of a mainlevée, the fee shall be based on the real value of the released property, with a minimum of ..... $10.00

## Chapter XX

### Tutorships, Curatorships, Authorizations, etc.

The last line is replaced by the following:

For each hour of attendance for the signification of notice ..... $10.00

If the holding of the family council lasts more than one hour, for each additional hour or fraction thereof ..... $10.00

## Chapter XXII

### Deeds of Composition, Deeds of Settlements between Creditors and Debtors, appointment of Trustee:

In the last line the figure $5.00 in the last paragraph is replaced by the figure ..... $10.00

## Chapter XXV

### Deeds of Partition, Liquidation, Rendering of Accounts

The figure $5. at the end of the second line is replaced by the figure ..... $10.00

## Chapter XXVII

### Inventory, Report of Practitioner, Benefit of Inventory

The figure $5.00 at the end of the second and fifth lines is replaced by figure ..... $10.00

## Chapter XXIX

### Income Tax

The second line is cancelled and replaced as follows:

For each hour spent in preparation apart from the first hour ..... $10.00

## Chapter XXX

### Special Fees

à 2° *b*), biffer l'article "la" précédant le mot "requisition", de manière à lire désormais ce qui suit: (French version only)

For any deed prepared on request and which is not signed, half of the fee provided for such deed, with a minimum of ..... $ 5.00

à 4° ajouter "s" au mot prévu, de manière à lire désormais ce qui suit: (French version only)

To prepare agreements or documents, not otherwise provided, according to the degree of importance ..... $5.00 to $25.00

L'article « 5° » est modifié et devra se lire comme suit:

5° *a*) Lorsqu'il y a plus de deux comparants à un acte ou que l'un des comparants y est représenté par un mandataire, il y aura un honoraire supplémentaire par comparant supplémentaire, de ..... $ 2.00

*b*) Dans tout acte, pour chaque désignation séparée de parties de lots, en sus de la première, pour chaque désignation de servitude ..... 3.00

Enfin, les articles « 6° *a*), *b*) et *c*) » ont été complètement refondus et modifiés comme suit:

6° *a*) Pour toute vacation au bureau d'enregistrement, au Palais de Justice ou ailleurs, relative à l'enregistrement de tout acte ou document, ou à toute demande ou obtention d'un certificat, document ou copie quelconque ..... 2.00

Le même honoraire s'applique si la chose est faite par correspondance.

*b*) Pour toute vacation, autre que celle prévue au sous-paragraphe *a*) ci-dessus, l'honoraire sera de $10. l'heure, avec minimum de $5. par vacation.

La vacation quotidienne est limitée à 10 heures, à moins que le notaire n'ait été expressément tenu de prêter ses services pendant un plus grand nombre d'heures.

13° Lire « exercice », au lieu d'« exercise ».

Pour copie conforme des modifications au Tarif des Honoraires des Notaires telles qu'elles ont été adoptées à la session annuelle de la Chambre des Notaires qui a été tenue à Montréal les 16, 17 et 18 juin 1959.

*Le Secrétaire,*
J. B. COUPAL.

56179-1-2-o

---

Article "5." is amended and shall read as follows:

5. *a*) When there are more than two witnesses to a deed or when one of the witnesses is represented by a proxy, there will be an additional fee per additional witness, of... $ 2.00

*b*) In any deed, for each part of a lot of land requiring special description apart from the first one: for each description of a servitude ..... 3.00

Finally, article "6. *a*), *b*) and *c*)" have been completely revised and amended as follows:

6. *a*) For each attendance at the Registry Office, at the Court House or elsewhere, in connection with the registration of any deed or documents, or to ask for or obtain any certificate, document or copy whatsoever ..... 2.00

The same fee is applicable if the matter is attended to by correspondance.

*b*) For each attendance other than the one above mentioned in sub-section *a*), the fee shall be $10. per hour with a minimum of $5. per attendance.

The daily attendance is limited to 10 hours unless the Notary has been expressly required to give his services for a greater number of hours.

13. Lire "execice", au lieu d'"exercise". (French version only).

True copy of the amendments to the Tariff of fees for Notaries as adopted at the annual meeting of the Board of Notaries which was held at Montreal on June 16, 17 and 18, 1959.

J. B. COUPAL,
*Secretary.*

56179-1-2

---

# INDEX Nº 1


**Action en séparation de corps et de biens** — ***Action for Separation as to Bed and Board***

Lapointe *vs* Gilbert ..... 35

**Arrêtés en Conseil** — ***Orders in Council***

2280 — Modifications au tarif des honoraires des notaires de la province de Québec ..... 91
2280 — Amendments to the Tariff of fees of notaries of the Province of Quebec ..... 92
2337-B — Barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames, district de St-François .. 36
2337-B — Men's and ladies' hairdressers, district of St. Francis ..... 36
2417 — Modifications aux règlements pris en exécution de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes ..... 42
2417 — Amendments to the regulations enacted under the Stationary Enginemen's Act ..... 42
2418 — Modifications aux règlements en exécution de la Loi des mécaniciens en tuyauterie .. 43
2418 — Amendments to the regulations enacted under the Pipe mechanics' Act ..... 43
2428 — Classement de l'église paroissiale de Ste-Agnès (Charlevoix) ..... 35
2428 — Classification of the parish church of Ste-Agnès (Charlevoix) ..... 35

**Avis divers** — ***Miscellaneous Notices***

Académie de Musique de Québec (Concours 1961) ..... 48
Baie St-Paul, village (Corporation) ..... 44
Commission scolaire protestante du Montréal métropolitain (La) (Rachat d'obligations) .. 68
Coopérative Forestière de St-Ignace du Lac, comté Maskinongé (La) (Fondation — Foundation) ..... 48
Protestant School Board of Greater Montreal (Redemption of bonds) ..... 68
Quebec Academy of Music (Scholarship 1961) ..... 48

Shop & Save (Beauharnois) Ltd. (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 45
Shop & Save (Chambly) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 45
Shop & Save (Dudemaine) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 45
Shop & Save (Grand'Mère) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 46
Shop & Save (Laprairie) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 46
Shop & Save (LaSalle) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 46
Shop & Save (Laval West) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 46
Shop & Save (Pont Viau) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 46
Shop & Save (Rosemère) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 47
Shop & Save (St. Adèle) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 47
Shop & Save (St. Jean) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 47
Shop & Save (St. Thérèse) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 47
Shop & Save (Shawinigan Falls) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 48
Shop & Save (Shawinigan South) Ltd (Dist. de l'actif — Dist. of assets) ... 48
Syndicat Coopératif Agricole de Notre-Dame-de-Lorette (Fondation — Foundation) ... 50
Syndicat de Travail de Lac Castagnier (Fondation — Foundation) ... 48

**Chartes** — ***Charters***
**Abandon de** — ***Surrender of***

Algami Corporation Ltd ... 51
Beauce Trading Company ... 51
Granby Printing and Publishing Company (Limited) (The) ... 50
Meunerie Leclerc Inc. (La) ... 51

**Compagnies dissoutes** — ***Companies Dissolved***

Baraca Mines Ltd ... 51
Chevalier Lingerie Inc ... 51
Gagnon Frères Salon de Fourrures Ltée ... 52
Jolicoeur & Veilleux, Inc ... 52
Laniel Maurice Inc ... 53
Marché de Giffard Inc ... 53
Maska Construction Inc ... 53
Sybil Ives of Canada, Ltd ... 53
Tremblay François & Fils Limitée ... 52

**Demandes à la législature** — ***Applications to Legislature***

Corporation des Sœurs de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs (La) ... 32
Couillard Entreprises Inc. *et al* ... 33
Dorval, cité — city ... 33
Frères Maristes de Chicoutimi (Les) ... 35
Hazan, Ezra David ... 33
Lachine, commissaires d'écoles — School commissioners ... 34
Pont-Viau, cité — city *et al* ... 32
Saint-Jérôme, cité — city ... 34
Schefferville, ville — town ... 35
St-Eustache, ville — town ... 33
St-Laurent, commissaires d'écoles protestantes — Protestant school commissioners ... 34
Syndicat des Fiduciaires de l'Université de Laval ... 31
Tremblay, Jean-Arthur ... 32

**DÉPARTEMENTS** — ***DEPARTMENTS***

**Affaires Municipales** — ***Municipal Affairs***

Sainte-Théodosie-Calixa-Lavallée, paroisse — parish ... 54

**Instruction publique** — ***Education***
*Municipalité scolaire de* — *School Municipality of*

Cap-St-Ignace (Accordée — Granted) ... 54
Forestville, ville — town (Accordée — Granted) ... 55
Hébertville, paroisse et village — parish and village (Demande — Application) ... 54
St-Basile-Station (Accordée — Granted) ... 55
St-François-Xavier-de-East-Farnham (Demande — Application) ... 54
Ste-Julienne, paroisse — parish (Accordée — Granted) ... 55
St-Roch-de-l'Achigan (Accordée — Granted) ... 56

**Terres et Forêts** — ***Lands and Fores***
*Service du Cadastre* — *Cadastral Branch*

St-Antoine de Longueuil, paroisse — parish ... 56

**Travail** — ***Labour***
*Industrie ou métiers de* — *Industry or Trades of*

Boîte de Carton, Province (Modification) ... 59
Chaussure — Province (Modification) ... 64
Paper box, Province (Amendment) ... 59
Plombiers et poseurs d'appareils de chauffage, région de Hull ... 56
Plumbers and steam fitters, region of Hull ... 56
Shoe — Province (Amendment) ... 64

**Lettres patentes** — ***Letters Patent***

Algupa Realties Ltd ... 16
Ameublements Ryna Limitée (Les) ... 16
Amis de Lumière Inc. (Les) ... 16
Association des Camionneurs Privés de Montréal Inc. (L') ... 13
Au Carafon Inc. ... 2
Bailord Limited (Correction) ... 66
Baris Caplan Corporation ... 3
Bel-Ro Construction Inc. ... 3
Bemo Tavern Limited ... 3
Blay Super Market Inc. ... 4
Boudreau Construction Ltée ... 4
Boudreau Incorporé ... 4
Bowl-Arena Inc. ... 5
Braisier Inc. (Le) ... 14
Cabec Corporation Ltd ... 5
Camco Construction Inc. ... 5
Carpentier & Frère Ltée ... 6
Carpentier & Frère Ltd ... 6
Castonguay Industriel Inc. ... 6
Centre Paroissial Maisonneuve de Rosemère Inc. ... 6
Chalifour (Guy) Inc. ... 10
Chambre de Commerce de Petite Rivière Inc. (La) ... 12
Cie de Restauration Inc. (La) ... 13
Cie d'Expansion du Nord Ltée (La) ... 13
Circuit Junior de l'Est Inc. ... 7
Club d'Attelages de Chiens des Laurentides Inc. (Le) ... 14
Compagnie d'Entretien du Cap Inc. (La) ... 13
Concordia Football Club (1960) Inc. ... 7
Conseil des Loisirs de Giffard Inc. ... 7
Des-Monts Inc. ... 8
Dupuis et Fils Inc. ... 8
Entrepôt Unik Warehouse Inc. ... 9
Execaire (Quebec) Ltd ... 9
Foyer Bon-Secours, Inc. (Le) ... 15
Garage Dan. Landreville Inc. ... 9
Garage Normandin Ltée ... 10
Gibbons Zipper Textiles Incorporated ... 10
Harvey (Samuel) Trading Ltd ... 24

Hôpital Mont-Providence ..... 66
Hôpital Notre-Dame de Lourdes ..... 67
Hôpital Saint-Jean-de-Dieu ..... 67
Hôpital Saint-Joseph Artisan ..... 67
Hôpital Saint-Joseph de la Providence . 67
Hub Hardware (Châteauguay) Ltd. (The) ..... 26
Immeubles Algupa Ltée (Les) ..... 16
Italvox Inc. ..... 11
Lachine Maroons Inc. ..... 12
Leduc Drug Co. Ltd. ..... 15
Lemire (Yvan) Électrique Ltée ..... 27
Ligue de l'Épilepsie du Québec ..... 17
Lismarc Corp. ..... 17
Machine (R.C.) Parts Inc. ..... 23
Malo Transport Inc. ..... 18
Manoir Montréal (Le) ..... 15
Melnick Food Products Inc. ..... 18
Miro Auto Inc. ..... 18
Nepal Corporation ..... 19
Normandie Realties Ltd. ..... 19
North Shore Pope Lines Co. Limited ... 19
Orford Finance Corporation Limited .. 20
Organizing Committee of the Third World Congress of Psychiatry, 1961 . 20
Patry (J. P.) Garage Ltée ..... 11
Petitclerc Ltée ..... 21
Pierre Hair & Scapt Specialists Inc. .... 21
Place Victoria — St. Jacques Co. Inc. .. 21
Plamondon Transport Inc. ..... 22
Prévert Holdings Inc. ..... 22
Rawdon Riviera Inc. ..... 22
Rimard Concrete & Waterproofing Inc. 23
Rocco-Renzo Garage Inc. ..... 23
Rousseau Automobiles Inc. ..... 24
Shapiro (Eli) Trading Corp. ..... 8
Société Pro Musica Inc. ..... 24
Startex Inc. ..... 25
Super-Marché Raymond Ltée ..... 25
Taverne du Centre Sportif Ltée ..... 25
Tuiles (Jean) & Terrazzo Inc. ..... 11
Universal Beauty Products Inc. ..... 26
Van Horne Warehouses Inc. ..... 26
Vieux Quais de la Basse Ville Inc. (Les). 17
Zenith Importing Co. Ltd ..... 27

**Lettres patentes supplémentaires** — ***Supplementary Letters Patent***

Bélanger (Lionel) & Fils Inc. ..... 29
Centre du Service Social du Diocèse de Sherbrooke Inc. (Le) ..... 28
Cie de Fenêtre Québec Ltée ..... 31
Club Social Drummond Inc. ..... 27
Dorval 55th Industrial Centre Ltd. .... 28
Flam Textiles Co. Ltd ..... 28
Frappier (P. K.) Construction Ltée. ... 30
Morgan Group Inc. (The) ..... 31
Morgan Insurance Services Ltd ..... 29
Muscan Ltd ..... 29
National Automobile Owners' Association Inc. ..... 30
Puretest Dairy Limited ..... 30
Quebec Window Co. Ltd ..... 31
Roussel (J. B.) Ltée ..... 28
Vulcanisation Côte-Nord Ltée ..... 31

**Nominations** — ***Appointments***

Diverses ..... 69
Miscellaneous ..... 69

**Proclamations** — ***Proclamations***

Bureau de la division d'enregistrement d'Arthabaska, à Arthabaska ..... 69
Bureau de la division d'enregistrement de Laval, à Sainte-Rose ..... 70
Office of the registry division of Arthabaska, in Arthabaska ..... 69
Office of the registry division of Laval, in Ste-Rose ..... 70

**Sièges sociaux** — ***Head Offices***

Execaire (Quebec) Ltd ..... 71
Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville. 71
Organizing Committee of the Third World Congress of Psychiatry, 1961. 71
Sunlite Food Products Inc. ..... 72

**Soumissions** — ***Tenders***

Alma, cité — city ..... 76
L'Abord-à-Plouffe, comm. scol.— school comm. ..... 72
Murdochville, comm. scol.— school comm. ..... 77
St-Hilaire, comm. scol.— school comm. 75
St-Jean-Eudes, village ..... 73

**VENTES** — ***SALES***

**Taxes** — ***Taxes***

Saint-Honoré, commission des écoles — school comm. ..... 79
Taché, canton — township ..... 80
Témiscouata, comté de — county of ... 80

**SHÉRIFS** — ***SHERIFFS'***

**Arthabaska** — ***Arthabaska***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Desruisseaux ..... 83
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Desruisseaux ..... 83

**Joliette** — ***Joliette***

Jodoin *vs* Désormeaux ..... 84
Villemaire *vs* Racette ..... 84

**Kamouraska** — ***Kamouraska***

Simard *vs* Lévesque ..... 85

**Mégantic** — ***Mégantic***

Dussault *vs* Construction Immobilière de Mégantic Inc. ..... 85
Laflamme *vs* Roy ..... 86

**Montmagny** — ***Montmagny***

Biscuits Montmagny Inc. *vs* Boutin .... 87
Frégeau *vs* Blanchet ..... 87

**Rimouski** — ***Rimouski***

Ouellet *vs* Gagné ..... 88
Société Coop. Agricole de Ste-Cécile du Bic *vs* La Cie de Bois du Bic Inc. (Bic Lumber Inc.) ..... 88

**Rouyn-Noranda** — ***Rouyn-Noranda***

Western Savings and Loan Association (The) *vs* Krancevic ..... 89

**Témiscamingue** — ***Témiscamingue***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Lanctôt ..... 90
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Lanctôt. 90

**Trois-Rivières** — ***Trois-Rivières***

Provencher *vs* Hill ..... 90

*L'imprimeur de la Reine*, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec